parti pris

VOL. 4 - No 1-2 SEPT.-OCT. 1966 — $1.00

québec (bleu) 1966:
urgence d'un socialisme décolonisateur

textes de :

paul chamberland — **luc racine**
gaëtan tremblay — **jean-marc piotte**
gabriel gagnon — **pierre maheu**

les chroniques et nos notes marginales

DERNIERE HEURE

PARTI PRIS AVAIT UN ENNEMI!

C'est la mort dans l'âme que l'équipe de parti pris a découvert tout récemment qu'elle avait un ennemi. Ennemi particulièrement puissant puisqu'il retardera la publication du premier numéro de la saison du 26 septembre au 10 octobre prochain.

Jusqu'à maintenant, aucun libraire n'avait refusé de vendre la revue ou les publications de parti pris. Aucun membre de l'équipe n'avait perdu son emploi parce qu'il collaborait à parti pris. Le Conseil des Arts subventionnait généreusement la majorité des publications de parti pris. Tout comme les gens d'Aujourd'hui-Québec, l'équipe de parti pris avait toujours obtenu le droit d'exposer sa philosophie et de vendre des abonnements dans les écoles du Québec, etc.

En un mot, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Mais voilà que le jour même de la première à Paris de "Fahrenheit 451" de François Truffaut, (c'est le degré exact de chaleur requise pour brûler les livres) un incendie dévastait l'Imprimerie Yamaska où la revue était sous presse. L'ennemi se démasquait : c'était le feu ! Résultat : retard de trois semaines dans la parution du premier numéro du volume IV de la revue.

Que nos lecteurs acceptent donc nos excuses et que par ailleurs, ils soient rassurés. Nous prenons ici l'engagement solennel que la revue paraîtra à compter de maintenant avec une régularité de "périodique suisse" pour reprendre l'expression chère à Gérard Pelletier parlant de nous du temps qu'il était à Cité Libre.

Quant à notre ennemi, il est toujours là, mais pour le contrer, nous emploierons à compter de maintenant du papier ignifuge. Et après tout ça, un acquis certain : ledit feu s'ajoutera à l'ardeur révolutionnaire de l'équipe.

sommaire

exigences théoriques d'un combat politique 2
paul chamberland

—

viêt-nam, usa, québec 11
luc racine

—

le peuple contre le peuple 19
gaëtan tremblay

—

sens et limites du néo-nationalisme 24
jean-marc piotte

—

pour un socialisme décolonisateur 40
gabriel gagnon

—

laïcité 1966 56
pierre maheu

—

les bronches à l'air pur 78
jacques renaud

chroniques

le québec politique et syndical 81
gaëtan tremblay

—

ce bordel de pays 83
jacques ferron

—

le colonialisme quotidien 85
p.p.

—

les essais 88
luc racine

—

littérature québecoise 94

—

au québec : le parti unique 101
raoul duguay

marginales 105

parti pris

voi. 4, no 1 sept.-oct. 1966

revue politique et culturelle
paraît chaque mois sur 112 pages

rédaction et administration :
C.P. 149, station "N"
Montréal 18, Québec

éditeur :
la coopérative d'éditions parti pris

Comité de rédaction :
directeurs :
gabriel gagnon
luc racine
gaëtan tremblay
paul chamberland
jan depocas
raoul duguay
pierre maheu
gaston miron
jean-marc piotte
secrétaire à la rédaction:
patrick straram
trésorier :
michel rivest

distributeurs :
Agence de distribution populaire
1130 Lagauchetière Est
Tél. : 523-1182

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Reproduction interdite sans autorisation.

le numéro : $1.00

5 numéros : $6.00

éditorial

exigences théoriques d'un combat politique

paul chamberland

Certaines rumeurs ont couru, ces derniers mois, qui vouaient la revue parti pris *à la mort. Ce pieux souhait était pour le moins prématuré : l'équipe, en supprimant la parution du numéro de l'été dernier, s'imposait le temps d'arrêt de l'examen et de la réflexion.*

Nous nous sommes réunis, en juin, dans le but de faire le point. L'essentiel de cette rencontre fera l'objet des lignes qui suivent. Il faut tout de suite noter que tout ceci sera soumis, début automne, à l'appréciation des membres de la coopérative qui décideront en dernier ressort.

Temps d'arrêt : exigence d'un re-départ, d'un renouvellement. Notre combat n'a pas varié : pour un Québec indépendant, laïc et socialiste. Mais tout est toujours à reprendre, à repenser pour quiconque tente d'oeuvrer dans l'histoire : nous ne voulons pas honorer des idoles idéologiques, nous tentons de vivre de l'intérieur le mouvement même qui entraîne notre société vers un futur encore difficilement prévisible. Vivre cette marche en avant, qui recèle tant de pas en arrière, c'est, pour l'équipe d'une revue — instrument intellectuel de combat — modifier, préciser infatigablement ses méthodes d'analyse, ses concepts, sa théorie; en définitive, faire subir à ses jugements l'épreuve des faits. Evoluer, pour nous, c'est répondre aux instances actuelles d'un combat qui décime les rêveurs.

Nous heurterons sans regret ceux qui voudraient voir se perpétuer sans modification l'image première de parti pris. *En 63, les actes récents du Front de Libération Québécois, quels qu'en fussent par ailleurs le sens et la portée politiques, nous avaient marqués au coin d'une certaine*

rhétorique. Plusieurs d'entre les membres du F.L.Q. étaient et demeurent des amis et des camarades de combat. Une fois située, je ne désavouerais pas facilement cette rhétorique de la première heure : elle nous a permis de diffuser un langage de la décolonisation qui, par contraste, a fini par disqualifier la sussurante prédication fédéraliste, qui en est une de valets honteux et de froussards « modérés ». Langage qui, à tout prendre, comportait une réelle effacité. Nous ne renions rien. Nous heurterons également ceux qui voudraient nous voir endosser la tunique de Nessus de la respectabilité : une gauche « qui se respecte » et s'interdit scrupuleusement les « gros mots » n'est pas loin de ressembler — et c'est irrémédiable — à une gauche qui « se donne ».

La transformation révolutionnaire du Québec, selon tous ses aspects, *demeure la raison d'être d'un PARTI PRIS certain. Nous le redisons pour décourager d'avance tout amateur de mauvaises surprises. Mais il ne suffit pas de crier révolution pour que révolution soit. C'est peut-être bête à dire, mais, pour qui ce mot n'est pas une clause de style, ce genre de constatation est, en vérité, fort pénible à assumer. Si, dès les premiers instants de notre entreprise, nous savions bien que la révolution « n'était pas pour demain », nous n'en vivions pas moins dans l'attente plus ou moins obscure d'un cataclysme historique. Sans doute était-ce le fait d'un romantisme inévitable ! Nous convenons de ces limites sans nulle honte. D'autant plus qu'il s'agit là de limites restreignant précisément l'idée, la chose révolutionnaire.* Parti pris *s'est refroidi ? Parfaitement. Mais, si nous refroidir c'est substituer efficacement à une notion de la révolution de style catastrophique celle d'un processus historico-social infiniment complexe, nous ne nous estimons pas engagés sur la voie d'un recul. Au contraire, nous nous croyons un peu mieux préparés à faire que, selon les moyens dont nous disposons, le Québec subisse la métamorphose qui l'accomplisse.*

Seconde affirmation "bête" : Parti pris *n'est plus qu'une revue. Au départ, Parti Pris a été* aussi *une revue: il devint rapidement un mou-*

vement idéologique et politique dont la condensation la plus précise fut le M.L.P. (Mouvement de libération populaire). La situation lui imposait, pour ainsi dire, ce rôle. Mais cette époque est révolue. Des mouvements ou fractions de mouvements incarnent, aujourd'hui, dans la pratique, ce que parti pris *fut théoriquement. Pour l'essentiel, constatons que des individus et des groupes luttent, plus ou moins efficacement, selon une perspective qui lie étroitement indépendance et socialisme.* Parti pris n'est plus *qu'une revue : en toutes lettres, un instrument théorique au service de ceux qui se reconnaissent solidaires dans le combat pour l'avènement d'un Québec indépendant, laïc et socialiste.*

Ce "rétrécissement" de la fonction de parti pris *n'en est pas un. La diversité dans les tâches qui nous ont mobilisés, si elle s'imposait jusqu'à un certain point, n'en avait pas moins pour conséquence de disperser nos efforts : nous encourions, à plus ou moins brève échéance, le risque de l'inefficacité. Comme le dit si bien un proverbe toltèque, qui trop embrasse mal étreint. L'inefficacité — l'inacceptable — pour une revue à engagement révolutionnaire, c'est son manque de rigueur intellectuelle. La recherche est partie intégrante d'une pratique révolutionnaire.* Parti pris *entend remplir son rôle propre : fonder une pratique ou une action théorique cohérente et dénoncer plus fermement que jamais contre toutes formes de mystification.*

Nous pouvons maintenant résumer en ces termes la réorientation que Parti Pris entend prendre :

1, radicaliser la lutte sur le plan théorique ;

2, ne plus prétendre édicter des mots d'ordre pratiques ;

3, se libérer de toute affiliation à quelque parti que ce soit.

Précisant cette dernière résolution, nous définissons notre attitude en termes de sympathie-critique à l'égard des mouvements ou partis qui sont le plus près de nous (P.S.Q., R.I.N., M.L.F.). Nous croyons inutile de nous faire jouer le rôle de caution idéologique des partis. Sur le plan de la propagande, nous sommes un instrument impropre : notre audience

ne dépasse guère le cercle des "convaincus". Par ailleurs, puisqu'elle est une arme de combat définie avant tout en termes de recherches, la revue ne doit pas être gênée par les directives émanées des organismes politiques. Il ne faudrait pas en conclure que nous nous mettons "au-dessus" des partis. Vouloir y prétendre serait tout à fait ridicule. Nous sommes dans la lice, avec nos moyens propres ; nous sommes engagés dans la poursuite d'un projet commun. Le refus, de notre part, de formuler des "que faire ?" ressortit précisément à la volonté de ne pas nous substituer aux mouvements dont c'est la tâche spécifique. Nous reconnaissons, à ce niveau, notre incompétence.

On ne peut nier le vide théorique *qui affecte présentement les "forces de gauche". Ce vide reproduit assez exactement l'absence d'un front uni et défini de combat : il suffit de rapprocher, pour les comparer, l'action du R.I.N., celle du P.S.Q., celle du M.L.F. et celle des syndicats pour s'en convaincre. Faut-il en conclure pour autant qu'il y a recul ? Nous ne le croyons pas. On a toujours déploré les divisions de la gauche ; la gauche n'est pas plus désunie que jadis et naguère. Une constatation de ce genre est totalement stérile si elle ne débouche pas sur une critique des situations. En réalité, le climat politique québécois a évolué : les Libéraux n'ont pas été battus sur leur droite mais sur leur gauche. Certains mots d'ordre qui furent audacieux il y a 5 ou même 3 ans sont pour ainsi dire de consommation courante aujourd'hui (même s'ils n'ont pas été réalisés). Le vide théorique ne résulte pas d'un échec des idées de décolonisation, de laïcisation ou de socialisme (la majorité des 18-21 ans ne voit-elle pas là des quasi-évidences ?) mais bien plutôt du défaut de poursuivre l'élaboration de leur contenu politique. Les militants de syndicats ou de partis peuvent en témoigner : chez les ouvriers, les ruraux, les petits salariés — dont on déplore si souvent le faible degré de politisation ! — on découvre une audace de vue, une conscience des situations qui est bien près d'être révolutionnaire. L'inertie ou la pusillanimité, on la trouve davantage au rang des dirigeants ! Il faut bien en convenir, malgré la lucidité*

et le courage de certains de leurs membres, le R.I.N. et le P.S.Q. ne dépassent guère, chacun à leur façon, un certain réformisme. De style plutôt social-démocratique chez le premier, pour le second, il s'accompagne de la plus grave ambiguïté quant à la question nationale et la décolonisation. Tout cela conduit finalement à l'impotence politique. Il ne s'agit d'ailleurs pas, disant cela, de jeter la pierre à qui que ce soit mais de constater la difficulté de franchir certaines limites que pose très certainement la situation d'ensemble du Québec. Je n'en veux pour preuve (négative) que le fait que seul le terrorisme a pu les franchir . . . pour s'en imposer d'autres, aussi paralysantes. Ce désarroi théorique, ce désordre stratégique, cent fois éprouvés, pré-disposent, souhaitons-le, à la maturité politique, je veux dire à une audace longuement mûrie.

Nous serions mal venus d'épargner parti pris : *la revue n'échappe en rien à ces limites ; et elle n'est guère mieux préparée à débrouiller rapidement la situation.* parti pris *ne peut remplir sa fonction sans s'insérer dans une base qui lui corresponde sur le plan de l'action politique : classes, groupes sociaux ou, plus immédiatement, groupements politiques. Dans l'ordre, ont joué ce rôle : le F.L.Q. et la gauche du R.I.N., puis le M.L.P. et enfin, dernièrement, le P.S.Q.* parti pris *a reflété théoriquement la physionomie de ces groupements. La chose est particulièrement saisissante dans le cas du Mouvement de Libération Populaire puisque cette formation originait directement du moyan de* parti pris. *Le M.L.P. portait en son sein les limites propres à* parti pris ; *la chose est apparue avec plus de netteté dès que le M.L.P. eut acquis son autonomie d'action. Le M.L.P. a tenté de fondre,* dans la pratique, *le combat de libération nationale et la cristallisation d'un pouvoir des travailleurs. Certains succès partiels ont sans doute montré la justesse de l'orientation de départ ; mais l'insuccès final n'en a pas moins révélé l'absence d'une stratégie qui y corresponde.*

L'insuccès du M.L.P. est à mettre au compte de parti pris. *La revue s'est définie comme marxiste dès le départ : nous devons convenir qu'à*

nos déclarations de bonnes intentions n'a pas correspondu un marxisme très rigoureux. Par ailleurs, nous voulions former une théorie de la décolonisation québécoise ; nous y avons partiellement réussi. Il nous aurait fallu découvrir et proposer la synthèse de deux perspectives majeures: la lutte des classes et la décolonisation, bref, un socialisme décolonisateur. *Telle est toujours l'exigence posée par nos prises de position. Il faut cependant reconnaître que pareille synthèse (qui, forcément, implique le dépassement des deux perspectives initiales) en est à ses premières ébauches à travers le monde. Il n'est pas étonnant qu'on n'y soit pas encore parvenu !*

La fonction spécifique de la revue est donc d'édifier la théorie du socialisme décolonisateur comme théorie de la transformation révolutionnaire du Québec. Tel est le sens de l'action théorique qui doit déterminer notre combat. Le défaut d'une stratégie cohérente et d'une action politique efficace est directement proportionnel à l'absence d'une pensée théorique rigoureuse. Et l'activité théorique est une pratique *(voir note) qu'exige impérieusement la poursuite de la pratique politique. Aux partis et aux mouvement d'édifier stratégie et programmes d'action ! La réorientation, dont nous venons de formuler les raisons, entraîne deux autres conséquences : le refus des "monographies" et l'expression libre, au sein de la revue, des divergences de point de vue. Par souci de situer nos analyses au plus près de la "réalité concrète", nous avons eu tendance à favoriser de plus en plus l'étude de problèmes particuliers, ce qui nous a conduit, comme infailliblement, au style "monographique". Nous ne croyons pas que ce soit là notre rôle. Il est vrai que la tentation en est forte puisqu'il existe si peu de bonnes monographies : le Québec est sous-étudié comme il est structurellement sous-développé. Nous n'envisageons certes pas de délaisser l'étude des problèmes particuliers, au contraire. Cependant, au lieu de les décortiquer pour eux-mêmes, nous préférons en insérer le traitement dans des analyses d'ordre général, portant sur l'ensemble des structures sociales du Québec. Perspective totalisante plutôt*

que particularisante. La catégorie de la "totalité historique" reste encore l'instrument le plus approprié au dévoilement du concret. Nous pourrions définir brièvement notre méthode comme théorico-analytique. Au lieu de constituer un corpus d'études détaillées, nous voulons construire un cadre référentiel assez précis pour qu'y puisse être subordonnée l'explication des innombrables cas particuliers.

En second lieu, l'insuffisance actuelle des moyens théoriques, que réfléchit l'absence d'une stratégie cohérente des forces de gauche, nous inspire plus que jamais la crainte des simplifications doctrinaires, celles-ci masquant justement de telles insuffisances. Aussi parti pris *entend-il faire large place à l'affrontement des interprétations divergentes. Ne reflètent-elles pas la très grande complexité de la situation ? Pouvons-nous réduire la tâche théorique à l'application d'un schéma unitaire d'interprétation ? Quelqu'un en détient-il un, présentement, qui permettrait de résoudre magiquement tous les problèmes ? Si nous devons continuer de réfléchir en termes de socialisme décolonisateur, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette théorie ne peut se forger qu'au foyer de perspectives différentes, nous l'avons dit.*

La situation nous oblige d'ailleurs à poser par le détail un certain nombre de problèmes dont la solution, tant au niveau politique que théorique, constituera la pierre de touche d'un véritable socialisme décolonisateur. Mentionnons tout d'abord celui des structures et des institutions politiques. Puisque les mouvements et les partis de gauche doivent envisager à plus ou moins brève échéance la prise du pouvoir, ils ne peuvent éviter de définir clairement leur position à ce sujet. Etre socialiste, être marxiste n'oblige nullement, à la façon d'un dogme, à poser l'unipartisme comme seule forme de gouvernement démocratique. Qu'en est-il du parlementarisme, du système électoral, de l'électoralisme lui-même, des structures d'un parti ? Qu'en est-il également des formes de gestion économique et d'organisation sociale. Nous constatons simplement que nous ne pouvons fournir présentement de réponses satisfaisantes à ces questions.

Plus largement, le caractère même du processus révolutionnaire reste hautement problématique ; il doit être pour le moins aussi complexe que l'est la société dans laquelle nous vivons. Nous sommes certains d'une chose : le culte romantique du coup d'état et de la violence généralisée est une pure et simple escroquerie. Certes, un parti révolutionnaire ne peut rayer du possible le recours éventuel à la violence. Puisque la violence est avant tout le fait des oppresseurs, des dominateurs, classes ou nations. Le plus souvent larvée, elle implique comme possibilité logique sa transformation en violence ouverte, policière et militaire et, par conséquent, le déclenchement de la violence révolutionnaire. On peut même affirmer que l'acceptation ou le refus de la violence distingue, en dernière analyse, les révolutionnaires des réformistes. L'usage de la violence reste déterminé par l'ensemble des conditions historiques et ne saurait être l'objet d'un culte mais d'un calcul dicté par le sens des réalités politiques. La révolution est autre chose que l'un de ses instruments.

Nous entendons préciser davantage cette année notre position par rapport aux problèmes issus du cléricalisme. Le cléricalisme, comme système, ou comme institution, marque toujours puissamment le Québec. Affirmer le contraire serait mensonger. Nous considérons tout simplement comme normal l'établissement d'une société décléricalisée, laïque. Dans une perspective révolutionnaire, toutes les institutions publiques devront être intégralement déconfessionnalisées. La théorie du socialisme décolonisateur implique nécessairement la suppression du cléricalisme puisque celui-ci, en tant que système d'exploitation, fait partie intégrante des structures coloniales qui affectent le Québec, et cela, sous quelque aspect qu'on l'aborde : économique, politique, social ou idéologique.

Cette ré-orientation aura des répercussions au niveau rédactionnel. Ainsi, la revue devient-elle bimestrielle. Nous tenterons, dans chaque numéro, qui sera plus volumineux, de mieux cerner les problèmes que nous y traiterons. En ralentissant le débit de parution, nous voulons soigner davantage la préparation et la réalisation des numéros.

De plus, dans le courant de l'année, nous tiendrons quelques colloques dont les thèmes seront très exactement, pour chacun, celui traité dans le numéro qui paraîtra au même moment. Ceci pour susciter des débats qui favoriseront au maximum la participation des lecteurs aux recherches menées par la revue. Par voie de conséquence, parti pris *se donne l'occasion de recueillir les idées intéressantes qui peuvent enrichir le contenu de ses parutions. Nous reviendrons sur la forme particulière que prendront les colloques.*

Il sera sans doute utile, en terminant, de vous présenter les nouveaux membres du comité de rédaction. Ce nouvel apport constitue le gage concret d'un renouvellement de la revue, dans le sens y exposé.

Note : La pratique, dans son sens général, est tout processus de *transformation* d'une *matière première* donnée en un *produit* déterminé, transformation effectuée par un *travail* humain, déterminé, utilisant des *moyens* de production déterminés. Cette définition de la pratique implique nécessairement un grand nombre de pratiques différentes et distinctes : pratique économique, pratique politique, pratique théorique, etc. Ainsi la pratique politique, pour un parti révolutionnaire québécois, devrait s'organiser sur la base d'une *théorie* révolutionnaire cohérente et historiquement fondée, en vue de transformer la société québécoise (sa matière première) en un produit dtéerminé, c'est-à-dire en un Québec socialiste, libre et laïque. La pratique théorique, pour une revue comme la nôtre, consiste à transformer sa matière première (idéologies québécoises, idéologies du socialisme et de la décolonisation, faits québécois) en une théorie cohérente et historiquement fondée du *socialisme décolonisateur,* à l'aide de moyens de production déterminés (méthodes, concepts, etc.). C'est en ce sens que, paraphrasant Lénine, nous pouvons dire : sans pratique théorique, pas de pratique politique. (Nous avons utilisé ici le sens et même la lettre des définitions de Louis Althusser, *Pour Marx,* Maspero.)

les nouveaux membres

Raoul Duguay est originaire de l'Abitibi. Licencié en philosophie de l'Université de Montréal, il enseigne la philosophie et l'esthétique dans un "beau" collège

du Québec. Poète, sa pratique poétique est une interrogation sur la concordance entre les arts. Il sera titulaire de la chronique sur la littérature québécoise.

Originaire de la Gaspésie, Gabriel Gagnon étudia à l'Université Laval où il fut, durant les dernières années du duplessisme, un des dirigeants de l'A.G.E.L. et du *Carabin*. Il enseigne actuellement l'anthropologie économique et politique à l'Université de Montréal. Directeur de *parti pris,* il veut accorder une importance particulière aux fondements factuels nécessaires à toute pratique théorique. Il sera titulaire de la chronique sur les problèmes internationaux.

Luc Racine, de Montréal, a reçu une formation anthropologique à l'Université de Montréal. Orientant de plus en plus ses études vers le domaine sociologique, il est actuellement assistant de recherches pour Marcel Rioux. Il est particulièrement intéressé par l'étude des phénomènes culturels québécois dans une perspective goldmannienne. Parmi plusieurs autres activités, Luc Racine est aussi poète. L'un des trois directeurs de *parti pris,* Racine accordera une importance toute spéciale à la rigueur conceptuelle nécessaire à toute pratique théorique. Il sera titulaire de la chronique sur les essais québécois.

Et enfin, originaire du Lac St-Jean (il y tient) et élevé en Mauricie, Gaëtan Tremblay était l'an dernier directeur à l'organisation de l'U.G.E.Q. et rédacteur au *Quartier Latin.* Il est actuellement à l'emploi d'une grande maison de publicité "canadian" de Montréal. Bachelier en sciences politiques de l'U. de M., il sera titulaire de la chronique sur les faits syndicaux et politiques. Directeur de *parti pris,* il tient à ce que la revue conserve sa ferveur, son ardeur et sa verdeur des premières années et qu'elle se tienne le plus près possible de l'actualité politique québécoise.

viêt-nam, usa, québec

luc racine

L'activité des mouvements socialistes a souvent été liée à des situations de guerre ou d'avant-guerre : il suffit de se souvenir de la Révolution d'octobre et de la révolution manquée en Allemagne à la fin de la première guerre mondiale, ainsi que du gouvernement Blum en France durant la guerre d'Espagne et à la veille de la seconde guerre

mondiale. Ces événements, qui ne remontent pas à si loin, marquent deux étapes de l'évolution de la gauche européenne.

En effet, les conflits internationaux sont plus ou moins directement le résultat de l'incapacité fondamentale où se trouve l'économie capitaliste d'apporter une solution qui soit autre qu'un cataplasme passager aux problèmes considérables et extrêmement complexes découlant du décalage sans cesse grandissant entre le progrès technique, les structures politico-économiques et la culture des sociétés industrielles avancées. Une économie fondée sur la recherche du profit, que cette recherche se fasse par la concurrence entre entreprises privées ou entre monopoles, se trouve vouée à traverser des crises de surproduction et de sous-production périodiques que toutes les mesures des économistes réformistes ne peuvent que retarder sans jamais parvenir à les supprimer complètement. Ainsi, de telles crises ne sont finalement surmontées que par des conflits internationaux, avec tout l'essor économique et la saignée démographique que ces derniers entraînent. La seule méthode, autre que la guerre plus ou moins généralisée, pour remédier aux situations conflictuelles produites par l'inadéquation constante entre le progrès technique et l'économie capitaliste, serait la transformation radicale de l'économie dans le sens d'une planification systématique, impliquant l'abolition des monopoles et le renforcement de l'Etat (une économie autogérée étant impossible en temps de conflit si elle ne s'appuie pas sur un Etat socialiste fort et assez centralisé).

Toutefois, pour appliquer de pareilles mesures, il faut prendre tout d'abord le pouvoir politique, de quelque façon que ce soit. Les troubles économiques et sociaux des périodes d'avant-guerre sont particulièrement propices à de telles prises de pouvoir, à cause de l'ébranlement des structures socio-économiques alors vivement ressenti par une bonne partie de la population ; ce qui explique les succès relatifs des mouvements socialistes pendant de telles périodes. Succès souvent passagers d'ailleurs — il suffit de penser aux Spartakistes en Allemagne et au gouvernement Blum en France —, car ce n'est jamais assez de profiter

d'une crise du système capitaliste pour prendre le pouvoir : il faut aussi se servir de ce pouvoir pour entreprendre immédiatement la transformation radicale des structures socio-économiques.

Si cette brève analyse est juste, il est clair que, lorsque l'économie des sociétés capitalistes traverse une crise d'ampleur suffisante pour laisser prévoir sa solution temporaire à l'aide d'un conflit généralisé, la seule façon d'éviter le recours à la guerre, et le maintien du système économique réactionnaire qui y conduit, consiste en une action politique concertée et efficace du mouvement socialiste au sein des principales sociétés concernées. Pour qu'une action de ce genre soit possible, il faut que les diverses forces de gauche, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, s'entendent le plus profondément possible sur la politique à élaborer et à mettre en pratique pour éviter le conflit si cela est réalisable, ou, sinon, pour éviter toute situation où un semblable conflit puisse encore apparaître. Il est évident qu'une telle entente entre les diverses forces de gauche, même si elle est hautement souhaitable, est extrêmement difficile à instaurer. Au niveau théorique, la pensée socialiste se trouve dans un état de confusion et d'incertitude alarmant; il n'est donc pas surprenant de voir cette incohérence se refléter au niveau de l'organisation, de la stratégie et de la tactique politique. Un état d'urgence comme celui que nous vivons actuellement fait ressortir cela en toute clarté.

En effet, rien n'est plus susceptible de révéler l'incohérence théorique et pratique des mouvements de gauche dans les sociétés occidentales que le conflit vietnamien et son prolongement : la gauche, aux États-Unis comme en Europe, s'est trop longtemps bornée à être contre la guerre au Viêt-nam, attitude dont le caractère presque exclusivement négatif ne peut qu'inquiéter. On s'oppose à la guerre, mais on n'entrevoit aucune façon efficace de l'empêcher. Cette attitude révèle une incapacité d'action politique véritable des mouvements de gauche à l'intérieur des sociétés occidentales. Reste à savoir si cette situation est désespérée — et alors on n'a qu'à s'en remettre aux décisions de Moscou et de Pékin — ou

s'il y a moyen de sortir d'une telle apathie et d'un tel sentiment d'impuissance pour qu'enfin revive l'espoir d'une réalisation du socialisme dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

En gros, il y a deux réponses à cette question d'une importance primordiale. La première est celle que l'on trouve clairement exprimée dans l'éditorial du dernier numéro de la revue « Temps Modernes » : si la Russie n'entreprend pas des « représailles graduées » contre l'aggression américaine au Viêt-nam, c'est-à-dire une contre-escalade qui répondrait point par point à l'escalade américaine, les Etats-Unis feront la preuve, par l'emploi systématique de leur force, que c'en est fini des Etats socialistes et des mouvements révolutionnaires dans le Tiers-Monde ou même ailleurs. Selon l'éditorialiste de cette revue, seule la Russie pourrait se permettre d'intervenir militairement dans le conflit, étant arrivée à un degré d'industrialisation faisant qu'elle ne risquerait pas ainsi autant que la Chine dans l'éventualité où cette dernière interviendrait elle aussi. Bref, seule la Russie peut intervenir et, en mettant terme par intimidation calculée à l'agression américaine, assurer l'avenir du socialisme dans le monde.

On peut toutefois se demander si une telle intervention ne risque pas d'envenimer la situation plutôt que de l'améliorer. Quoi qu'il en soit, ce qu'il y a de plus valable dans la position des « Temps Modernes » consiste sans doute à montrer que la guerre du Viêt-nam permet aux Etats-Unis de faire la preuve qu'aucun régime socialiste ne peut plus s'implanter dans le Tiers-Monde, de lier au conflit vietnamien l'avenir plus ou moins immédiat du socialisme international. On sait, en effet, que la prospérité de l'économie américaine provient en majeure partie de la domination exercée par ce pays sur le Tiers-Monde, domination qui réduit ces pays au rôle de fournisseurs de matières premières et de main-d'oeuvre à bon marché, et cela aux dépens de leur propre développement socio-économique. L'abondance, aux Etats-Unis et aussi dans les sociétés capitalistes d'Europe, se paye encore par le sous-développement des deux

tiers de l'humanité qui se trouvent plongés dans un état de famine endémique de plus en plus grave.

En plus, les Etats-Unis ont mis à profit un aspect important du rêve d'Hitler : coloniser l'Europe. Ainsi, le fait que les pays du Tiers-Monde et de l'Europe de l'ouest soient, bien qu'à des degrés différents, devenus des colonies économiques des Etats-Unis, assurent à ces derniers une hégémonie mondiale depuis la fin de la dernière guerre. Dans ce contexte, les raisons de l'opposition farouche des Etats-Unis à tout nouvel établissement d'un régime socialiste dans le Tiers-Monde sont claires : la planification socialiste permettrait aux habitants de cette partie du globe de bâtir une économie comparable à celle des sociétés industrielles avancées, à plus ou moins brève échéance. Une économie de ce genre, beaucoup moins dépendante que celle que l'on trouve actuellement dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, retirerait ces pays de la tutelle politico-économique des Etats-Unis : ce qui entraînerait pour ces derniers la nécessité de transformer radicalement leur propre système socio-économique. Cette éventualité suffit à faire de tous les intérêts financiers et industriels américains les partisans acharnés d'un conflit armé dans le sud-est asiatique. La seule façon de résorber ce conflit est donc de faire reculer ces intérêts qui contrôlent une bonne partie de l'économie américaine, et d'empêcher la collusion qui s'établit par leur intermédiaire entre les monopoles, l'Etat et l'armée.

Mais est-ce que, à elle seule, l'intervention militaire de la Russie, par voie de contre-escalade, peut suffire à faire reculer les forces politiques, militaires et financières américaines intéressées dans le conflit vietnamien ? Pour répondre à cela, il faut tenir compte des faits suivants. Jusqu'à tout récemment, le conflit vietnamien a produit divers effets importants sur la situation sociale et économique aux Etats-Unis; (1) résorber temporairement les tendances à l'inflation dues à une surproduction dans le domaine de l'industrie lourde, par écoulement de produits sur le marché extérieur; (2) diminuer la puissance de l'armée par l'envoi de contingents de plus en plus importants à l'extérieur du pays; (3) dé-

tourner l'attention du problème de la discrimination exercée vis-à-vis des Noirs et des troubles qui en découlent sur le plan social et national.

Tous ces phénomènes sont interdépendants. La surproduction est liée à l'automation, qui elle-même tend à créer tout un secteur de population de travailleurs inemployés, formant alors une masse très dangereuse pour la société tant qu'elle n'est pas occupée à une quelconque activité. L'armée absorbe alors une partie de cette population inemployée, ce qui renforce dangeureusement la puissance militaire au détriment de l'Etat. Le reste des travailleurs inemployés ou employés à des travaux instables ou mal rémunérés se trouve à coïncider avec une minorité ethnique, ce qui rend le problème de cette sorte de lumpenprolétariat encore plus aigu.

Enfin, après avoir temporairement permis de contrer l'inflation en assurant un marché extérieur au surplus de l'industrie lourde, le prolongement du conflit vietnamien renforce maintenant les tendances inflationnistes et les effets dont nous venons de parler. Le problème reste donc le même. Et il n'y a plus alors que deux possibilités : la guerre généralisée qui élimine une partie suffisante de travailleurs rendus inutiles du fait de l'automation et relance ainsi l'économie; ou bien la planification socialiste par suppression des monopoles et réorganisation radicale des rapports socio-économiques.

Si l'on tient compte de ce qui précède, il apparaît nettement que la seule intervention militaire de la Russie dans le conflit ne saurait suffire à amener les Etats-Unis à une telle réorientation. Au contraire, cela pourrait plutôt fournir au gouvernement américain un argument idéologique apte à rendre l'opinion du peuple américain favorable à un conflit généralisé, ce qui entraînerait de toute évidence un désastre dont l'ampleur est imprévisible et les conséquences inimaginables pour le moment.

Une fois écartée la solution du recours exclusif à l'intervention assez directe d'un Etat socialiste (Russie ou Chine, ou les deux) dans le conflit, il reste à examiner les possibilités objectives d'action politique

des groupes socialistes ou de gauche à l'intérieur des pays occidentaux. Si l'on exclut l'intervention de la Russie seule, il ne faut toutefois pas se limiter à une telle mesure négative. Car, de toute façon, si les Etats-Unis continuent seuls l'escalade, la Chine n'aura bientôt plus la possibilité de ne pas intervenir, et la Russie à sa suite, ce qui nous amènerait à la même situation que tout à l'heure.

Ce que nous proposons ici s'inspire de la position prise par Jean Daniel dans le « Nouvel Observateur » (10 au 16 août 1966, pp. 6-7) : avant de s'en remettre un peu passivement à l'intervention de la Russie pour régler le conflit, il faut que la gauche tente de diviser l'opinion américaine, de telle façon que le gouvernement de ce pays perde de plus en plus l'appui de la population et se voit obligé de se retirer du Viêt-nam à plus ou moins brève échéance.

Pareille attitude a l'avantage de ne pas pousser les mouvements de gauche à la démission complète, en Europe et en Amérique du Nord. Toutefois il ne faut pas surestimer la possibilité de dresser l'opinion américaine contre la politique de l'actuel gouvernement des Etats-Unis. Ce rôle pourrait peut-être être joué par un groupement d'opposition aux Etats-Unis, mais difficilement par la gauche européenne et surtout française, les Etats-Unis étant plus sensibles aux mouvements d'opinions dans les pays d'Europe plus sympathiques à leur politique que la France — ce que confirment les réactions à la récente déclaration d'Adenauer et le souci de se concilier l'appui de l'Angleterre.

Cependant, si la gauche européenne ne peut guère influencer l'opinion du peuple américain pour l'instant, elle peut sans doute avoir une action politique beaucoup plus efficace en Europe même. Si bientôt, à la suite d'une action politique bien organisée, les partis socialistes de France, d'Allemagne et d'Angleterre (selon un ordre d'importance décroissant) en venaient à pouvoir orienter la politique de ces pays dans le sens d'un non-alignement de l'Europe de l'ouest dans le conflit vietnamien, cela serait peut-être plus susceptible de faire reculer les Etats-Unis que la seule intervention de la Russie. La possibilité d'une telle

action pour la gauche apparaît comme assez probable, surtout si l'on tient compte de l'autonomie de plus en plus grande prise par les sociétés capitalistes européennes face aux Etats-Unis, ce qui permet à ces sociétés d'envisager une dissociation éventuelle d'avec la politique extérieure de Washington et d'un pays qui leur apparaîtra alors comme un concurrent à abattre.

En Amérique du Nord et du Sud, le rôle de la gauche est quelque peu différent. Evidemment, nous ne pouvons pas plus influencer les décisions des pays socialistes, Russie et Chine principalement, que ne le peut la gauche européenne. Reste la tentative de diviser l'opinion américaine. Dans ce sens, les manifestations contre la guerre au Viêt-nam, les protestations devant le consulat américain, l'opposition manifeste à tout engagement militaire du Canada dans le conflit, les pressions auprès de Québec pour que le gouvernement se dissocie de l'attitude "canadian" face à la guerre du Viêt-nam, tout cela est évidemment à encourager. Toutefois, la nouvelle vague de maccarthysme qui déferle actuellement aux Etats-Unis (comité d'enquête sur les activités anti-américaines, conscription des jeunes, renvois d'universitaires pour avoir manifesté contre la guerre au Viêt-nam, etc.), vague qui pourrait bien s'étendre au Canada puis à l'ensemble de l'Amérique latine, fait ressortir le caractère dérisoire de semblables mesures.

Ce que la gauche québecoise peut faire, en plus de ce que nous venons de mentionner, c'est de multiplier ses contacts avec ce qu'il existe de gauche aux Etats-Unis, et avec les mouvements révolutionnaires en Amérique latine (particulièrement à Cuba, au Vénézuéla, au Chili et au Pérou), pour qu'il soit possible d'élaborer, de concert avec ces derniers, une politique cohérente et unifiée de la gauche pan-américaine, que le conflit vietnamien se généralise ou qu'il se résorbe.

Evidemment, la généralisation de ce conflit n'est pas encore inévitable : beaucoup de choses dépendent de l'attitude que vont prendre les pays d'Europe, la Russie, la Chine, et aussi du maintien ou du renversement de l'administration Johnson aux Etats-Unis. Quoiqu'il en soit,

le rôle de la gauche, au Québec comme partout ailleurs maintenant, apparaît nettement : s'unifier à l'échelle nationale et internationale, élaborer une pensée et une politique à longue échéance, ce qui permettra de profiter de l'actuelle situation de crise des sociétés capitalistes pour préparer concrètement l'édification d'un socialisme adapté autant aux besoins humains des sociétés industrielles avancées que des sociétés en voie de développement.

parti pris/l.r.

le peuple contre le peuple

gaëtan tremblay

Le 5 juin dernier, les électeurs québecois ont donné 89 p.c. de leurs votes aux partis traditionnels. Pourquoi ? Qu'est-ce qui pousse toute une société à s'en remettre à des gouvernements qui font perdurer l'injustice sociale et le colonialisme politico-économique ? Est-ce la non-conscience —l'absence d'alternative — la peur — ou la complaisance ?

Une élection est un choix; les deux premiers phénomènes — la non-conscience et l'absence d'alternative — ont pour effet pratique d'annihiler l'exercice effectif du choix. En effet, on ne peut exercer un choix réel qu'entre deux ou plusieurs choses dont les éléments sont clairement perçus par les électeurs et qui présentent des différences réelles. Or, la non-conscience politique d'une grande partie des Québecois, l'absence de réelle différence entre l'étalage politique des vieux partis alliés au monopole qu'ils exercent sur les moyens de propagande et d'information, font que la perception des éléments d'un choix réel par les électeurs est impossible, et que les électeurs se trouvent devant un choix factice parce que les différences entre les pôles d'attraction de l'élection sont artificielles. En fait, on nous demande de choisir entre bonnet blanc et blanc bonnet. La non-conscience de l'électorat fait le reste.

LA NON-CONSCIENCE

Lorsque nous constatons la non-conscience politique des Québecois, nous ne les injurions pas; nous portons simplement le diagnostic d'une maladie dont on peut retracer les origines dans notre système d'éducation et dans les traditions et pratiques de la « vieille société » qui contrôle encore en très grande partie les institutions politiques et sociales.

Il est évident qu'on ne peut exercer un choix conscient *qu'entre deux ou plusieurs choses qu'on peut soupeser et comparer. Et lorsque des tabous religieux, sociaux, psychologiques et économiques nous ferment toutes les ouvertures sauf une, fut-elle représentée par deux partis artificiellement opposés, on ne peut pas choisir : on ne peut qu'entériner un choix déjà fait de longue date par le conditionnement et l'inconscience collective dominée par des réflexes de colonisés et d'aliénés. Le remède : l'éducation politique et sociale et la fermentation accélérée du mécontentement populaire (dont les signes apparaissent au Québec, mais qui n'est pas canalisé).*

L'ABSENCE D'ALTERNATIVE

L'absence d'alternative est un phénomène inhérent au système politico-économique que subit le Québec : Toute l'infrastructure est dominée par les capitalistes "canadians" et américains; par conséquent, ils contrôlent aussi la superstructure et imposent un cadre rigide au combat politique traditionnel, en ce sens que la bataille est permise seulement à l'intérieur des limites inextensibles : rien ne doit être remis en question qui puisse porter atteinte au pouvoir économique et financier des gros possédants.

Les appareils politiques traditionnels ne remettent pas en question cette situation, tellement elle est ancrée dans leurs moeurs; ils ont accepté depuis un siècle de se disputer la tâche de maître d'équipage en laissant les autres *piloter le navire. Il ne leur viendrait jamais à l'idée de s'apercevoir(sic) que le bateau leur a été volé et qu'ils font les idiots en s'imaginant contrôler le navire alors qu'ils ne dirigent que la main-d'oeuvre.*

Et ils ont encore moins le courage d'organiser une mutinerie. D'ailleurs, c'est même inconceptuel chez eux; ça ne se fait pas; ça ne serait pas « fair ».

Alors comment peut-on imaginer que ces appareils politiques offrent un choix réel aux Québecois alors que leur capacité d'action est assujettie à la volonté des maîtres du capital et à la domination anglo-saxonne ? Comment imaginer qu'ils offrent un choix aux Québecois alors qu'eux-mêmes ne peuvent choisir ce qu'ils vont offrir ?

La non-conscience donc et l'absence d'alternative sont les piliers de la magistrale fumisterie que constituent les élections au Québec depuis un siècle et encore plus maintenant.

Les deux autres phénomènes — la peur et la complaisance — émargent de la dépolitisation déterminée par les deux premiers phénomènes. Au Québec, on n'a jamais fait jusqu'à maintenant que de l'électoralisme, non pas de la politique (sauf dans les grèves). Et les règles de l'électoralisme sont pernicieuses, sauvages et bestiales. Autant les véritables pouvoirs sont hors de notre portée, autant les relents de pouvoir sont l'objet d'une lutte où, sous le couvert de la respectabilité et de la grandeur, les instincts pugnatifs des colonisés se défoulent. Ce qui conduit à la CRAINTE de s'attaquer à des morceaux trop gros et à la COMPLAISANCE envers la faiblesse et l'écoeuranterie de nos rois-nègres qui s'arrachent des miettes de pouvoir.

LA PEUR

Le peu que les Québecois possèdent et contrôlent est l'objet d'un conservatisme effréné. On n'a que des « jobs » et des pouvoirs de marionnettes, mais si on les perd on est foutus. D'où la peur de faire peur, la peur de faire fuir le capital, la peur des communistes et des athées, toutes choses qui pourraient compromettre la mise en scène de l'opérette nationale que les Québecois jouent depuis cent ans : Metteur en scène : Ottawa et le Capital — assistant-metteur en scène : L'Eglise — vedettes : Nos grands hommes politiques — Figurants : nous autres.

Les Québecois peuvent sentir l'injustice sociale et la colonisation politico-économique, mais seulement à travers le voile du fatalisme religieux et de l'aliénation économico-culturelle. Il s'ensuit qu'ils préfèrent oublier les grandes revendications sociales, économiques et politiques, pour espérer *que Jean Lesage ou Daniel Johnson arriveront à tout arranger sans que la nation ait à subir les foudres du Ciel, des Canadians ou des Américains. (L'espoir est le tombeau de bien des libérations; on n'osera pas remettre un système en question tant qu'on ne l'aura pas senti comme* désespérément *stérile.)*

Pourquoi revendiquer beaucoup quand il est si facile de revendiquer peu et d'obtenir les mêmes résultats ? C'est ce que nous offrent les appareils traditionnels et c'est ce que nous confirment l'Eglise et nos élites; pourquoi déranger l'ordre établi quand il nous colonise et nous aliène si doucement et avec autant d'attentions ? D'ailleurs, il faut savoir se contenter de ce que l'on a, même si les voisins nous volent : ils sont si gentils et puis ils ne font pas ça dans une mauvaise intention ; ils se corrigeront tout seuls.

La peur est donc le lot de cette "vieille société" qui, quoi qu'on en dise, domine encore le Québec. Il n'y a que les plus jeunes et les moins vieux qui peuvent acquérir l'audace nécessaire pour s'en défaire, et non sans passer par la révolte. Les autres s'en débarrasseront au lendemain de la révolution, s'ils n'en crèvent pas avant.

LA COMPLAISANCE

La complaisance dans les sens où on l'entend ici équivaut à cette démobilisation mentale *qui atteint infailliblement ceux qui n'ont vraiment rien d'autre à faire que se résigner. C'est une* démission. *Ça nous connaît. Tout cela est naturellement plus inconscient que conscient, tellement toutes les institutions et traditions québecoises concourent à la démission et à la résignation. On nous a toujours enseigné que la pauvreté est une vertu et l'humilité encore plus (quand ce n'était pas l'humiliation) ; que les choses de ce monde ne sont pas dignes d'intérêt et que le*

véritable pouvoir est surnaturel, donc au-dessus de nos forces. D'un autre côté, l'absence de véritable opportunité de choisir notre destinée collective, la trahison des "élites" qui ont accepté de faire le jeu du colonialisme, et la domination clérico-professionnelle de notre société ont amené le désintéressement envers les choix collectifs et les batailles sociales. Les appareils politiques disaient en substance : "Donnez-nous le pouvoir et ne vous occupez pas du reste". D'un gouvernement à l'autre, rien ne changeait, sauf les fausses représentations sous lesquelles on se faisait élire. Le développement du Québec, c'est de Londres, Washington et Ottawa qu'il a toujours dépendu et qu'il dépend encore. Le patronage, le viol des foules et l'amateurisme politique n'ont pu que couronner le tout.

La petitesse de la vie politique au Québec a éloigné de la lutte les éléments lucides et dynamiques de la société et rejeté le reste dans le désenchantement, le désintéressement, la complaisance envers les politiciens qui nous offrent de belles engueulades sur les "hustings".

Pas surprenant qu'en 1966, alors que rien encore n'a véritablement ébranlé les vieux appareils politiques, cette complaisance envers les faiblesses collectives de la société québecoise et l'absence de véritable critique politique ait conduit à la représentation tragi-comique du 5 juin au soir.

QUE S'EST-IL PASSE ?

Le 5 juin il s'est passé que le peuple québecois a encore travaillé contre lui-même, toujours aussi inconsciemment que les autres fois. Ou plutôt, il s'est encore fait fourrer ; non pas parce qu'il a mis l'U.N. au pouvoir plutôt que les libéraux, mais parce que la véritable dimension des problèmes lui a encore été cachée.

La complaisance et la non-conscience se sont manifestées cette fois en donnant le pouvoir à des hommes (Johnson, Bertrand, Dozois, Bellemare) qui n'ont pas eu, il y a dix ans, l'élémentaire courage de se dresser contre l'empire de la bêtise et de l'exploitation. Et ils veulent nous faire

croire qu'ils veulent laver aujourd'hui ce qu'ils ont sali hier avec toute la force de leur ignorance et de leur servilité.

Il arrive que les Québecois ont encore un gouvernement qui ne peut gouverner autre chose que des mises en scène politiques et qu'ils ne sont pas encore en position d'avoir une vue d'ensemble démystifiée de leur existence collective. Le 5 juin n'a rien changé : Lesage, Lévesque, Barrette, Johnson, tous des rois-nègres qui s'arrachent la maîtrise de l'équipage pendant que le bateau leur échappe.

Autre constatation : la gauche intellectuelle n'a pas aidé les travailleurs. Il est trop facile de se dire de gauche au Québec. Ce devrait être la couche consciente de la société qui facilite la prise de conscience du reste. Il n'en a encore rien été. Les tentatives sont trop timides et trop isolées.

On ne peut nier cependant une évolution significative pour l'avenir immédiat. Le mécontement existe à l'état latent dans la population. On ne pourra bientôt plus lui faire avaler n'importe quoi. Le mouvement de grèves est un signe encourageant d'un glissement vers la conscience, l'audace et l'intransigeance envers les faiblesses collectives. Après, le peuple travaillera pour le peuple.

p.p./g.t.

sens et limites du néo-nationalisme

jean-marc piotte

Ceci est une autre tentative pour cerner la réalité du Québec. Pour ce faire, j'ai essayé de contrer trois dangers possibles : 1 — le "globalisme" qui consisterait à ne pas respecter la spécificité des niveaux de la réalité en les fusionnant dans une unité parménidienne; 2 — la "métaphysique" qui consisterait à réfléchir sur la question nationale sans passer par la nécessaire médiation des analyses factuelles; 3 — le "fonctionnalisme" qui

consiste à séparer les problèmes les uns des autres et à les regarder superficiellement sans les relier aux structures historico-sociales. Positivement, j'ai tenté, par une réflexion sur les différents faits que dévoilent les sciences sociales, de considérer la société comme une totalité — ce qui implique que tous les niveaux de la réalité sont interdépendants mais aussi que chaque niveau de la réalité a une certaine autonomie propre — et de considérer cette totalité *comme un fait historique*, comme un fait qui donc va nécessairement changer, à moins que nous n'ayions atteint la fin de l'histoire ! Bref, j'ai été ambitieux.

Mon exposé se divise en trois parties. Dans la première, je pose les trois niveaux d'analyse permettant de comprendre le Québec. Ensuite, je cherche les principales causes du réveil national des dernières années. Et enfin, je tente de dégager le sens et la portée du nationalisme québecois. A la fin de l'article se trouvent de nombreuses notes — qui peuvent alourdir mon papier — mais que je vous suggère de lire. Un article n'est pas pour moi un bel objet narcissique, plein de lui-même et fermé sur lui-même, mais un écrit qui dévoile une réalité en indiquant les sources utilisées et en montrant, si possible, tout ce qui reste à dévoiler.

les trois niveaux d'analyse

Jacques Dofny et Marcel Rioux situent assez justement les problèmes que soulève l'analyse du Québec lorsqu'ils disent : "Notre hypothèse est que la plupart des caractères particuliers du problème des classes sociales au Canada français tiennent au fait que d'une part cette entité socio-culturelle se considère et est considérée comme une société globale, comme une nation, et qu'à ce titre le problème des classes sociales se pose comme dans toute autre société globale en voie d'industrialisation et d'urbanisation; que d'autre part, les Canadiens français se considèrent et sont considérés comme une minorité ethnique reconnue qui, à l'intérieur du Canada, envisagé à son tour comme une société globale, joue le même rôle que celui d'une classe sociale à l'intérieur d'une société globale. C'est l'interaction entre ces deux situations de fait et la prédominance de l'une ou l'autre conscience de "classe" à un moment donné qui explique la physionomie de chaque époque, les alliances et les luttes idéologiques qui y apparaissent. En surimpression, et pour expliquer certains phénomènes plus généraux, il faut faire appel à une troisième dimension, celle de l'Amérique du Nord. Certaines valeurs, certaines institutions, la plupart des

techniques, un grand nombre de comportements sont nord-américains avant d'être canadiens ou canadiens-français (1). Examinons rapidement ces trois niveaux d'analyse en commençant par le dernier.

l'impérialisme américain

Le Québec comme le Canada vit sous l'hégémonie économique et politique des Etats-Unis. Les capitalistes canadiens sont dominés dans leur propre pays par leurs homonymes américains. Washington, par son pouvoir économique, contrôle la politique extérieure du Canada. Même plus, il peut s'immiscer dans la politique intérieure du pays avec la bénédiction d'Ottawa. Nous avons vu dernièrement Washington donner l'ordre aux succursales canadiennes des compagnies américaines de ne pas réinvestir leurs bénéfices au Canada, mais plutôt de les rapatrier aux Etats-Unis. La guerre au Viêt-nam coûte cher: les Etats-Unis prennent les moyens pour freiner l'hémorragie de leurs devises. Ottawa, appuyant politiquement l'agression yankee au viêt-nam, l'appuye aussi économiquement. Le Parti Libéral fédéral, élu grâce au vote massif des Québecois, laisse les Etats-Unis s'emparer progressivement du Canada, donc aussi du Québec : un nationaliste québecois conséquent doit lutter contre cette main-mise américaine sur le Québec. Le NDP, peu conscient en pratique du nationalisme québecois, lutte cependant contre l'impérialisme américain : ce parti représente l'avant-garde du nationalisme canadian.

De plus, les Etats-Unis, contrôlant l'économie du pays, exercent leur hégémonie sur la culture canadian et québecoise. Nous vivons dans une civilisation de consommation de masse. Ce sont les biens matériels et, disons, spirituels mis à notre disposition qui façonnent notre personnalité collective. Au niveau des biens matériels, tous connaissent, je crois, l'histoire racontée par Michel Chartrand dans laquelle celui-ci, en décrivant les objets qu'utilise un Québecois durant sa journée, montre l'emprise qu'exerce sur nous "l'american way of life". Au niveau des biens non-matériels, il s'agit d'observer la diffusion des films, des chansonnettes et de la littérature de type américain pour se rendre compte que nos valeurs et nos comportements ne peuvent que s'américaniser. Je ne m'attarderai pas sur ce point; j'y reviendrai.

une nation assujettie

Le Québec, dominé par les Américains, l'est aussi par les Canadians. Et cette domination est si forte que Dofny et Rioux ont pu affirmer que

les Québecois formaient, dans l'ensemble du Canada, une classe ethnique. (1)

Il n'existe pas véritablement un capitalisme québecois, mais il existe ce que le NDP appelle un "canadian establishment". La politique économique du Canada, soumise aux impératifs de l'économie américaine, s'exerce tout de même par l'intermédiaire des capitalistes canadians qui sont en grande majorité ontariens. La politique économique du fédéral et le décalage du niveau de vie entre le Québec et l'Ontario sont incompréhensibles à celui qui ne perçoit pas l'existence de cet "establishment".

La politique fédérale étant soumise aux intérêts des capitalistes canadians, nous pouvons ainsi comprendre pourquoi les Québecois n'ont jamais participé réellement à son élaboration. Nous avons plusieurs exemples de cette absence de participation québecoise aux décisions fédérales. Le Parti de Pearson, élu par le Québec, ne donne aucun poste important aux députés québecois, et cela malgré la présence à Ottawa de libéraux québecois compétents et malgré la montée du nationalisme au Québec. André Lefebvre et Jacques Tremblay font ressortir que cette absence de l'influence québecoise à Ottawa est une constante historique. (2) Chaque fois que le peuple du Québec entre en contact avec le gouvernement d'Ottawa, il en devient plus nationaliste. Ainsi le Crédit social se fait élire à Ottawa en utilisant uniquement des revendications sociales et économiques, mais, confronté avec la domination canadian, il revient au Québec avec des positions extrêmement nationalistes. (3)

Au niveau sociologique, nous remarquons aussi un clivage entre les Canadians et les Québécois.

Hors du Québec, le Québecois doit absolument apprendre la langue anglaise pour travailler. En tant que parlant français, il n'est pas plus reconnu que l'Allemand. Il est ressortissant d'une des minorités. Il est un immigrant. Il doit s'assimiler pour vivre. Aussi il ne faut pas se surprendre si un grand nombre des représentants des provinces de l'Ouest donnaient comme fonction à la Commission B. & B. d'étudier les problèmes *des* minorités ethniques, la canadienne-française comme les autres et pas plus que les autres.

Dans le Québec même, nous remarquons cette infériorisation des Québecois par rapport aux Canadians. Elle s'observe dans les villes industrialisées, au niveau des ouvriers, des collets blancs et de la petite bourgeoisie.

Les industries sont presque systématiquement aux mains des capitalistes américains et canadians. Dans chaque ville industrialisée, nous observons la division en quartiers riches et en quartiers pauvres, en quartiers canadians et en quartiers québecois. Ainsi à Montréal, nous voyons, d'un côté, Westmount, N.D.G., the Town, et, de l'autre, les quartiers de l'est de Montréal. (4) Nous pourrions ainsi diviser géographiquement le Québec en deux grandes zones : les villes non industrialisées (ex. la ville de Québec) et les campagnes où, faute de ce clivage ethnique, la conscience nationale est moins forte, et les villes industrialisées (ex. Alma) où le nationalisme ne peut aller qu'en s'exacerbant.

Les ouvriers sont conscients que le facteur ethnique bloque leur mobilité sociale : "La plus ou moins grande importance attribuée à l'appartenance au groupe ethnique français ou anglais reflète bien la situation des ouvriers dans la société; ils perçoivent l'importance de ce facteur avec le plus d'intensité dans l'usine : ils connaissent concrètement les limites de leur mobilité qui correspondent à une barrière ethnique." (5) Mais les aspirations des ouvriers dans l'usine ne peuvent concrètement que se limiter au poste de contre-maître. Aussi la revendication nationale sera moins forte chez eux que chez les collets-blancs travaillant dans les entreprises américaines ou canadians. Chez ces derniers, la mobilité dans l'entreprise est, abstraction faite du facteur ethnique, beaucoup plus grande que celle de leurs confrères ouvriers : leurs aspirations à grimper dans l'échelle sociale seront aussi plus fortes et leur conscience de la barrière ethnique, plus aiguë. Chez les petits bourgeois — surtout chez les commerçants, les petits industriels et les "managers" — il va de soi que, la concurrence étant plus forte pour eux que pour les travailleurs, leurs aspirations à la mobilité sociale, leur conscience du clivage ethnique et leur nationalisme seront donc ainsi plus exacerbés que chez ces derniers. Ces faits nous permettent de comprendre pourquoi l'idée d'indépendance s'enracine davantage dans les villes industrialisées et pourquoi le RIN recrute plus de membres chez les collets blancs et chez les petits bourgeois que chez les ouvriers.

Ce clivage ethnique, au Québec même, révèle bien la domination canadian sur les Québecois. Et les Canadians du Québec sont peut-être plus conscients de cette domination que les dominés eux-mêmes : "Hughes a montré comment les Canadiens français étaient comprimés aux échelons inférieurs de l'entreprise industrielle

et, surtout, combien les entrepreneurs et les cadres supérieurs américains ou anglais étaient profondément conscients de ce clivage et savaient le rationaliser." (6)

Ces faits politiques, économiques et sociologiques ont entraîné chez les Québecois une conscience très vive d'être autres que les Canadians. Et cette conscience nationale a toujours surpassé la conscience de l'hégémonie américaine sur le Québec et la conscience de la stratification des Québecois eux-mêmes en couches sociales. C'est en s'appuyant sur cette conscience et sur les faits économiques, politiques et sociologiques qui la fondent que Dofny et Rioux ont pu parler d'une structuration des Québecois en classe ethnique.

Bref, si les Etats-Unis exercent leur hégémonie sur le Québec, ils le font par l'intermédiaire de la puissance économique et politique de l'"establishment" et par l'intermédiaire de la situation privilégiée des Canadians habitant le Québec.

la stratification du Québec

Je ne m'attarderai pas sur ce point : Le manifeste *parti pris* 1965-66 et l'article de Mario Dumais portant sur les classes sociales explicitent assez bien cette stratification. (7) Voici quand même quelques brèves indications.

Il existe d'une part, une division entre Montréal et le reste du Québec. Montréal est le centre économique, politique et culturel de notre pays : il exerce son hégémonie sur l'ensemble du territoire québecois. Il est le moteur de toutes les manifestations durables du Québec. Aucune politique ne peut s'instaurer au Québec si elle n'a pas l'appui de la Métropole. Ainsi le Crédit social, s'appuyant sur le milieu rural, n'a aucune chance de durée s'il ne réussit pas à s'infiltrer à Montréal.

D'autre part, nous pouvons observer au Québec l'existence de trois classes sociales : la haute bourgeoisie, la petite bourgeoisie et la classe des travailleurs. La haute bourgeoisie québecoise est pratiquement inexistante : c'est d'ailleurs une des raisons qui entraîne J. Dofny à parler de classe ethnique à propos du peuple québecois. La petite bourgeoisie est formée du clergé, des petits industriels, des commerçants, des professionnels et des managers québecois : la petite bourgeoisie canadian habitant le Québec se rattacherait de par sa conscience et ses intérêts à la haute bourgeoisie canado-américaine. C'est dans la petite bourgeoisie québecoise que se recrutent les politiciens des partis traditionnels du Québec. Cette petite bourgeoisie est en état de mutation, passant du nationalisme réactionnaire

à un nationalisme progressiste, de l'idéologie cléricale à l'idéologie néo-capitaliste. Aussi, les technocrates ont-ils remplacé les clercs pour constituer l'avant-garde de cette petite bourgeoisie. La classe des travailleurs est formée grosso modo des ruraux, des ouvriers et des collets blancs. Cette subdivision de la classe des travailleurs est importante. J'ai montré plus haut que nous ne pouvions analyser avec précision la question nationale si nous ne voyons pas comment elle prend plus ou moins d'intensité selon le groupe des travailleurs qu'elle rejoint.

Comprendre cette stratification sociale du Québec est essentiel : une stratégie qui ne tiendrait pas compte de ce troisième niveau d'analyse ne pourrait conduire qu'à un échec.

les causes du néo-nationalisme

D'après M. Charles Taylor, il faudrait, pour prouver que l'aliénation nationale existe, montrer qu'elle est "à la base du cléricalisme traditionnel, du manque de démocratie, du goût de l'autorité, du manque de techniciens, des carences du systèmes de l'éducation et ainsi de suite." (8)

Pour expliquer les caractéristiques de ce qu'était notre mentalité collective, il y a trois hypothèses possibles. 1- C'est la faute de l'élite cléricale du Québec qui a mal dirigé le peuple québecois ou, plus schématiquement, c'est la faute des Québecois eux-mêmes. C'est l'hypothèse de PET, et celle de G. Filion lorsque celui-ci parle d'une province plus bête que les autres. Mais cette hypothèse n'explique rien. Il faudrait montrer pourquoi l'élite québecoise était cléricale, pourquoi les clercs, tous d'origine populaire, ont formé cette idéologie et ainsi de suite. Cette hypothèse contient des jugements qui ressemblent beaucoup à ceux que forment les Américains sur les Noirs et à ceux que les bourgeois du XIXe siècle se faisaient des prolétaires. (9) Ce sont des critiques moralistes qui n'expliquent rien parce qu'elles font appel à des traits de caractère sans en chercher les fondements situationnels. C'est un tout petit peu raciste. Est-ce que Charles Taylor partagerait cette hypothèse ?... 2- C'est la faute des Anglais. Un certain nombre d'indépendantistes partagent cet avis. C'est du racisme à rebours, et cette démarche tombe sous les mêmes critiques que la précédente. Aussi, je ne m'y attarderai pas. 3- La troisième hypothèse ne fait pas appel à la caractérologie ou à des jugements moraux : elle explique ceux-ci en les fondant sur une situation. Je ne peux mieux faire que de citer Guy Rocher : "Je crois qu'en particulier la thèse de doctorat de Jacques Brazeau fournirait des indications pré-

cieuses sur une mentalité qui, plus que le résultat ou le reflet d'une structure sociale du Canada français, serait plutôt un ensemble d'attitudes de repli, de recroquevillement en face d'un univers linguistique et culturel étranger, partiellement impénétrable et peut-être perçu par surcroît comme menaçant ou méprisant." (10) C'est l'impossibilité d'une vie sociale complète — celle-ci étant tronquée aux niveaux économique, politique et sociologique — qui a replié l'individu sur la famille, la religion, la tradition, le ruralisme, etc. (11)

Ce nationalisme réactionnaire conduisait à masquer les réalités économiques et sociologiques du Québec. Il secrétait des symboles qui, fonction du passé, masquaient les réalités présentes. Nationalisme réactionnaire, il bloquait toute prise réelle sur le présent et sur l'avenir. Ce repli de la conscience nationale jouait comme un véritable blocage émotif empêchant tout nouvel apprentissage, toute nouvelle redéfinition de notre situation. Cette tentative de se *conserver*, de demeurer inchangé ne pouvait conduire qu'à l'abandon des traditions soit pour s'assimiler(12) soit pour se renouveler profondément.

Cité Libre a critiqué ce nationalisme réactionnaire. Mais il ne l'a fait qu'en tenant compte du contexte nord-américain et de la structuration des Québecois en classes sociales. Critiquant le nationalisme réactionnaire, il n'a pu en trouver les fondements situationnels. Pour Cité Libre, c'était un abcès qu'il fallait enlever. Après cela, tout irait pour le mieux dans le statu quo fédéral. Il fallait que les Québecois deviennent fonctionnels comme les Canadians : les citélibristes n'avaient pas observé et su tirer les conséquences de la subordination des Québecois aux Canadians. C'est pour cette raison que, dès 1960, ils étaient dépassés.

Une question demeure : quelles sont les causes expliquant la fin du nationalisme réactionnaire et la montée du nationalisme progressiste ? J'en discerne deux : la mobilisation des Québecois et la diffusion de la culture de masse, toutes deux dépendantes de l'industrialisation du Québec.

la mobilisation des québécois

Le nationalisme réactionnaire était voué à l'insuccès dans la mesure où il s'opposait idéologiquement au processus d'industrialisation.

Or, depuis la dernière grande guerre, ce processus s'est accéléré. Un grand nombre de gens passent de la campagne à la ville et viennent grossir le contingent d'ouvriers. De plus, dans les villes, un grand nombre de fils

d'ouvriers deviennent des collets blancs. Or, je l'ai montré plus haut, la conscience nationale ne peut que s'accroître des ruraux aux ouvriers et de ceux-ci aux collets-blancs. (Notons ici que les réformes du Ministère de l'Education, en élevant le niveau de compétence des Québecois, ne peuvent que durcir l'affrontement de ceux-ci avec les Canadians du Québec.) Ainsi l'industrialisation qui détruisait le nationalisme réactionnaire (l'homme ne peut pas penser contre sa situation indéfiniment) ne pouvait que susciter un nationalisme positif plus revendicateur.

Cette mobilisation s'est effectuée aussi au niveau de la petite bourgeoisie. Le nombre des managers et des petits industriels a augmenté en force et en puissance par rapport aux clercs et aux professionnels. Les premiers comme les seconds ne peuvent être que nationalistes vu que l'ensemble de leurs pouvoirs résident au Québec. Mais chez ceux-là, au contraire de ceux-ci, ce nationalisme ne peut s'appuyer que sur l'industrialisation. Notons cependant que cette montée du néo-nationalisme au sein de la petite bourgeoisie s'est effectuée de façon involontaire. Ceux qui ont lutté pour l'avènement d'une pensée fonctionnelle, c'est-à-dire pour le néo-capitalisme, luttaient aussi contre toute forme de nationalisme : Cité Libre (PET et G. Pelletier), CSN (J. Marchand), faculté des sciences sociales de Laval (R. Tremblay et M. Lamontagne), etc. Remarquons d'ailleurs que les représentants de cette tendance sont rendus à Ottawa. (Même au sein du parti libéral du Québec, les Carnets de J.-M. Nadeau semblent montrer qu'on ne possédait pas une conscience claire de l'union nécessaire du néo-capitalisme québecois avec le néo-nationalisme.) Mais lutter pour le néo-capitalisme, c'était *objectivement* favoriser la montée du néo-nationalisme : les intérêts des petits industriels et des managers québecois ne se trouvent pas à Ottawa. Bref, l'ensemble des Québecois a été porté par les forces "occultes" de l'histoire vers le néo-nationalisme sans qu'aucune classe n'ait pu prévoir et diriger cette orientation.

Ainsi, en devenant ouvrier, collet-blanc ou petit bourgeois, le Québecois prend conscience que sa mobilité est freinée parce qu'il est Québecois. Cette mobilité est freinée au Québec, mais elle n'existe pas hors de celui-ci, à moins que le Québecois n'assimile la langue et la culture canadians. Ainsi nous remarquons deux processus distincts, mais qui interfèrent l'un sur l'autre. Si nous pensons le peuple québecois comme partie intégrante du Canada, le facteur démographique

(naissance et décès plus immigration) nous conduit à une perspective d'assimilation ou à une vie anémique tout au plus. On parle alors en termes de génocide culturel. Les Canadians ont le nombre pour eux : ils finiront par nous assimiler. Si nous pensons purement en fonction du Québec, l'assimilation est impossible : l'histoire ne peut conduire qu'à une différenciation du peuple québecois et à l'hégémonie de celui-ci sur la minorité canadian vivant sur son territoire.

C'est cette double perspective qui conduit l'ensemble des Québecois à penser purement en fonction du Québec : le Québec d'abord, le Canada ensuite. Car c'est uniquement au Québec qu'un Québecois a des chances de pouvoir se réaliser un jour en tant que Québecois, aux niveaux économique, politique et social. Et cette subordination des intérêts du Canada à ceux du Québec ne peut aller qu'en s'accélérant. Ceci nous permet de comprendre pourquoi un grand nombre de techniciens québecois refusent un salaire supérieur à Ottawa et préfèrent travailler pour le gouvernement du Québec. Ici, ils peuvent détenir des responsabilités réelles et peuvent grimper dans l'échelle du fonctionnarat provincial sans, pour cela, renier leur personnalité culturelle.

la diffusion de la culture de masse

Gérald Fortin a montré que la consommation de masse, provoquée par l'industrialisation et, aussi, par l'avènement de la télévision, a pénétré profondément toutes les couches de la population du Québec. (13) Les valeurs et les modèles de comportement propagés par les mass media sont de type nord-américain. Or il suffit de comparer la culture américaine à la culture clérico-traditionnaliste pour prendre conscience de leur incompatibilité. Cette culture de masse a déferlé comme un raz-de-marée, bouleversant les valeurs traditionnelles du Québec et créant une instabilité et une inquiétude qui devaient tout remettre en question.

Deutsch donne six facteurs qualitatifs favorisant l'assimilation(14) : 1- La ressemblance entre les structures mentales des deux peuples; 2- l'instruction rendant plus facile l'adaptation des individus à un groupe étranger; 3- une fréquence élevée des communications entre les deux peuples; 4- l'importance des récompenses matérielles (emplois, promotions, prestige, etc.) offertes aux candidats à l'assimilation; 5- la concordance des valeurs du peuple dominé avec les récompenses matérielles offertes par le peuple dominateur; 6- les symboles natio-

naux du peuple dominé en tant qu'ils peuvent favoriser l'assimilation.

Or la diffusion de la culture de masse a rapproché la culture québecoise de la culture canadian, dans la mesure où celle-ci est à peu près identique à la culture américaine. L'industrialisation, provoquant l'instruction, multiplie, selon Deutsch, les possibilités d'assimilation. Mais si l'instruction à cet effet sur les minorités vivant dans un pays étranger, elle a un effet absolument contraire pour une nation qui, comme la québecoise, représente la majorité de la population sur son territoire. L'instruction s'allie alors à la mobilisation pour provoquer une plus grande différenciation. Les moyens de communication modernes multiplient les contacts entre la culture américaine, donc canadian, et celle des Québecois. Les récompenses matérielles attachées à l'assimilation sont, dans l'idéologie actuelle des Québecois, valorisées, tandis que la culture clérico-traditionnaliste les subordonnait dédaigneusement aux valeurs spirituelles. Cependant, et c'est ce qui est le plus décisif sur le plan culturel, la position démographique de force des Québecois sur leur territoire entraîne la création et le développement des symboles de différenciation. Ainsi, seuls, le deuxième et le sixième facteurs ne favorisent pas, toujours sur le plan culturel, l'assimilation des Québecois.

Bref, nous vivons une lutte entre la culture traditionnelle qui nous différenciait et la culture américaine qui tend à l'assimilation. Au niveau culturel, nous sommes en période de crise qui, en nous affaiblissant, favorise l'assimilation. (15) Ce qui a, par réaction, entraîné une recherche frénétique de ce que nous sommes ou de ce que nous serons. Cette crise explique, en partie, l'impuissance des intellectuels québecois à définir positivement ce qu'est la culture québecoise (*parti pris* recherche depuis trois ans des analyses positives sur cette dernière.)

C'est avec la pénétration de la culture de masse que surgissent dialectiquement la chansonnette et le cinéma québecois. Les chansonniers québecois tracent la voie aux chanteurs yéyé : les émissions à gogo des canaux 12 et 6 de la T.V. présentent de temps à autre, des Québecois qui chantent en français du yéyé américain aux téléspectateurs canadians ! Aussi, c'est surtout depuis 1960 qu'est reconnue internationalement la poésie québecoise. C'est durant la même période que s'écrit la littérature joual, réaction aux intellectuels canadiens français coupés des aspirations populaires (ceux qui ont le coeur et la

tête à Paris, tandis que l'estomac demeure ici), réaction au clérico-traditionnalisme mais, aussi, réaction à la "massification" entraînée par la culture américaine. Qui sommes-nous ? (16). Cette question centrale permet de comprendre les différentes manifestations culturelles depuis 1960.

Jacques Brault dit justement : " . . . le Québec se trouve au confluent de deux courants de civilisation — appelons-les *francité* et *américanité* — qui le mettent en demeure d'opérer une synthèse." (17) Cette nécessité prend toute son acuité aujourd'hui, la culture américaine ayant renversé la culture sclérosée dans laquelle les Québecois étaient renfermés.

sens et limites du néo-nationalisme

Nous pouvons distinguer dans la démarche actuelle trois orientations qui s'interpénètrent fortement pour ne former qu'une seule visée. Ces trois orientations sont : libération de soi, création de soi, et réalisation de soi.

Les nationalistes actuels (sauf pour l'incohérent Regroupement National qui, reposant uniquement sur des groupes socio-économiques en désintégration, se désintégrera plus tôt que tard) luttent contre les séquelles du nationalisme réactionnaire, du duplessisme. L'avant-garde des nationalistes, les indépendantistes, sont, en majorité les plus grands ennemis du traditionnalisme québecois. Une enquête dans le milieu du RIN, par exemple, prouverait facilement la véracité de cet énoncé. Aussi pouvons-nous affirmer que les Québecois sont en lutte contre eux-mêmes pour donner à leur comportement national une orientation positive. Ceci a la portée d'une libération de soi : libération du traditionnalisme, du cléricalisme, du ruralisme, etc.

Mais se libérer du "réactionnarisme" implique que le Québec se cherche des valeurs et un comportement lui permettant de modifier la situation : il s'efforce de se donner une culture ayant des fondements historiques tout en étant orientée vers l'avenir. Pour ce faire, il essaie de réaliser la synthèse entre l'*américanité* et la *francité*. C'est par et dans les bouleversements dont j'ai parlé plus haut que le Québec cherche à créer ce qu'il sera. C'est cette démarche que je nomme création de soi.

Cependant, libération et création de soi ne peuvent s'actualiser sans que les Québecois transforment leur situation : le Québec ne se créera un comportement positif qu'en changeant les structures qui l'assujettissent. Au niveau politique, les pouvoirs pas-

seront de plus en plus d'Ottawa à Québec. Au niveau économique, l'Etat interviendra de plus en plus pour exercer un contrôle sur l'activité économique des capitalistes canado-américains, et pour leur imposer des normes. Au niveau social, les Québecois se subordonneront la minorité canadian qui devra accepter un statut de minorité. Cette transformation du milieu ambiant, je la nomme réalisation de soi. C'est en modifiant son milieu que le Québecois structurera sa nouvelle personnalité, et c'est en effectuant la synthèse dont j'ai parlé plus haut qu'il transformera son environnement... (Réalisation est un terme plus valable que ceux d'expression et d'objectivation : celui-ci est par trop relié à l'hégélianisme et à sa dialectique de l'aliénation, tandis que celui-là a une portée beaucoup plus littéraire que politique).

Libération, création et réalisation de soi constitueraient donc le sens du nationalisme actuel.

Mais qui peut conduire à son terme ce mouvement de libération ? La nation québecoise ? Répondre de cette façon, c'est nier que les Québecois sont eux-mêmes divisés en classes sociales. Précisons la question : Quelle est la classe qui peut conduire la nation québecoise au terme de son mouvement de libération ? Pour répondre à cette question, il faut se demander : 1 — quelle est la classe qui a le plus d'*intérêts* économiques et politiques dans la libération du Québec; 2 — quelle est la classe qui, par ses *pouvoirs* économiques et politiques, peut diriger le plus aisément ce processus de libération. La réponse s'impose alors d'elle-même : la petite bourgeoisie, ou, plus précisément, la fraction progressiste, technocratique ou néo-capitaliste de la petite bourgeoisie. D'une part, par la libération, elle peut multiplier ses pouvoirs économiques et politiques face aux capitalistes canadians et américains, en affaiblissant les premiers. D'autre part, par l'intermédiaire du PL et de l'UN, elle exerce déjà le contrôle sur les institutions politiques du Québec. Ainsi, la petite bourgeoisie progressiste réunit-elle les deux conditions qui lui permettront d'exercer son hégémonie sur le processus de libération. D'ailleurs, depuis 1960, le PL et l'UN se sont emparés des revendications du RIN à mesure qu'elles ont pénétré la population, utilisant l'agitation et la propagande des groupes indépendantistes pour durcir leurs positions face à Ottawa et à la minorité canadian du Québec. Ainsi, si le processus de libération tel que décrit plus haut exerce ses effets bénéfiques sur l'ensemble du peuple québecois, il sera pourtant

bénéfique, au niveau économique et politique, surtout à la petite bourgeoisie progressiste : le sens de la libération va dans le sens du néo-capitalisme québecois.

Mais, *actuellement*, la petite bourgeoisie est-elle à l'avant-garde de ce processus de libération ? Qui dirige actuellement ce dernier ? Le RIN, sans aucun doute. Mais celui-ci, malgré les prétentions de certains, n'est pas une excroissance de la petite bourgeoisie. L'analyse de ses cadres et de son programme montre avec évidence qu'il représente les collets-blancs. Mais cette prépondérance actuelle des collets-blancs dans ce processus de libération soulève un problème : pourquoi les collets-blancs remplacent-ils actuellement la petite bourgeoisie à la tête du processus de libération ? D'une part, il ne faut pas oublier, qu'après la petite bourgeoisie, ce sont les collets-blancs qui ont le plus d'intérêts économiques et culturels à la libération du Québec. D'autre part, l'opportunisme de la petite bourgeoisie s'explique par sa faiblesse numérique et économique et, surtout, par le poids d'inertie de ses traditions et de ses institutions politiques. Plus ou moins obnubilée par son passé de compromissions, la petite bourgeoisie doit recevoir de l'extérieur le dynamisme et la conscience de son rôle historique. Les collets-blancs, par le RIN, tracent la voie au PL et à l'UN. D'ailleurs, le RIN, *par* son idéologie axée sur la nation québecoise et sur la négation des classes sociales, *par* sa volonté de ne pas heurter les impérialistes américains (dans son programme, le RIN disserte beaucoup sur la mainmise américaine sur notre économie, mais c'est pour mieux affirmer qu'on ne peut contrer efficacement cette domination étrangère; tout ce qu'il propose est d'instituer, sans nationaliser aucun secteur économique, une vague planification indicative et d'exiger que les compagnies nomment un certain nombre de francophones parmi leurs cadres supérieurs !) et *par* ses attaques axées uniquement contre les Canadians, pave une voie souveraine à la petite bourgeoisie progressiste. Ainsi le RIN n'a-t-il qu'un rôle historique transitoire, même si celui-ci est essentiel. Il sera appelé, *ou bien* à être assimilé par l'un des vieux partis *ou bien* à se désagréger et à disparaître lorsque le processus de libération aura été conduit à son terme par le PL ou l'UN. Orienté uniquement vers l'indépendance, le RIN aura alors joué son rôle historique. (18)

jean-marc piotte.

NOTES

(1) Dofny, Jacques et Rioux, Marcel : "Les classes sociales au Canada français". **revue française de sociologie,** vol. 3, no. 3 (juillet-septembre 1962) : 291.

(2) Lefebvre, André et Tremblay, Jacques : "Québec, pour une politique du possible". **Cité Libre,** no. 80 (oct. 1965) : 12. "Chapleau écrivait en 1887 : **"L'influence canadienne française est nulle dans le cabinet, nulle dans la direction de la politique."** Cardin, en 1944, demandait : **"Quelles sont les concessions que vous avez faites et que vous faites aux Canadiens français, vous les Canadiens d'origine anglaise ?"** Et M. Maurice Sauvé, en août 1965, constatait : **"Vous êtes en possession tranquille du pouvoir et vous n'êtes pas décidés à le partager avec nous".**

Dans cet article, Lefebvre et Tremblay affirment que les Québecois ne peuvent aspirer qu'à se donner un État de type néo-capitaliste ayant un statut particulier au sein de la Confédération. Soutenir d'autres aspirations serait pour les Québecois s'entretenir d'illusions.

Cette affirmation ne repose, si je ne m'abuse, que sur deux facteurs : 1 — les Québecois sont, au point de vue **démographique,** une minorité au sein du Canada; 2 — l'**économie** québecoise est contrôlée par le capitalisme américain. A partir de ces deux facteurs d'infériorisation, le possible est défini : nous devons appuyer l'aile progressiste du PL, c'est-à-dire Kierans, Lévesque et Gérin-Lajoie.

Je soumets humblement qu'une analyse politique le moindrement profonde ne peut se réduire à ces deux facteurs. Ainsi, appliquons une analyse de cette sorte à Cuba, et on ne peut comprendre pourquoi celui-ci a réussi à se libérer des Yankees. (Evidemment, je ne veux pas insinuer que Québec est Cuba.) C'est probablement la raison pour laquelle le professeur Lefebvre prédisait jadis à ses étudiants normaliens, dont j'étais, la chute du régime castriste . . .

Il faut aussi véritablement — non pas seulement dans les intentions, mais dans les faits — se situer dans une perspective historique. Et l'histoire n'est pas la répétition du **même.** L'école de Montréal — Blain, Brunet et Frégault — qui a formé le professeur Lefebvre, a été influencée plus qu'il ne le paraît par le Chanoine Groulx qui disait si suavement : "Notre maître, le passé". Il faut situer le Québec dans une perspective internationale, et il faut comprendre que si la situation internationale s'est modifiée au cours des années passées, elle se modifiera encore, que si le monde actuel est divisé en deux blocs et que si les Etats-Unis, après l'Angleterre, exercent leur hégémonie sur les nations capitalistes, cette situation n'a pas la valeur d'une essence **éternelle.**

Le possible de nos deux compères en est un d'impuissants. La vision foncièrement fataliste de Lefebvre a nettement limité la portée qu'aurait pu avoir son analyse.

(3) Rioux, Marcel : "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec". **Recherches Sociographiques,** vol. 6, no 1 (janv.-avril 1965) : 27.

(4) Trudel, Jacques : "Notre environnement urbain". **parti pris,** vol. 2, no. 4 : 21-31.

(5) Dofny, Jacques et David, Hélène : "Les aspirations des travailleurs de la métallurgie à Montréal". **Recherches sociographiques,** vol. 6, no 1 : 75.

(6) Rocher, Guy : "Les recherches sur les occupations et la stratification socia-

le". **Recherches sociographiques,** vol. 3, no 1-2 (janv.-août 1962) : 177.

(7) "manifeste 1965-66" et l'article de Mario Dumais : "les classes sociales au Québec". **parti pris,** vol. 3 - no 1-2.

(8) Taylor, Charles : "La révolution futile". **Cité Libre,** no 69 (août-sept. 1964) : 16. Remarquons que si les critiques de C. Taylor sur la vision partipriste 1964 de la réalité du Québec sont parfois assez justes, il ne définit pourtant pas **positivement** comment il faudrait analyser le Québec.

(9) Lefebvre, A. et Tremblay, J. : "Québec, pour une politique du possible". **Cité Libre,** no 80 : 9.

(10) Rocher, Guy : "Les recherches sur les occupations et la stratification sociale". **Recherches Sociographiques,** vol. 3, no 1-2 : 179.

(11) Memmi, Albert : **Portrait du Colonisé.** Buchet/Chastel, p. 133.

(12) Deutsch, Karl W., : **Nationalism and Social Communication,** MIT, p. 158. "The extreme attempt to preserve unchanged a people with its institutions and its policies leads first to the perversion, and in the extreme case ultimately to the loss of these traditions and institutions".

J'ai amplement utilisé les recherches de Deutsch, mais non servilement. Cet auteur opte pour un gouvernement mondial dont la réalisation impliquerait, selon lui, la disparition des inégalités socio-économiques (il est plus lucide que PET) mais aussi l'extinction des différences culturelles (tandis que Berque fonde la mondialité sur l'originalité spécifique de chaque culture). Certes ce choix de valeurs oriente toute son analyse. Mais celle-ci peut être révélatrice de certaines réalités, et j'ai utilisé les faits qu'elle dévoile pour mieux asseoir mon option

(13) Fortin, Gérald : "Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles". **Recherches Sociographiques,** vol. 8 no 1 : 47-59.

(14) Deutsch, Karl W. : **Nationalism and Social Communication,** MIT.

(15) Id., p. 135 : "Where this cross-cultural pull to assimilation is reinforced by the intracultural balance among conflicting values, assimilation may be rapid and may bridge even apparently large differences."

(16) Je me demande quelquefois si la composante émotive du Québecois ne serait pas surtout américaine, tandis que sa composante intellectuelle — sauf au niveau technico-scientifique — serait française. Mon intuition repose sur une vue très sommaire des objets offerts à nos sens : images américaines, sons américains et français, écritures françaises, etc., et sur l'hypothèse que l'image a surtout une portée émotive; les sons, une portée rationnelle et émotive; les écritures, une portée rationnelle.

(17) Brault, Jacques : "un pays à mettre au monde". **parti pris,** vol. 2, no 10-11 : 21.

(18) J'aurais aimé ici esquisser une stratégie pour les socialistes québecois. Mais après avoir envisagé différentes hypothèses, aucune ne s'est imposée à moi avec assez d'évidence pour que je l'adopte. Un socialiste ne peut tracer une ligne d'action sans tenir compte des syndicats. Or il n'existe aucune analyse politique, économique ou sociologique valable sur ces derniers. Faudrait-il se demander ce que font nos universitaires ? De toutes façons, **parti pris** accordera cette année une attention toute particulière aux syndicats et à la question stratégique.

pour un socialisme décolonisateur

gabriel gagnon

Puisque parti pris redevient cette année une revue de combat non directement engagée dans un mouvement politique concret, une de nos tâches principales devra être d'approfondir les trois grandes options sur lesquelles elle a basé son action depuis trois ans : laïcisme, décolonisation et socialisme.

Même si ces trois options forment un tout, on peut tenter de partir de l'une ou de l'autre pour essayer de rejoindre les deux autres en cours de route. C'est ce que j'aimerais faire ici au sujet du socialisme, en amorçant une discussion qui se poursuivra au sein de l'équipe et sous forme de confrontation avec les lecteurs en cours d'année.

Pour mieux poser le problème, je voudrais d'abord repasser les grands thèmes du socialisme plus ou moins bien réalisés par les partis et les pays qui se réclament de ce nom, quitte à voir ensuite dans quel sens pourrait se dévoiler le socialisme québécois que nous voulons construire. Je terminerai par quelques hypothèses sur les moyens de réaliser un tel socialisme.

1. — Le socialisme aujourd'hui

En 1966, au delà des divers programmes des partis socialistes, au pouvoir ou non, on peut discerner en gros trois tendances qui, avec leurs variantes, correspondent plus ou moins aux stades d'évolution de la société industrielle. La social-démocratie, le communisme orthodoxe et le socialisme autogestionnaire se distinguent ainsi selon leur plus ou moins grande insistance sur l'un ou l'autre des principaux thèmes de la pensée socialiste : l'efficacité, l'égalité, la justice sociale, la participation, la décolonisation, la laïcité, etc...

La social-démocratie

Au pouvoir ou principal parti d'opposition dans la plupart des pays protestants d'Europe occidentale, dépassée sur sa gauche par les partis communistes orthodoxes au cours de son évolution, la social-démocratie a vu ses intentions révolutionnaires globales se transformer graduellement en multiples projets de réformes partielles, à mesure qu'elle s'intégrait à la société capitaliste en acceptant d'accéder à sa gestion aux côtés d'autres partis situés à sa droite.

Soucieuse avant tout d'efficacité, dans un monde dominé par la technologie et l'automation, elle prône aussi une certaine égalité des revenus et du bien-être réalisée grâce à la fiscalité et à la sécurité sociale. La planification indicative présente la meilleure illustration de son souci d'efficacité : on fait des prévisions, on choisit un taux de croissance de l'économie nationale, on y ajoute les actions économiques de l'Etat, tout en suggérant au secteur privé de s'y conformer. (1)

Les nationalisations cèdent ainsi la place à l'économie mixte à prépondérance étatique, sauf dans le cas d'industries essentielles en perte de vitesse ou de secteurs où règne l'anarchie totale; c'est ainsi que la nationalisation de l'acier et du sol urbain font partie du programme du gouvernement travailliste de Wilson (elles n'ont pas encore été réalisées cependant).

Dans cette économie partagée entre le secteur coopératif, public et privé, ce dernier demeure finalement le plus favorisé, même s'il est plus ou moins obligé de se "civiliser". La social-démocratie aménage donc le capitalisme sans que s'opère aucune transformation globale de la société : la classe ouvrière y reste fort loin de toute participation véritable à la gestion de l'industrie ou du gouvernement.

Ce socialisme, du fait qu'il accepte le jeu démocratique et la multiplicité des partis, se veut à vocation majoritaire au sein du système capitaliste : à la recherche d'un programme assez modéré pour lui obtenir aux élections les suffrages de la majorité de l'électorat, il doit édulcorer encore plus sa politique. L'évolution du parti social-démocrate d'Allemagne de l'Ouest depuis la fin de la guerre comme, au Canada, le passage du CCF au NPD sont là pour en témoigner (2).

Deux tendances importantes se dessinent cependant au sein de la social-démocratie actuelle :

— le type anglo-saxon où la référence au marxisme et à la lutte des classes est totalement abandonnée et où percent plusieurs des valeurs religieuses issues d'un protestantisme ascétique de gauche. Le NPD canadien en constitue un excellent exemple avec les travaillismes scandinaves, anglais et allemand, plus usés par la participation au pouvoir cependant.

— le type "latin" caractérisé par la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) de Guy Mollet où, malgré une politique assez semblable en fait à celle du travaillisme anglo-saxon, la référence au marxisme et à la lutte des classes est conservée, avec une insistance pressante sur l'anticléricalisme et la laïcité : les partis so-

cialistes italiens de Nenni (PSI) et Saragat (PSD), actuellement en voie de fusion, se rattachent aussi à ce type.

Qu'il s'agisse du modèle latin ou anglo-saxon, la place faite aux valeurs nationales demeure extrêmement mince : l'expérience de la première guerre mondiale, où la presque totalité des partis sociaux-démocrates s'engouffrèrent dans un chauvinisme outrancier, comme les débordements plus récents du fascisme, ont amené ces partis à une énorme réticence vis-à-vis toute manifestation du nationalisme en Europe. Ils ont été ainsi complètement dépassés par le mouvement de décolonisation des vingt dernières années: le gouvernement Mollet s'est en effet révélé un des plus farouchement colonisateurs lors de la guerre d'Algérie alors que le travaillisme anglais, moins chauvin, hésite encore cependant à accélérer la libération de la majorité noire de la Rhodésie du Sud.

Le communisme orthodoxe

Nés la plupart du temps de scissions, provoquées par la montée des bolchéviques en Russie, au sein d'une social-démocratie avide de pouvoir, les partis communistes orthodoxes conservent l'intention globale du marxisme originel en ce qu'ils veulent changer l'homme total à partir de la base économique : voilà pourquoi leur lutte dépasse le simple niveau de la politique où s'enlise souvent la social-démocratie pour aborder de front les domaines de l'économie, de l'art, de la littérature et de la religion. Cette vision globale se base évidemment sur la croyance à un socialisme scientifique contenant la clef de tous les problèmes qu'affronte l'humanité : d'abord instrument de recherche au temps de Lénine, ce socialisme scientifique s'est figé sous Staline dans les constructions déductives d'un matérialisme dialectique abstrait souvent préféré à toute observation empirique de la réalité.

L'encerclement capitaliste puis la menace du fascisme ont, comme on le sait, amené le communisme orthodoxe à insister sur la phase de la dictature du prolétariat, essentiellement provisoire chez Marx, et à la présenter comme une réalisation approchée de la société socialiste. On obtint en corollaires le parti unique et homogène tenant en mains tous les secteurs de la société et une planification coercitive, étatique et centralisée où les plans de développement des unités industrielles et territoriales sont définis de façon bureaucratique par en haut. (3)

On privilégie ici l'égalité, la disparition des classes sociales, au détriment de l'efficacité parfois et, toujours, de la participation : les organi-

sations de travailleurs industriels ou agricoles servent exclusivement de courroie de transmission pour les fonctionnaires du parti.

Ce type idéal représente assez bien l'URSS d'avant Khrouchtchev. La version agraire, ascétique et coercitive de la Chine s'en rapproche encore davantage aujourd'hui alors que l'URSS et les pays d'Europe semblent évoluer plutôt vers une variante industrielle, beaucoup moins rigide dans le domaine de la culture et beaucoup plus décentralisée dans celui de l'économie : un rapprochement s'effectue ainsi avec le modèle autogestionnaire de type yougoslave, à mesure que s'affirment les voies nationales vers le socialisme (Pologne, Cuba, Italie).

On connaît les lacunes de la théorie et de la pratique marxistes orthodoxes au sujet des questions nationales. L'appui accordé aux mouvements de libération a varié selon les impératifs de la politique étrangère soviétique : c'est ainsi que, pendant longtemps, le parti communiste français n'a rien compris aux cheminements de la révolution algérienne. Aujourd'hui, l'URSS appuie les bourgeoisies nationales au pouvoir dans la majorité des pays du tiers-monde alors que la Chine, au contraire, cherche à prendre la tête des prolétariats agricoles exploités par ces bourgeoisies nationales : selon elle, ils ne se libèreront que par la violence révolutionnaire.

Le socialisme autogestionnaire

Au confluent de la science et d'une certaine forme d'utopie, les voies du socialisme autogestionnaire se dessinent surtout en Yougoslavie et partiellement en Algérie : (4) on peut y rattacher la plupart des idéologies du socialisme africain. (5)

On retrouve ici, avec l'efficacité et l'égalité prônées par les autres versions du socialisme, la recherche de cette phase ultime du communisme où l'Etat dépérit, où le politique disparaît dans l'économique et le social, où la contrainte se dissout dans la spontanéité. Alors que les Yougoslaves recherchent cet âge d'or au delà du capitalisme et de la dictature du prolétariat, le socialisme africain veut le plus souvent le retrouver directement dans les traditions communautaires ancestrales.

Lorsqu'on consulte les textes politiques des principaux idéologues du socialisme africain (Senghor, Sekou Touré, Nkrumah etc.) (6), on s'aperçoit qu'ils cherchent à le distinguer soigneusement des diverses formes qu'il a prises en Europe. Ils refusent ainsi de faire appel à la lutte de classes qui, selon eux, n'existent pas dans leurs pays. L'unité réalisée autour de

l'indépendance politique doit se poursuivre autour de la construction de l'économie socialiste. Ils cherchent aussi à intégrer les valeurs religieuses venues de l'Islam, du christianisme ou de l'animisme, au lieu de les considérer comme des survivances dépassées. Le socialisme africain se rattache enfin au courant autogestionnaire en cherchant constamment à favoriser la participation des communautés paysannes à la gestion de la société.

Malgré ces déclarations de principe, l'évolution récente de la plupart des pays africains, au delà des querelles entre les divers secteurs de la bourgeoisie nationale (élites traditionnelles,armée et, paradoxalement, syndicats formés surtout de fonctionnaires), dénote plutôt le renforcement de cette classe et la mise hors circuit de la paysannerie majoritaire. (7)

Si l'on excepte certains pays comme le Mali et l'Algérie, il semble donc que c'est Fanon qui avait raison lorsqu'il écrivait :

« Les corbeaux sont aujourd'hui trop nombreux et trop voraces eu égard à la maigreur du butin national. Le parti, véritable instrument du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, renforce l'appareil d'Etat et précise l'encadrement du peuple, son immobilisation. Le parti aide le pouvoir à tenir le peuple . . . De même que la bourgeoisie nationale escamote sa phase de construction pour se jeter dans la jouissance, pareillement, sur le plan institutionnel, elle saute la phase parlementaire et choisit une dictature de type national-socialiste. Nous savons aujourd'hui que ce fascisme à la petite semaine qui a triomphé pendant un demi-siècle en Amérique Latine, est le résultat dialectique de l'Etat semi-colonial de la période d'indépendance » (8)

L'échec relatif de ces formes de socialisme décolonisateur de type autogestionnaire semble dû avant tout au faible développement des forces productives, imposant un choix sans intermédiaires entre un communisme à la chinoise ou une indépendance politique vide de toute réalité sociale et économique.

Au contraire, en Yougoslavie, un développement industriel plus important et une lutte révolutionnaire acharnée semblent avoir favorisé la naissance d'une véritable autogestion basée sur l'autonomie des communes et des collectivités ouvrières.

Cette expérience, unique dans l'histoire du socialisme, cherche à tenir compte d'un triple souci :

— accélérer le passage à la société socialiste, caractérisée par le dépérissement de l'Etat et le dépassement des

déformations bureaucratiques de la période de transition (stalinisme et ses séquelles),

— tenir compte de la nature multi-ethnique du pays,

— réaliser une planification moins rigide et plus efficace que celle pratiquée par les Soviétiques.

Le parti unique est ici beaucoup moins monolithique qu'en URSS : ses dirigeants, choisis pour une période limitée, sont soumis à une véritable élection, au moins aux échelons inférieurs, alors que les collectivités ouvrières et territoriales conservent une partie des fonctions dévolues ailleurs au parti communiste.

La planification demeure coercitive et globale mais son élaboration et son exécution sont décentralisées. Un arbitrage entre les plans des entreprises autogérées s'effectue au niveau de la commune, puis de la région, de la république et de la Fédération.

L'autogestion permet enfin la spontanéité dans les manifestations artistiques et culturelles et le développement des diverses cultures nationales grâce à une large autonomie des républiques fédérées.

Après plusieurs années de fonctionnement, le socialisme yougoslave vient d'être remis en question par ses leaders qui ont finalement opté pour le renforcement d'une autogestion mieux encadrée par la planification. En effet, depuis quelque temps, la spontanéité semblait l'emporter sur l'efficacité et même sur les principes égalitaires qui sont à la base du socialisme : c'est ainsi qu'un certain décalage entre entreprises et collectivités territoriales riches et pauvres avait commencé à se manifester. (9)

Une autre expérience d'autogestion a été tentée en Algérie sous Ben Bella : il s'agissait de remettre à des conseils ouvriers et paysans élus les entreprises industrielles et agricoles européennes abandonnées ou confisquées. Encore ici, l'expérience, commencée dans l'enthousiasme, semble s'être heurtée à de nombreuses difficultés dues au manque de planification globale et à la pénurie de cadres techniques (comptables, agronomes, etc . . .) à mettre à la disposition des conseils ouvriers et paysans. (16)

Se rattachant encore à un socialisme de type autogestionnaire plusieurs partis créés ces dernières années dans les pays industrialisés d'Europe occidentale entre les groupes sociaux-démocrates et communistes; c'est le cas du PSU en France, du PSUP (Parti socialiste de l'unité prolétarienne) en Italie et de petits partis du même genre en Allemagne et en Scandinavie.

Un tel socialisme semble actuelle-

ment la seule voie de dépassement de la contradiction communisme-social-démocratie dans les pays hautement industrialisés, où le niveau d'éducation s'élève. Cette impression se confirme lorsqu'on compare l'implantation difficile de l'autogestion en Algérie et dans les républiques moins développées de la Yougoslavie à ses succès relatifs en Slovénie et en Croatie, plus industrialisées. On peut se demander d'ailleurs si l'URSS et les pays d'Europe orientale ne sont pas eux-mêmes en train d'évoluer vers certaines formes de décentralisation et d'autogestion.

A travers ses divers avatars, le socialisme mondial oscille donc entre science et utopie, planification et participation, efficacité et liberté, à la recherche d'une voie qui dépasserait ces contradictions. Même s'il n'existe pas de solution unique, le socialisme devant s'adapter aux conditions historiques de chaque pays, en particulier à l'état de développement des forces productives, le type autogestionnaire me semble la principale voie de l'avenir d'abord pour les pays industrialisés puis pour tous les autres, à mesure que s'accélérera le développement de leur économie.

Après la révolution d'octobre, Lénine caractérisait le socialisme russe par "les soviets plus l'industrialisation". De la même façon, le socialisme de demain réside, selon le philosophe marxiste Henri Lefebvre, dans "un dense réseau d'organismes de base plus des machines électroniques".

> "Le réseau d'organismes à la base, dans les unités de production et les unités territoriales, assurerait le caractère démocratique de la planification, l'expression des besoins vitaux, le contrôle de la base sur le sommet. Gestion collective des moyens de production, donc disparition de la bourgeoisie comme classe dominante, et, finalement, dépérissement de l'Etat. Sans ce réseau, l'électronique et la cybernétique appliquées à la gestion de l'économie donneraient le pouvoir aux technocrates. Sans les machines, la démocratie à la base risque de tomber dans l'inorganisation économique et sociale. Les deux éléments constituent un tout. L'un ne va pas sans l'autre. Avec les machines, l'autorégulation devient technique, mais il faut aussi dominer la technique". (11)

Un tel socialisme permettrait d'éviter à la fois toute transformation structurelle qui ne ferait que changer l'identité des détenteurs du pouvoir sans toucher aux relations des travailleurs avec leurs outils (capitalisme d'Etat, technocratie, socialisme étatique) et toute tentative partielle de participation à l'intérieur de struc-

tures globales de propriété, de pouvoir et d'information qui en limiteraient et e nfausseraient les mécanismes de base (expérience du BAEQ, coopératives, développement communautaire).

2. — *Au Québec, un socialisme décolonisateur ?*

Après cet essai d'orientation sur les routes du socialisme mondial, je voudrais tenter maintenant de poser les jalons d'une voie québecoise spécifique. Il ne s'agira pour le moment que de proposer un certain nombre d'hypothèses puisque la théorie du socialisme décolonisateur que prône Parti Pris est encore loin d'être mûre et d'autant moins son application aux réalités québécoises. Nous comptons d'ailleurs consacrer une bonne partie de nos efforts cette année à l'étude des conditions théoriques et pratiques d'un tel socialisme.

un peu d'histoire

Le socialisme officiel végète au Québec depuis les débuts de sa courte histoire. D'abord réservé à une minorité d'anglophones, il n'a réussi qu'autour de 1955 à rejoindre quelques Canadiens français : ces individus isolés sont restés peu nombreux, n'ayant pas réussi à entraîner avec eux les groupes dont ils faisaient partie. Absent aux élections provinciales de 1960 et 1962, le socialisme officiel obtint ainsi en 1956 et 1966 le même pourcentage insignifiant du vote. En fait, il n'y a pas beaucoup plus de membres dans le PSQ de 1966 qu'il n'y en avait dans le PSD de 1956 : les plus vieux ont été remplacés par des plus jeunes à mesure qu'ils adhéraient aux vieux partis ou abandonnaient tout intérêt pour la politique.

Durant l'époque pessimiste du duplessisme, la majorité des socialistes québécois crurent que la lumière viendrait d'Ottawa grâce à l'avènement du CCF (puis du NPD) entraînant le Canada, puis le Québec dans son sillage, sur les voies d'un travaillisme de type anglais ou suédois. Or, 1960 devait leur révéler que la révolution, tranquille ou pas, pourrait finalement venir de Québec autant que d'Ottawa. L'évolution du NPD vers une social-démocratie plus édulcorée encore que celle du CCF, comme l'émergence du néo-nationalisme, (12) permirent alors aux plus clairvoyants des travaillistes québécois (13) de retrouver les valeurs nationales en approfondissant et radicalisant leur socialisme : nous eûmes alors la rupture avec le NPD et la formation du PSQ en 1963. Mais, depuis lors, le PSQ n'a pu réussir à proposer une vision cohérente de la société québécoise : il hésite à

s'engager sur le thème de la décolonisation, pour ne pas froisser certains leaders syndicaux dont il voudrait obtenir l'appui.

De leur côté, les mouvements indépendantistes, d'abord obnubilés par une indépendance politique sans contenu, devaient peu à peu découvrir une certaine pensée social-démocrate dans le cas du RIN, les prémisses d'un socialisme décolonisateur dans le cas du MLP et l'anarchie terroriste pour le FLQ, sans parler du créditisme obtus du RN.

Le MLP s'étant par la suite fusionné avec le PSQ, les deux ailes radicales de l'indépendantisme et du socialisme se trouvèrent réunies. Les résultats de cette évolution ont été jusqu'à date assez peu convaincants et au point de vue de l'action électorale et à celui de l'élaboration d'un véritable socialisme décolonisateur : elle nous semble cependant dessiner la seule voie possible vers un socialisme québécois.

les conditions objectives

On l'a assez dit en effet, le Québec est un pays industrialisé où l'industrie et les services l'emportent largement sur l'agriculture. L'industrialisation ne s'est cependant pas étendue également à l'intérieur du territoire, laissant subsister, à côté d'usines automatisées dans les secteurs de pointe, des industries périclitantes comme celle du textile, réssissant à peine à faire vivre leurs ouvriers à coup de protectionnisme douanier. Et je ne parle évidemment pas de toutes ces usines marginales qui, un peu partout dans les petites villes, figurent encore les pires époques du capitalisme : l'usine Ayers de Lachute n'est qu'un exemple qui se répète à plusieurs exemplaires chez nous. L'industrialisation du Québec a ainsi créé des poches de prospérité relative au sein de zones rurales et urbaines vivant dan sle chômage, la misère ou la pauvreté (14).

Parallèlement à l'industrialisation, se développait un syndicalisme surtout intéressé à la convention collective qui lui permettait d'atténuer une partie des rigueurs du capitalisme au profit des ouvriers des secteurs industriels avancés et, depuis quelque temps, des collets blancs et des techniciens (15). Une bonne partie de la classe ouvrière n'a pu être atteinte par ce syndicalisme qui, par ailleurs, s'est refusé obstinément à toute action politique globale au niveau provincial. De son côté, une classe agricole en diminution tentait d'arracher quelques lambeaux de prospérité à la société industrielle en passant graduellement à certaines formes de syndicalisme revendicateur.

Tout socialisme ici doit donc essayer de répondre aux aspirations de deux types de prolétariat, de deux sociétés vivant côte à côte. Alors que les ouvriers des secteurs de pointe commencent déjà à s'intéresser à l'autogestion, pour une bonne partie des travailleurs et des chômeurs ce thème ne signifiera rien tant que leur salaire et leur niveau de vie en feront les parias de la société industrielle. Jusqu'à maintenant, le socialisme officiel s'est contenté d'atteindre, avec les intellectuels, une partie des travailleurs les mieux organisés de Montréal, sans rejoindre les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui, en milieu rural, n'ont rencontré que le crédit social pour s'occuper d'elles.

Mais, dira-t-on, laissons l'industrialisation se poursuivre : elle fera graduellement disparaître les classes les plus pauvres ou, grâce au syndicalisme, les intégrera mieux à la société industrielle nord-américaine. On ne peut plus dangereusement se leurrer. Le développement industriel canadien s'est surtout fait jusqu'à date par et pour l' "establishment" ontarien et de façon secondaire, la haute bourgeoisie anglo-saxonne de Montréal. Dans le contexte du capitalisme nord-américain, avec la perspective prochaine d'un libre échange Canada-U.S.A. prôné par une partie des libéraux fédéraux (16), cette situation ne pourrait qu'évoluer vers une plus grande inégalité entre la réserve québécoise et le reste du continent. Le Québec ne deviendra un pôle de développement autonome et progressif que s'il se dégage en même temps des structures économiques et politiques d'un Canada qui se vide lui-même au profit des U.S.A.

efficacité et égalité

Car un des premiers impératifs de toute pensée socialiste, c'est le développement des forces productives, l'augmentation du niveau de vie des travailleurs : la société sans classes prévue par Marx sera caractérisée par l'abondance et la liberté. Pour des motifs de cet ordre, plusieurs leaders syndicaux s'opposent à une indépendance du Québec qui, selon eux, réduirait le niveau de vie des travailleurs. Cette crainte, justifiable peut-être si l'indépendance devait se réaliser, dans le cadre de l'organisation économique actuelle, par et pour la petite bourgeoisie québécoise, n'aurait, à mon avis, aucune raison de subsister dans la perspective d'un Québec socialiste décolonisé.

En effet, les tergiversations libérales au sujet de Sidbec l'illustrent abondamment, si l'Etat est le seul moteur possible du développement

économique québécois, le besoin de capitaux semble l'empêcher de jouer pleinement son rôle. Or, ces capitaux, ils existent : ils se trouvent dans les impôts payés à Ottawa et dépensés pour une défense inutile et désuète, dans les dividendes versés par les monopoles qui nous exploitent, dans les profits non-distribués des compagnies minières, dans l'épargne des travailleurs québécois utilisée au développement de l'Ontario par les compagnies d'assurance et aussi, il ne faut pas l'oublier, dans nos caisses populaires et bientôt dans notre Caisse des Dépôts. Un Etat québécois libéré des contraintes économiques et politiques du système fédéral actuel pourrait seul mettre ces capitaux à la disposition des travailleurs en vue du développement des forces productives : les entreprises de pointe que l'Etat pourrait alors créer accélèreraient l'expansion de l'ensemble de l'économie. Au fond, un tel socialisme décolonisateur constitue la seule façon de conserver le niveau de vie des secteurs avancés de la classe ouvrière tout en permettant à l'ensemble des travailleurs d'y accéder. Le secrétaire de la FTQ l'admettait lui-même cet été : jusqu'à maintenant le syndicalisme québécois n'a réussi à protéger adéquatement qu'une partie de la classe ouvrière. Cette situation ne peut évidemment que se perpétuer dans les structures actuelles, en même temps que se poursuivra l'inégalité économique entre les travailleurs québécois et leurs collègues ontariens et américains. Les seuls à souffrir d'une libération éventuelle seraient des catégories sociales que le mouvements ouvrier n'a jamais prétendu défendre : la haute bourgeoisie anglo-saxonne de Montréal et la petite bourgeoisie canadienne française qui devrait peut-être troquer quelques-unes de ses consommations de luxe pour une amélioration des services sociaux essentiels à sa disposition (santé, bien-être, éducation, urbanisme, etc...). Voilà pourquoi, à mon avis, les travailleurs, contrairement aux idées répandues, devraient être les premiers bénéficiaires réels d'un Québec libre, laïc, et socialiste.

autogestion et décolonisation

J'ai longuement traité plus haut du socialisme autogestionnaire. Je crois en effet que le Québec industrialisé pourrait rapidement aller beaucoup plus loin que l'Algérie et même la Yougoslavie sur cette voie de l'avenir. Sans longue tradition socialiste, nous pouvons accepter plus aisément de nouvelles expériences en évitant certains aspects figés et anachroniques des modèles européens. Par ailleurs, notre statut de colonisés

nous fait mieux sentir, au sein d'entreprises à direction anglo-saxonne, la nécessité de confier le pouvoir aux travailleurs autochtones. Les problèmes de droits de gérance et certaines conventions collectives de cadres ou de collets blancs négociées récemment amènent même le syndicalisme à évoluer insensiblement en ce sens. Les traditions communautaires du Canada français, en plus de notre niveau d'éducation et de développement économique, exigent en effet autre chose qu'un socialisme d'Etat où les travailleurs ne participeraient que par délégation à la gestion de la société : ce ne serait là qu'atténuer l'aliénation ouvrière sans en changer la nature fondamentale. L'Etat a évidemment un rôle important à jouer dans la transformation des structures de propriété préalable à toute autogestion, mais il devrait vite céder son pouvoir aux travailleurs des entreprises et à des "communes" territoriales dotées de pouvoirs économiques importants.

Le passage à l'autogestion, entreprise délicate, devrait s'effectuer graduellement. Le processus pourrait facilement s'amorcer dans certains secteurs para-étatiques comme les écoles et les hôpitaux et dans les entreprises industrielles nationalisées (Hydro, etc...) pour s'étendre ensuite à l'ensemble de la société (17).

Un tel socialisme, en insistant sur la spontanéité et la participation, accorde beaucoup plus d'importance aux spécificités culturelles et individuelles que les modèles coercitifs inspirés du communisme archi-orthodoxe. En plus de libérer les Québécois, il tendrait à les désaliéner dans leur travail quotidien : c'est donc sûrement dans cette voie que doit s'engager tout mouvement vraiment décolonisateur. Le Québec serait ainsi susceptible de construire un modèle de socialisme d'abondance à proposer aux sociétés industrielles avancées.

On voit bien, dans cette perspective, ce qu'aurait d'illusoire une indépendance purement politique qui ne toucherait pas aux structures économiques, comme un socialisme d'Etat qui ne poursuivrait pas jusqu'au bout les possibilités de libération des Québécois.

De la même façon, il semble évident qu'une telle société ne peut, dans l'état actuel des choses, s'édifier que dans un Québec libre de toute entrave constitutionnelle. Le seul socialisme actuellement réalisable à Ottawa, le travaillisme du NPD, nous propose une idéologie pleine de bonnes intentions mais qui achoppe sur le problème québécois et ignore tout du socialisme autogestionnaire. Une fois au pouvoir, le NPD ferait du Canada

une sorte de Suède, ce qui est déjà pas mal : nous ne pouvons que le souhaiter aux "Canadians". Quant aux Québécois, leur situation de colonisés industrialisés permet et exige à la fois qu'ils aillent plus loin dans la transformation de leur société.

La décolonisation véritable exige ainsi le socialisme comme la libération des travailleurs exige la décolonisation. (18)

le contexte international

Notre libération s'effectuera dans un contexte international précis dont nous avons peut-être trop tendance à négliger les limites et les possibilités, pour nous en tenir à une optique trop exclusivement québécoise.

Nous devons malheureusement traiter de naïfs ceux qui croient que les U.S.A. de Johnson, ou même de Robert Kennedy éventuellement, pourraient favoriser l'indépendance du Québec et que, par conséquent, notre stratégie devrait nous inciter à nous abstenir de toute contestation de l'impérialisme américain et de la guerre qu'il poursuit au Vietnam (19). Lorsque les U.S.A. ont encouragé l'indépendance de certains pays d'Afrique, ce fut avant tout pour permettre à leurs capitalistes d'y remplacer les Anglais et les Français. En Amérique Latine, la seule indépendance qui les intéresse, c'est celle des "banana republics" ou des dictatures militaires. L'indépendance dans ces conditions, je ne crois pas qu'il vaille vraiment la peine de l'obtenir. C'est donc dire que, sur le continent américain, tout socialisme décolonisateur a pour premier ennemi les U.S.A. dont les politiciens canadiens ne sont que les fidèles valets. En ce sens, tout ce qui touche à l'arrogance américaine nous concerne directement : notre décolonisation se fait aussi dans les faubourgs de Chicago, dans les rizières du Vietnam et dans les maquis des Andes.

Ottawa nous laissera peut-être aller mais Washington veille et la frontière n'est pas loin. Il vaut mieux l'admettre pour s'éviter des désillusions.

— — — — —

Voilà donc posés quelques jalons d'un socialisme décolonisateur. Comme il s'agit d'une société à inventer, j'ai surtout voulu ramasser les éléments d'un problème autour duquel nous espérons diriger les discussions de nos lecteurs, de nos amis et de nos ennemis au cours de l'année.

3. — Et la pratique

Ce socialisme décolonisateur, quelles en sont les possibilités concrètes en 1966 ? Quels groupes sociaux, quel-

les forces politiques, quelles classes sont le plus susceptibles de le dévoiler ? Sans vouloir donner à personne de conseils non désirés, je crois indispensable d'essayer de dégager certaines possibilités latentes dans la situation politique actuelle et que parti pris pourrait contribuer avec d'autres à réaliser. (20)

Il faut bien admettre au départ que ni le PSQ ni le RIN actuels ne constituent l'instrument adéquat du socialisme décolonisateur.

Les résultats obtenus par le PSQ aux dernières élections ont infirmé son principal pari : dans des circonscriptions habitées par une majorité de travailleurs, les votes du RIN ont en effet amplement dépassé les suffrages obtenus par le PSQ. Par ailleurs, l'idéologie du parti reste assez ambiguë et sur la décolonisation et sur le socialisme, partagé qu'il est entre un groupe venu du communisme orthodoxe et des éléments de type "nouvelle gauche".

Le RIN représente avant tout les collets blancs (21) : il tente de rejoindre à la fois la petite bourgeoisie, qui peut facilement faire l'indépendance sans lui, et les travailleurs, qui ne se reconnaissent encore ni dans son personnel politique ni dans son idéologie où se retrouvent des éléments de démocratie chrétienne, de social-démocratie et de corporatisme. Le RIN exprime ainsi l'ambiguité des classes moyennes qui oscillent entre la bourgeoisie, foyer de leurs aspirations et la classe ouvrière à laquelle ils appartiennent objectivement.

Un élément essentiel manque donc à ces deux partis : l'appui des travailleurs organisés et de leurs syndicats : CSN, FTQ, UCC, UGEQ.

La CSN s'est refusée jusqu'à maintenant à toute action politique. En net progrès depuis six ans, elle compte dans ses rangs un nombre de plus en plus important de collets blancs (22). Complètement autonome, elle recrute la très grande majorité de ses membres au Québec et constitue de ce fait un des principaux éléments de notre potentiel politique.

La FTQ, plus près du milieu ouvrier traditionnel par sa base et son leadership, a déjà une certaine tradition électorale. Sauf quelques cas exceptionnels, son action se confine cependant à la politique fédérale où le socialisme du NPD semble la satisfaire : la motion d'un de ses derniers congrès, préconisant la fondation d'un parti populaire au Québec, n'a pas eu de suite. Cette centrale, moins puissante que ses affiliés nationaux et internationaux, hésite encore entre un syndicalisme d'affaires à l'américaine et le militantisme inspiré par les an-

ciens adhérents de la FUIQ (Fédération des unions industrielles du Québec).

Quant aux cultivateurs et aux étudiants, leur accès plus récent au véritable syndicalisme les libère de certaines traditions périmées sans leur permettre encore de définir clairement leur insertion dans la société globale. Jusqu'à maintenant, l'UCC a surtout cherché à maintenir, au sein de la société capitaliste, le niveau de vie d'une classe agricole en nette diminution alors que l'UGEQ hésite toujours entre ses objectifs à moyen terme (accessibilité à l'éducation, système de prêts) et la transformation globale de la société.

Et pourtant, seules ces organisations de masse pourraient faire naître un socialisme décolonisateur où les revendications des travailleurs avancés s'uniraient à celles des couches sociales abandonnées par l'industrialisation, où les avantages économiques obtenus par les secteurs de pointe du mouvement syndical s'élargiraient aux dimensions de toute la société politique.

Si, comme le prétend Piotte (23), le facteur national colore plus les revendications des collets blancs que celles des ouvriers d'usine moins socialement mobiles, de tous les syndicats, la CSN, dont près de la moitié des membres sont collets blancs, apparaît la plus susceptible d'opter d'abord pour le socialisme décolonisateur. Certains indices semblent d'ailleurs présager un engagement politique prochain de cette centrale, évidemment facilité par le départ de Marchand et la défaite des libéraux provinciaux. D'ailleurs la CSN est plus libre de ses mouvements que la FTQ, trop dépendante de ses affiliés internationaux et nationaux. Un mouvement de la CSN pourrait cependant faire tourner la balance du pouvoir à la FTQ, où les éléments socialistes et décolonisateurs sont fort nombreux.

Mais, vu la dure concurrence entre les deux centrales, il serait préférable qu'un autre groupe joue le rôle de catalyseur. Je pense ici à l'UGEQ qui, mieux que tout autre groupe politique ou syndical, pourrait prendre l'initiative d'un tel regroupement des gauches, en amenant des rencontres qui ne se feraient pas autrement, à cause des rivalités latentes RIN-PSQ et CSN-FTQ. La centrale étudiante dépasserait ainsi le réformisme dans lequel elle risque de s'enliser, et prouverait la sincérité de ses objectifs de transformation de la société. En est-elle capable ?

Les partis politiques qui représentent actuellement la gauche, le PSQ et le RIN, devraient évidemment s'ef-

facer devant un tel regroupement. L'opération se ferait sans doute facilement du côté du PSQ qui souhaite cette évolution sans pouvoir lui-même la réaliser. Quant au RIN, il lui faudrait alors définitivement choisir entre les travailleurs et la petite bourgeoisie, sous peine de disparaître ou de végéter. Sa composition sociale actuelle nous porte à croire qu'il opterait pour les forces populaires.

La situation politique actuelle semble d'ailleurs offrir une occasion favorable à la naissance d'un tel parti populaire, socialiste et décolonisateur. La victoire de l'Union Nationale dégage les travailleurs de toute pseudo-reconnaissance vis-à-vis les principaux artisans de la révolution tranquille, de tout leur attrait pour la position ambiguë de René Lévesque. Il serait temps d'ailleurs d'aller chercher ces éléments valables avant que le parti libéral ne trouve de nouveau les moyens de faire miroiter à nos yeux les avantages de son néo-capitalisme tronqué. En remplissant le vide actuel, que le RIN, malgré ses succès relatifs, ne peut évidemment suffire à combler, les travailleurs agricoles, industriels et intellectuels posséderaient enfin l'instrument politique de leur libération.

parti pris, pour sa part, espérerait pouvoir contribuer à un tel projet. Mais je suis peut-être en plein rêve. La réponse appartient aux travailleurs québécois.

gabriel gagnon.

---

(1) cf Bauchet, P. **La planification française".** Seuil 1962.

(2) Il suffit de comparer le programme fédéral du NPD au Manifeste CCF de Régina pour s'en convaincre.

(3) cf, entre autres Bettelheim, C. **"Problèmes théoriques et pratiques de la planification"** (PUF 1951) et Marcuse, H. **"Le marxisme soviétique".** Collection Idées.

(4) Nous insisterons particulièrement sur ce type de socialisme, moins connu ici et, comme nous le montrerons plus bas, particulièrement adapté à la perspective d'un socialisme décolonisateur. Consulter le **"Programme de la Ligue des Communistes Yougoslaves"** (Temps Modernes, 1958) et l'ouvrage d'Albert Meister **"Socialisme et autogestion"** publié au Seuil en 1964.

(5) Voir sur ce point les nombreuses publications des éditions François Maspéro.

(6) Senghor, L.S. **"Nation et voie africaine du socialisme",** Présence Africaine, 1961.

Touré, S. **"L'expérience guinéenne et l'unité africaine"**, Présence Africaine, 1959.

N'Krumah, K. **"Le consciencisme",** Payot, 1964.

(7) Dumont, R. **"L'Afrique noire est mal partie",** Seuil, 1962.

Meister, A. **"L'Afrique peut-elle partir ?"**, Seuil, 1966.

(8) Fanon, F. **"Les Damnés de la terre"**, Maspéro, 1961, page 129.

(9) Le Nouvel Observateur a publié en juillet une bonne enquête sur ce sujet.

(10) Voir "L'Algérie, un an après . . .", enquête de J. Ben Brahem publiée dans Le Monde, Sélection hebdomadaire, No 923 (23-29 juin 1966).

(11) Lefebvre, H. "S'agit-il de penser ?" Le Monde, Sélection hebdomadaire, 20-26 fév. 1964.

(12) Voir l'article de J.M. Piotte dans ce numéro.

(13) Je songe ici en particulier à des gens comme Pierre Vadeboncoeur.

(14) Les enquêtes du professeur Emile Gosselin à Montréal et celles du BAEQ en Gaspésie on abondamment démontré cet état de choses.

(15) Vadeboncoeur, P. "Projection du syndicalisme américain" dans **La Ligne du Risque.**

(16) La conférence des libéraux de l'Ouest tenue cet été le laisse assez deviner.

(17) parti pris compte explorer plus à fond ce problème dans un numéro spécial sur "Néocapitalisme, syndicalisme et autogestion" prévu pour le mois de mars et autour duquel nous comptons organiser un de nos colloques.

(18) Je laisse à Pierre Maheu le soin d'explorer ailleurs dans ce numéro la troisième dimension de notre projet, celle de la laïcité, qui reste intimement liée aux deux autres.

(19) C'est ce que suggèrent entre autres nos amis de "l'Indépendantiste" dans leur numéro de juin 1966. Nous nous proposons de répondre plus en détails aux questions qu'ils nous posent dans le prochain numéro de Parti Pris.

(20) J'ai hésité à élaborer ces hypothèses concrètes mais je crois qu'il est indispensable de les soumettre comme point de départ à la discussion de gauche.

(21) Les occupations de ses candidats aux dernières élections en fournissent un excellent indice.

(22) Selon certaines informations récentes, ils formeraient près de 50% des effectifs de la CSN.

(23) Consulter son article dans ce numéro.

laïcité 1966

pierre maheu

Ce titre est un leurre. A peine l'ai-je inscrit ici que je sais avoir nommé une réalité qui me fascine, mais m'échappera tout au long de cet article, pour la bonne raison qu'*au Québec en 1966, la laïcité n'existe pas.* Et la pensée laïque non plus, malgré l'existence du Mouvement du même nom. De quoi puis-je parler alors, sinon d'un rêve, et comment en parler, puisque son irréalité même vient à mesure saper ma parole ?

Bilan et perspectives du laïcisme — voilà le titre auquel j'avais d'abord

songé. Mais le bilan est vite fait; et, comme disent les comptables, il *balance*; total : zéro. Et les perspectives, c'est Johnson au pouvoir. Le laïcisme, comme bien d'autres choses au Québec, donne l'impression de tourner en rond; et le cercle est vicieux. Nous sommes embourbés dans une situation qui, niant l'homme, nie la possibilité de la Raison, qui ne saurait s'instaurer que par l'éclatement du cercle.

Ce qui, pour l'instant, est vrai au Québec, c'est l'ordre "néo-colonial-clérical-capitaliste". C'est son omniprésence, sa globalité qui fait notre réalité, donc notre vérité. Notre "globalisme" à nous, c'est un effort pour inventer une pensée assez structurée pour remettre cet ordre en question. Mais tant qu'il dure, tant que nous n'en sommes pas à opérer son renversement, nous ne pouvons qu'ébaucher des théories et des stratégies auxquelles il manque toujours d'être *réalisées*.

Cette circonstance de ma pensée marquera de deux façons les pages qui vont suivre. D'une part, je n'arrive à parler de laïcité que dans la perspective d'un renversement révolutionnaire. En parler autrement, je crois que c'est aberrer. Il me faut parler de tout à la fois. On pourra donc me faire encore une fois le vieux reproche de globalisme que *parti pris* s'attire depuis ses débuts. Et d'autre part, étant donnée justement la position hégémonique de l'idéologie adverse, je ne peux au mieux que poser des lignes de départ. J'essaie de témoigner ici d'une démarche qui n'est pas encore arrivée à maturité. De mettre de l'ordre là où je n'en vois guère. Je cherche des repères. D'où l'aspect fragmentaire de plusieurs parties de cet article. Je peux projeter ma lanterne sur quelques points qui me semblent permettre de s'orienter. Mais la grande noirceur qui, quoi qu'on ait dit, recouvre encore le Québec, ne pourra se dissiper que par l'action, et l'action collective. En attendant, nous sommes tous en sursis, et quant à moi, je n'ai qu'une pensée en bribes. En voici donc quelques unes.

*

Bilan du cléricalisme

Le Canada français est clérical depuis un siècle. Sa culture est cléricale; tout ce qui vit encore dans son passé l'est aussi; le clergé contrôle encore plusieurs leviers du pouvoir. D'autre part le Québec est entré dans une phase nouvelle, et la culture traditionnelle est en train de s'effriter. Voilà les grands points de la situation actuelle, les premiers repères. *parti pris*

consacrera un prochain numéro à ce bilan du cléricalisme; je ne m'y attarderai donc pas. Mais je dois, pour me donner une base sur laquelle penser, élucider un peu ces premières affirmations.

*

Il y a bien eu un courant laïciste — ou voltairien, comme on voudra — au Canada français au XIXe siècle. Il était le fait de la bourgeoisie autochtone naissante, et aussi de certains des seigneurs; la séparation des deux Canada avait permis à cette « élite » de devenir une classe dominante, et de fonder économiquement ses pouvoirs. La révolution ratée de 1837-38, l'Institut Canadien, l'affaire Guibord, l'échec du premier ministère de l'éducation marquent la défaite de cette classe, et la montée du clergé comme seule élite canadienne française. Yvon Dionne (*parti pris, janvier 64*) a montré comment le cléricalisme s'établit parallèlement aux structures actuelles du colonialisme, et en symbiose avec elles. Ne revenons pas là-dessus. Ce qui m'importe ici, c'est que ce passé est bien mort, bien dépassé. Personne ne se souvient de ces événements, ils n'ont plus de place dans la conscience des québécois d'aujourd'hui.

Quand je dis que *le Canada français est clérical,* je ne veux pas dire seulement que le clergé y a acquis des pouvoirs importants : j'entends que tout en est marqué. Tous nos réflexes, nos habitudes, nos idées et nos valeurs, l'organisation sociale tout entière : la culture québécoise est une culture cléricale.

Depuis la fin du XIXe siècle, et jusqu'à disons 1945, toute notre élite partage l'idéologie cléricale. Je reviendrai sur l'étude de cette idéologie, de la mentalité et de la psychologie qu'elle implique, dans notre prochain numéro. Mais ici encore, il faut au moins des repères. Comment définir ce moment de notre histoire ? On peut parler de mentalité minoritaire, de traditionalisme, de jansénisme, du retour à la terre, de l'idée de survivance, du messianisme (l'Amérique protestante convertie et sauvée par les Canadiens français, le rêve missionnaire, etc.). En tous cas, c'est une civilisation agricole qui refuse l'urbanisation et l'industrialisation comme synonyme de perte de la langue et de la foi. La civilisation traditionnelle, et une « vocation agricole » qui nous fut inventée pour l'occasion, servaient de rempart contre l'assimilation. Et l'élément fondamental de cette culture, c'était la religion; une religion vécue comme caractère essentiel : « nous sommes catholiques », et cesser de l'être, c'est cesser d'être

nous-mêmes. Culture de résistance, repli sur soi-même, « séparatisme » qui de toutes ses forces refusait la réalité ambiante et s'en coupait; culture de négation, de réaction contre l'Histoire et le milieu environnants — culture réactionnaire.

Le Canada français, c'est cela — et rien que cela : ce n'est que depuis peu qu'il tente de se métamorphoser en autre chose. Et il est né de cela : lors de la conquête, les 60,000 habitants de la colonie française ne formaient pas vraiment une nation avec une conscience nationale propre. Cette culture, nous sommes nés par elle, avec elle et en elle. Elle n'est pas une dégradation de la conscience nationale : cette conscience ne l'a pas précédée, elle en est sortie, au contraire. Il n'y a longtemps eu ici comme « nous » collectif qu'un nous religieux et linguistique. Et c'est au niveau religieux que le sentiment d'appartenance était le plus important. (Les curés dans les autres provinces, leaders naturels des « minorités », conduisirent ainsi leurs ouailles à refuser des écoles françaises qui n'auraient pas été confessionnelles.) Durant un siècle, le Canada français a concentré toutes ses énergies à survivre en faisant survivre cette culture. Il ne s'agissait ni de *faire*, ni d'*avoir*, mais de sauvegarder un *être* immuable.

Cette culture-là, que j'appelle culture cléricale, c'est la face inverse de la colonisation. C'est parce que les ressorts de l'invention, de la création, étaient détruits que cet immobilisme est né. Le traumatisme de la Conquête, c'était la perte du contrôle sur l'infrastructure économique. Un peuple normal renouvelle constamment sa culture à mesure que ses conditions de vie se transforment. Mais pour nous, les transformations venaient de l'Autre, elles nous étaient imposées, nous ne les avions pas inventées : elles n'étaient donc pas nôtres. Le changement, au lieu d'être vécu comme progrès, ne se donnait que comme une adultération de notre être propre (de la race, disait notre pensée traditionnelle). Une culture — une superstructure — coupée de la base est vidée de toute vie, sclérosée. Elle ne peut plus être qu'un souci jaloux de protection d'une essence immuable et sacro-sainte. C'est ce qui nous est arrivé. Et la triste culture (ou devrais-je dire la culture triste) qui en est sortie est notre seul héritage. Les Ligues du Sacré Coeur, les Dames de Sainte Anne, la hantise de la « pureté », les jumelles Dionne, l'enfer rouge et le ciel bleu, les ligues antialcooliques, Emilien Lafrance, les films censurés, le candidat en blanc à la mairie (je cite pêle-mêle, et tout

de travers), c'est nous, que nous le voulions ou non. C'est tellement nous que, n'eut-ce été d'elle, nous n'existerions sans doute même pas comme groupe distinct. (On pourrait discuter éternellement pour savoir si une autre tactique nous eut laissés en meilleure position, mais je crois justement qu'il ne s'est pas agi d'une tactique consciemment choisie, mais d'une réaction inévitable du colonisé.)

En tous cas, ce sera là mon premier repère : l'idéologie cléricale a au Canada français une position hégémonique, la culture cléricale est notre « alma mater » ! Et j'ajoute tout de suite un corollaire à cet axiome : puisque la laïcité ce devrait être le peuple (peuple : laos), et que le peuple vit la culture catho-cléricale, la laïcité n'existe pas au Canada français, ou, si elle existe, elle n'est pas canayenne.

*

La déconfessionalisation tranquille

Mais tout cela, me dira-t-on, est en train de changer. Soit. Mais comment ? Le Québec est devenu, sans trop s'en apercevoir, et en tentant même de le nier et de son mieux, un pays industriel et urbanisé; 75% de sa population est aujourd'hui urbaine. La culture traditionnelle, faite pour le néolithique (oui, le néolithique : une civilisation agraire et théocratique, vivant en communautés closes — les paroisses; Redfield donnait le Canada français comme exemple de « folk society », c'est-à-dire de société néolithique), une telle culture ne pouvait pas survivre à la révolution technologique. Parce qu'elle ne pouvait plus rendre compte de la situation.

La vieille culture canadienne française s'effrite; les moyens d'information modernes — en particulier la télévision dont il faudrait étudier le rôle dans notre éveil culturel — l'ont sapée à sa base; les structures paroissiales survivent mal à l'urbanisation; la civilisation de consommation nous propose d'autres valeurs. C'est pour une bonne part sous la pression de la civilisation nord américaine, contre laquelle elle devait être un rempart, que la vieille culture s'écroule. Et c'est bien là le drame : la déconfessionalisation n'est pas notre oeuvre, et la révolution tranquille tente simplement de l'assumer après coup. « *La génération pepsi donc en ce moment se déconfessionalise sans mérite et sans même le savoir* » (Jacques Godbout, in *Le Mouvement du 8 avril*, collection MLF, no 1; cette brochure marque un tournant dans la pensée du MLF sur ce qui fait le sujet du

présent article — je ne saurais trop en recommander la lecture).

N'ayant pas été voulue, la déconfessionalisation tranquille n'a pas de but; elle ne mène nulle part. N'étant qu'à peine consciente, elle est incomplète et parcellaire.

Elle ne mène nulle part. Ou plutôt, si : elle mène à l'américanisation, à la « dénationalisation ». La vieille culture, c'était notre culture nationale; et elle perd sa réalité. Dans les villes, le taux de pratique religieuse diminue grandement; et les mécanismes traditionnels d'intégration sociale ne jouent plus. De nouveaux problèmes se posent, de nouveaux plaisirs se proposent : la vie quotidienne devient la sphère d'une autre morale, d'une autre philosophie implicite. Cette mutation ne s'opère pas seulement au niveau proprement religieux : elle est aussi culturelle, linguistique, etc. La famille s'est transformée, tout le monde dit qu'elle est en état de crise. La langue en porte les marques : la langue paysanne, pleine d'archaïsmes et de régionalismes, était quand même française; le joual et l'anglicisation omniprésente de la langue sont contemporains de l'urbanisation. Le folklore, les danses et les gestes traditionnels subissent le même abandon. Bien sûr, il y a eu une seconde étape un remarquable renouveau culturel (poésie et roman, peinture depuis le Refus Global, chansonniers, syndicalisme — entre autres étudiant — animation sociale, je cite encore une fois n'importe comment); mais on peut se demander si ce renouveau, qui est notre seule chance, pénètre bien profondément dans le peuple. En tous cas, l'effondrement de la vieille culture, c'est celui du Canada français. C'est une déstructuration, une dépersonnalisation qui a conduit tout un peuple à une sorte d'hébétude. Nous étions un « backwards and priest-ridden country » : la déclérication a failli faire de nous un country décervelé. Que le réveil se soit effectué, et que le Québec doive peut-être surgir de la mort du Canada français, c'est une autre histoire. C'est entre autres l'histoire du laïcisme, auquel j'en arrive — ou presque.

Elle est incomplète et parcellaire. Comme elle n'a pas été voulue, la déconfessionalisation n'est pas systématique. Elle s'est imposée dans la vie quotidienne. Mais la vieille culture subsiste dans tous les recoins des esprits, et influe sur nos réflexes, nos attitudes morales. Une certaine attitude honteuse devant la sexualité, par exemple; une sorte de moralisme omniprésent; une grande difficulté à penser dialectiquement, enfermés que nous sommes dans nos schèmes sco-

lastiques, etc. Combien de jeunes et d'étudiants aujourd'hui, si on les interroge sur leur attitude religieuse, répondent qu'ils sont agnostiques; pas athées, pas incroyants, agnostiques : c'est-à-dire qu'ils s'en foutent. Ils croient que cela ne les concerne pas. Mais exister, c'est poser des valeurs; et malgré eux, à cause de leur laisser-aller, les valeurs de la vieille culture resosrtent par tous les pores de leur peau, envahissent leur comportement dans tous les domaines qui ne sont pas déjà occupés par les valeurs de l'américanisme. Tant que nous n'aurons pas réussi à créer une nouvelle culture québécoise et une société laïque, nous serons des êtres divisés entre deux cultures, mi-Jean-Baptiste, mi-Drinkwater (le nom que prennent les Boileau en Nouvelle-Angleterre), hybrides de la culture cléricale épuisée et de la culture colonisatrice.

Enfin le cléricalisme subsiste intégralement ou presque au niveau des institutions. Je n'y arrive qu'en dernier, car c'est le plus évident. Et, comme j'ai déjà tenté de montrer l'extension actuelle du cléricalisme proprement dit (*parti pris, avril 65*), je me contenterai ici encore d'un simple rappel. Le clergé au Québec contrôle aujourd'hui la presque totalité des institutions scolaires de niveau secondaire directement, et du niveau primaire par l'intermédiaire des Commissions scolaires catholiques, et le système scolaire tout entier est confessionnel; il contrôle la presque totalité du système hospitalier, confessionnel lui aussi; il contrôle presque tous les « services sociaux », les organismes qu'on appelle encore « de charité publique », eux aussi groupés dans un organisme confessionnel, la « Fédération »; il contrôle enfin les registres de l'Etat civil, et on ne peut au Québec naître, se marier, ou mourir sans qu'intervienne obligatoirement l'Eglise. La revision actuelle du code civil a déjà donné des résultats : au chapitre de l'adoption, on prévoit encore que l'adopteur doit être de la religion de l'adopté; et il n'a pas été prévu de rapatrier à Québec le droit du divorce, ni de créer des tribunaux du divorce, ni d'y permettre d'autres causes que l'adultère. Un incroyant peut toujours s'attendre à voir son serment déclaré invalide par un tribunal civil. Les clercs, malgré des mesures récentes, jouissent encore de maints privilèges fiscaux. Et enfin, par son contrôle de plusieurs grands secteurs de la vie collective (éducation, hospitalisation, services sociaux), le clergé se trouve à disposer de sommes d'argent énormes, qui lui ont permis à la longue d'accumuler une richesse phénoménale, investie dans des sociétés dites « sans

but lucratif » (Fides, par exemple), dans la propriété foncière, et dans les entreprises les plus diverses. N'insistons pas plus : si l'Eglise a perdu son hégémonie culturelle, le clergé forme encore un des groupes les plus importants de la classe dominante au Québec.

Bilan du laïcisme

Dresser ce bilan, c'est expliciter le corollaire de mon premier axiome : dire que notre culture est clérico-religieuse, c'est dire que ni le laïcisme ni les valeurs laïques ne se sont jamais intégrés à la culture ou à la conscience nationale.

Les débuts de l'histoire du laïcisme contredisent cette affirmation, du moins à première vue. En effet, la classe dominante autochtone du XIXe siècle, notables et commerçants, bourgeoisie naissante, fut voltairienne et libérale. C'est cette classe qui a secrété l'Institut Canadien et inspiré la révolution de 1837-38. Mais cette classe fut vaincue — en 37-38 par les armées d'occupation, en 40 et 67 par l'établissement de régimes qui donnaient la majorité politique au Canada anglais, et tout au long de la seconde moitié du siècle par la montée du capitalisme industriel américain face auquel elle n'était plus que quantité négligeable et par la montée à l'intérieur des forces cléricales. D'ailleurs le peuple ne partageait pas l'idéologie de cette bourgeoisie, en tous cas pas son libéralisme philosophique. La révolution qu'elle tenta de faire, c'était l'équivalent de 89 : renverser le féodalisme — et secouer du même coup la tutelle coloniale. C'est dans la perspective nationaliste seulement que le peuple y participait. Et les mandements des évêques contre la « rébellion » contribuèrent grandement à l'échec des Patriotes, car ils furent écoutés. Cette histoire, c'est celle de l'avortement d'une classe. Et le Canada français dont je parle, clérical et réactionnaire, est la fausse couche qui en est résultée. Enfin, sur toute cette période, je renvoie — comme chaque fois que j'en parle, aux travaux si éclairants de Fernand OUELLET sur le XIXe siècle. Qu'il me suffise d'ajouter que cette bourgeoisie elle-même est malgré tout restée marginale, et qu'elle n'a pas réussi à livrer un vrai combat sur le terrain clérical. Déjà Papineau, au lendemain de son échec, concluait que le catholicisme était une des composantes essentielles de notre identité nationale, essentielle à notre survie. Et l'affaire Guibord — ce drame créé par l'Eglise en refusant la sépulture religieuse à un membre de l'Institut canadien — montre bien que même les plus radicaux se voyaient encore *à l'intérieur de* l'Eglise; autrement ils ne se seraient

guère souciés d'être enterrés ici ou là. L'agonie de la pensée libérale a beau se prolonger jusqu'au début du XXe siècle, il n'en reste pas moins que le cléricalisme avait d'ores et déjà triomphé virtuellement en 37.

*

Les années qui suivent voient s'établir le monolithisme, qui dure pratiquement jusqu'à nous. Entretemps, le laïcisme n'existe pas comme force sociale. La non-conformité n'est que le fait d'individus. Je l'ai déjà dit, il était impossible (il l'est encore à bien des égards) d'être athée, ou même incroyant. Les individus déviants étaient des *mécréants*. Puisqu'un Canadien français était par définition un catholique, celui qui ne voulait pas l'être était un catholique qui ne « faisait pas sa religion », c'est tout. Si on veut, j'appelle ces déviants des Jean-Charles Harvey (il n'est sans doute pas plus typique qu'un autre, mais je le trouve bien amusant). Je ne crois pas qu'aucun Jean-Charles ait jamais voulu transformer la société, ni imaginé un Canada français autre que clérico-catholique. Les Jean-Charles, je crois, se voyaient eux-mêmes comme marginaux par destin, et tenaient d'abord à leur originalité. Il y avait peut-être un bon nombre de Jean-Charles parmi la bourgeoisie (sûrement très peu parmi les autres classes), mais leur Jeancharlité était leur affaire personnelle, et chacun d'eux était sans doute persuadé que « le peuple a besoin d'images saintes ».

Il y avait à Saint-Eleuthère, village d'où vient ma femme, un curieux bonhomme, une sorte d'ermite qui vivait complètement seul, tout à fait asocial, dans une cabane minable, mangeant on ne savait trop quoi. On l'appelait Toine-pas-beau. En fait, presque chaque village du Canada français a eu son « ermite », son Toine-pas-beau; ils étaient, d'une certaine façon, acceptés : personne ne tentait de les changer, de les ramener à la communauté; le rôle d'ermite était un de ceux que la vieille culture offrait à ceux qui ne pouvaient s'intégrer. Les Toine-pas-beaux inspiraient à la fois la crainte et une manière d'admiration : ils étaient tabou. C'était une sorte de rôle de déviant institutionnalisé, et plus acceptable que disons le gangster ou l'inverti. Eh bien, les Jean-Charles étaient pour ainsi dire des Toines-pas-beaux bourgeois et sophistiqués (que le lecteur veuille bien ne voir en cette affirmation aucune allusion malveillante à la physionomie de M. Harvey). Leur présence ne changeait rien au monolithisme, ils étaient l'exception qui, comme chacun sait, confirme la règle.

Puis vint la guerre, l'internationalisation de l'information, l'évidence des transformations socio-économiques et de l'inadéquation de la vieille culture à la réalité. Les esprits libres ne pouvaient plus finir en Jean-Charles. Ils devinrent agressifs, ce fut le Refus Global. On ne s'y contentait plus de refuser de s'intégrer, on attaquait, lançait des manifestes, faisait des expositions, on affirmait bien haut son dégoût de l'ordre établi et sa foi en des valeurs nouvelles. Mais ce rôle n'était pas prévu du tout. On le leur fit bien voir, et Borduas mourut en exil. Les gens du « Groupe » du Refus Global ne pouvaient pas espérer transformer la société, mais quoique sans espoir, ils franchissaient un grand pas, opéraient un retournement dialectique fondamental : ils posaient l'exigence d'une culture nouvelle et surtout déclaraient ouverte la guerre à l'ancienne. Ils nous faisaient passer de l'Ermite au Révolté.

Cité Libre fut fondée à la même époque, et fit un peu l'équivalent sur le plan politique, quoique en bien plus bourgeois. Seulement l'anticléricalisme n'y fut possible que dans la négation de toute perspective nationale. Drôle d'avatar de la conscience nationale, qui dut, pour se nier comme réactionnaire, se nier elle-même totalement . . .

*

15 ans de plus : Duplessis mort, la révolution tranquille, la fondation du R.I.N., les socialistes québécois qui quittent le N.P.D. et créent le P.S.Q., les bombes du F.L.Q., le lancement de *parti pris*. La réalité fait irruption en plein Moyen-Age, le Québec secoue sa torpeur, le réveil est brutal. C'est dans ce climat que le Mouvement laïque de langue française est créé. Qui le compose alors ? Des écrivains, avocats, médecins, intellectuels, radio-canadiens: l'intelligentsia, en majorité d'origine bourgeoise. C'est-à-dire la seule classe à laquelle un certain niveau d'instruction et d'information permettait — non pas de sortir des cadres de la vieille culture, cela les autres classes le faisaient en accédant à la civilisation de consommation — mais de fonder ce dépassement idéologiquement, et d'en faire la base d'un programme d'action.

Quant au programme à adopter, deux tendances se firent jour dès les débuts du MLF. L'une, "radicale", voulait lutter pour la laïcisation des institutions en général, et de l'Ecole en particulier. L'autre, "modérée", se rallia autour de la "solution Lacoste". Il s'agissait de demander non pas la laïcisation de l'enseignement, mais la création d'un "secteur neutre et égal en droit aux secteurs catholique et protestant". C'est cette tendance

qui s'imposa. Et elle continua dans le même esprit : pas l'état civil et le mariage laïque pour tous, mais la possibilité pour les incroyants de se marier et de doter leur enfant d'un état civil sans passer par un curé ou un pasteur.

Cette ligne de pensée et d'action reposait sur une constatation évidente : les laïcistes et les incroyants sont une minorité au Québec. Le laïcisme, se sachant donc minoritaire, se posait comme élément hétérogène à la collectivité nationale. Nous sommes différents et anormaux, mais la justice exige que nous ayons le droit de vivre et qu'on nous fasse une place comme tels, disait-on; la démocratie n'est pas la loi de la majorité, mais le respect des minorités. C'était retomber dans la même vieille ornière, revenir à l'esprit de ghetto, demander la cabane de Toine-pas-beau.

L'intelligentsia canadienne française souffre depuis longtemps d'une manière d'incapacité congénitale à s'identifier à la collectivité nationale d'une part, et d'une profonde absence de conscience de classe d'autre part. C'est peut-être cela qui empêchait les membres du MLF de dépasser la situation actuelle. D'autres le faisaient pourtant à la même époque, et inauguraient une action révolutionnaire. Ils pariaient sur la possibilité de changer le Québec. Le MLF, lui, durant cinq ans, a agi comme s'il n'y avait rien à faire. Comme si mon premier axiome (*Le Canada français est clérical)* était une vérité éternelle. Tentant simplement de se faire accorder une petite place dans un système qui pourtant les niait radicalement, les laïcistes québécois (j'en ai été) ont tenté d'agir en réformistes. Le monolithisme nous semblait tellement inébranlable que nous n'osions pas faire ce que nous faisions pourtant aux niveaux national et social : rompre avec le système et passer à l'opposition révolutionnaire. C'était, sans que nous ne nous en rendions trop bien compte, désespérer du Québec tout entier. Car comment un pays saurait-il jamais faire la révolution tout en en restant à une culture pré-capitaliste ?

Suivant cette logique, le MLF choisit ses moyens d'action. Il devint un pur groupe de pression; ses seuls moyens : le communiqué de presse, les contacts personnels et les délégations; son esprit : la prudence, ne pas déplaire, ne pas choquer, se faire "raisonnable". Mais c'était pure naïveté, car il choquait quand même. Pour l'intégriste, la seule idée qu'il existe des non-croyants et qu'on les reconnaisse comme "égaux en droit", c'est le commencement de la fin, la

grande débandade, la brèche qui fait s'écrouler l'édifice clérical. Et c'était naïveté d'une autre façon encore : c'était se rendre vulnérable, se jeter tout droit dans les bras d'un cléricalisme nouveau genre.

En effet, si le MFL a d'abord choqué, la position intégriste est tout de même en passe de devenir minoritaire. Les cléricaux sont plus intelligents. Ils plient mais ne rompent pas. Il est devenu évident que l'unanimité religieuse et culturelle est chose d'une époque révolue. Les cléricaux doivent s'y adapter. Ils reconnaissent le fait de la pluralité; mais repoussant aussitôt l'idée de laïcisation, ils ajoutent qu'il faut garder des institutions confessionnelles, "puisque la majorité le veut", mais laisser aux minorités anormales le droit de vivre anormalement. Deux ou trois petites écoles neutres, et un juge obscur pour célébrer les mariages civils, on veut bien. Et puis on passe aussitôt à la défense des institutions chrétiennes menacées, si bien que rien ne change. Finalement, le MLF fait le jeu des cléricaux : il demande qu'on laisse le clérico-catholicisme en position dominante.

*

Cette position de repli du cléricalisme, on l'a *baptisée* d'un nom qui sonne bien : c'est la multi-confessionnalité. Mais ne nous laissons pas leurrer par le mot. Dans toute culture, il y a une idéologie dominante et implicite qui sert de base à tout le reste. Et il est illusoire de penser qu'une idéologie autre que celle-là soit jamais son égale. Elle sera au mieux tolérée. Et si le cléricalisme nouvelle vague est prêt à montrer beaucoup de tolérance, il n'a pas du tout envie d'abandonner sa position dominante. Si le Québec ne devient pas laïque, il restera clérical, il n'y a pas de moyen terme. C'est bien ce qui se passe d'ailleurs : qu'est-ce que ces cinq années de modération ont bien apporté au MFL ? Pas la moindre des petites écoles neutres, pas le droit d'adopter des enfants pour les incroyants... de délai en atermoiement, de tergiversation en revirement... rien, zéro, niet, pantoute. Il doit bien être temps d'adopter une autre tactique...

perspectives du laïcisme

Voilà donc le cercle bouclé. Le Québec est clérical. Le laïciste québécois se dissocie donc du peuple, de sa docilité ignorante. Il se fait autre. Du coup il se condamne à ne plus pouvoir agir sur ce peuple dont il s'est aliéné; il est comme un étranger, de l'extérieur, alors qu'il faudrait être *dedans* pour transformer la situation. Il en arrive donc à vouloir au moins un système qui lui garantisse son droit d'être différent, il collabore à sa pro-

pre exclusion, pour assurer son individualité. Mais du coup, il collabore à la pérennité du système, pérennité qui a été la raison déterminante de son refus de s'identifier à la collectivité. Alors que seule sa présence participante à la conscience nationale pourrait tout remettre en cause... Un joli cercle en vérité, et dont il n'y a moyen de sortir qu'en le brisant. Le laïcisme débouchera sur des perspectives d'avenir au Québec le jour où, quoique minoritaire encore, il cessera de se vivre comme marginal, et où il affirmera qu'il est l'avenir de la nation. Faire une telle affirmation, c'est risquer; se déclarer un avant-garde, c'est parier sur la possibilité d'une transformation révolutionnaire. Le Mouvement laïque vient de franchir ce pas, et s'en est expliqué sommairement dans la brochure de Godbout dont je parlais plus haut. Ce tournant a été pris au quant à moi, j'ai beau avoir accepté un poste à la direction du Mouvement laïque, je me demande encore ce qu'en sont au juste les implications. Je vois pour l'instant trois idées maîtresses à tirer de cette perspective nouvelle : 1. Le MLF et le laïcisme doivent revenir à des positions radicales : laïcisation complète de toutes les institutions, et élaboration d'une culture nouvelle, adéquate à la civilisation technologique. 2. Cette action ne sera possible que dans la mesure où les laïcistes pourront s'identifier pleinement à la nation, en être une partie intégrante et dynamique, et donc assumer, paradoxalement, ce qui fait notre identité nationale, la culture cléricale qu'ils combattent. 3. Enfin, pour mettre au monde une culture nouvelle et québécoise, autre qu'une version locale de la culture néo-capitaliste (la civilisation de consommation), les laïcistes seront les alliés des forces populaires et révolutionnaires, et ne sauraient s'appuyer sur la bourgeoisie néo-capitaliste. La lutte pour la laïcisation s'insère donc dans la lutte des classes. Je voudrais maintenant tenter d'expliciter ces trois affirmations. Mais je tiens d'abord à rappeler ce que je disais en introduction : nous sommes encore dans un système qui nie tout à fait ces perspectives qu'il faudrait donc construire à partir de rien; cette action n'est pas encore entreprise, et jusqu'ici même le MLF n'a fait qu'une déclaration d'intentions, qui le lie à la cause du Québec, du socialisme et d'une culture nouvelle, mais n'a pas mené à l'élaboration d'un programme. C'est à partir d'ici que je m'avance dans des voies où je ne suis pas du tout sûr de moi, où je n'ai que des parcelles d'idées. Le reste de cet article ne pourra donc consister qu'en coups de sonde plus ou moins fructueux.

une laïcisation véritable

Pour que les esprits puissent se libérer de l'emprise d'une culture omniprésente, c'est en même temps toutes les institutions qu'il faudra transformer. Là-dessus, les positions du laïcisme ne peuvent qu'être claires. La séparation de l'Eglise et de l'Etat doit être complète et réelle. Aucun clergé d'aucune Eglise ne doit avoir de pouvoir politique institutionnalisé; les membres du clergé devraient être des citoyens comme les autres, soumis à toutes les mêmes obligations (entre autres fiscales, militaires le cas échéant). Tous les actes de la vie civile devraient dépendre de l'autorité civile uniquement (naissance, mariage, divorce, adoption, etc.) et n'être aucunement règlementés par rapport aux croyances religieuses. La liberté de pensée et de parole devrait être totale, ce qui inclut aussi bien le droit de pratiquer la religion de son choix tant qu'elle n'implique ni subversion, ni pratiques criminelles (v.g. messes noires, rites cruels, etc.), que d'autre part le droit de n'en pratiquer aucune et le droit de propagande anti-religieuse, qui ne devrait être limité que par les articles du code pénal qui traitent du libelle et de la diffamation.

Enfin, quant aux institutions, le principe qui devrait régir une société laïque est clair; je l'énoncerais comme suit : aux organismes publics, les fonds publics; aux organismes privés, des fonds privés. Tant que subsiste l'entreprise privée, ce principe est le seul qui assure la justice. Il vaut aussi bien pour les hôpitaux ou les organismes de bienfaisance que pour les écoles. Les fonds de l'Etat sont le fruit de l'effort de la collectivité, et ne doivent jamais servir les intérêts d'un groupe particulier. Cela ne vaut pas seulement pour les fonds versés par l'Etat, mais aussi pour les privilèges. Ainsi tous les édifices qui n'appartiennent pas à l'Etat doivent être soumis à la taxe foncière, ce qui inclut les lieux de culte.

Il est clair d'autre part que le clergé assume pour l'instant au Québec des tâches qui ne lui reviennent pas, et qui sont nécessairement déficitaires. Hôpitaux, éducation, services sociaux; la seule solution logique, c'est que l'Etat assume la responsabilité et la direction de ces services, qui d'ailleurs sont d'intérêt public et n'ont rien à faire sous la coupe d'un groupe d'intérêts privés. Quant aux lieux du culte, qu'il serait un peu ridicule de taxer, puisqu'il ne rapportent pas d'argent et que leur entretien est coûteux, la solution logique serait celle que la France a adoptée : qu'ils soient déclarés propriété de l'Etat, et que la communauté qui les utilise en con-

serve par bail l'usage et la garde.

Je tiens à souligner que ces principes sont pour une bonne part inapplicables dans une société capitaliste. Imagine-t-on par exemple ce qu'ils impliquent pour tous nos "organismes sans but lucratif" : qu'on pense par exemple aux sociétés de libraires ou d'écrivains, aux troupes de théâtre : faut-il les taxer ou leur refuser des subventions ? La solution ici, en attendant le socialisme, c'est de conférer à certains organismes un statut particulier en les déclarant "d'intérêt public". Ces organismes, culturels ou autres, auraient ainsi droit à des fonds publics. Mais il est à retenir que ce système (il existe en France) peut ouvrir la porte à l'arbitraire, le pouvoir distribuant ses faveurs comme il lui plaît. C'est d'ailleurs ce qui se fait maintenant. Et seule une planification et une autogestion sérieuses pourront régler ce problème.

*

Encore une fois, je viens d'énumérer des mesures, sans trop d'ordre. Mais je crois qu'elles reflètent l'esprit qui devrait animer des institutions d'Etat laïques. Ce ne sont là cependant que des mesures négatives : l'Etat ne doit pas ceci, ne permettra pas que..., etc. Mais l'établissement de la laïcité est avant tout une tâche positive. C'est l'organisation d'une société, la mise sur pied d'institutions destinées à assurer "le bien des citoyens et leur vie harmonieuse". Ces institutions, basées sur des critères édictés par la seule raison humaine, doivent viser d'abord à permettre à chacun de s'épanouir librement, encourager les citoyens à construire leur individualité, en demandant à chacun de faire sa part pour assurer à tous les moyens matériels de cet épanouissement. La laïcité, c'est la morale d'une société organisée pour permettre à chacun de penser et de faire ce qu'il veut. D'une société qui donnerait à chacun selon ses besoins, et demanderait à chacun selon ses moyens. (Ben oui, c'est la définition du communisme. Ce que je dis, justement, c'est que la laïcité serait l'esprit qui animerait la culture et la morale d'une société faite pour l'homme, et où l'homme se récupérerait lui-même. Utopie tant qu'on voudra.)

Utopie ? Bien sûr... et je ne suis pas sûr, quant à moi, que la fin de la préhistoire, l'homme nouveau, le Grand Soir soient un futur moment historique. Je les verrais plutôt comme une limite, dont la praxis, la constante reprise de l'humanité sur l'inhumanité, nous rapprochera sans cesse, à travers heurts et cahots, sans que nous y arrivions jamais tout à fait. En tous cas, cette morale et cette

culture (c'est tout un), il serait illusoire d'attendre qu'elles sortent toutes seules des nouvelles infrastructures que la révolution établira; comme ce serait une démission que d'attendre un homme nouveau et révolutionnaire pour les inventer. Je crois au contraire que la prospective est une de nos tâches essentielles, et qu'elle relève de ce que j'appelle le laïcisme. Tâche essentielle, car le travailleur-consommateur d'aujourd'hui, si on lui dit que le socialisme lui permettra de participer à la gestion de l'entreprise, il s'en fout peut-être. Ce qui l'intéresse, c'est de voir comment sa vie quotidienne en sera modifiée. Et alors, il faut imaginer ce que seraient les superstructures de la société que nous souhaitons. Sa culture et sa morale, autant que ses institutions politiques.

Je ne vais pas entreprendre cette prospective ici, c'est le travail de toute une vie, et encore. Mais je voudrais donner quelques exemples. Qu'on pense entre autres à la revue Planète. Son entreprise de mystification réactionnaire exploite fondamentalement ce besoin qu'ont les hommes d'aujourd'hui d'imaginer ce que sera le monde nouveau que la technologie ouvre devant nous. Ce besoin, Planète y répond par de la science-fiction. Mais il pourrait aussi être un des meilleurs moyens d'éveiller la conscience de classe. En effet, les dimensions nouvelles des machines et de la technique imposent leur exploitation collective. Et de là on passe facilement à l'idée de contrôle par la collectivité, remplaçant l'exploitation par le capital. (Pour un bon exemple de recherche prospective de ce genre, et dans une perspective, décidément révolutionnaire, lire "Un monde meilleur", de Jean Baby, chez Maspéro.)

La civilisation de demain, si elle est laïque, suppose par exemple la libération de la femme. Qui ne s'effectuera que le jour où il ne sera plus nécessaire d'astreindre la moitié des travailleurs aux soins du ménage. Ce qui implique une nouvelle conception de l'habitation, la demeure unifamiliale étant une structure insatisfaisante. La famille elle-même, et le couple monogame, qui étaient une structure parfaitement fonctionnelle pour un paysan isolé sur sa ferme, où la distribution des tâches se faisait dans la structure familiale; la famille elle-même, qui était alors le noyau de base de l'organisation sociale, est en période de crise, de désintégration dans les villes d'aujourd'hui. Est-il sûr alors qu'elle survivra ? Sinon, par quelles structures la remplacer ? Et il faudra du coup inventer une nouvelle morale sexuelle, qui ne se base plus

sur des notions de Bien et de Mal absolus, qui soit libérée de l'horreur sacrée que nous inspire encore la sexualité, et qui ne tienne compte que du plaisir et de l'épanouissement des individus. Individus qui justement auront beaucoup plus de loisirs à consacrer à leur épanouissement, et à des activités créatrices. Peut-être un temps s'annonce-t-il ou vraiment, l'art sera fait par tous ? En tous cas, on peut songer à une démystification du rôle de l'artiste. Il est possible de programmer une machine pour qu'elle produise un nombre "X" d'objets sans qu'il y en ait deux d'identiques. Bach a eu le génie d'inventer un système musical, un langage; mais une fois donné le langage, une calculatrice pourrait inventer chacune de ses fugues, et bien d'autres encore. Le créateur de demain inventera-t-il des langages, au lieu de façonner des messages dans un langage donné ? Et laissera-t-il à la machine qu'il aura programmée le soin de produire les différentes oeuvres possibles dans chacun des systèmes de son invention ? J'imagine par exemple Mousseau directeur d'une usine où on produirait de ses sculptures en matière plastique; j'imagine le jour où n'importe qui pourrait avoir sa murale ou son abat-jour unique...

Je me laisse emporter à dessein. Je ne sais si une telle dérive provoque chez le lecteur le même vertige que chez moi. Quoi qu'il en soit, la nouvelle culture à inventer, c'est tout ça, et mille fois plus. Et ce que j'appelle laïcisme, c'est la pensée qui s'y consacre en pourchassant en soi-même aussi loin qu'elle le peut toutes les survivances de la culture néolithique — dont nous vivons l'effondrement.

*

laïcisme et conscience nationale

Tous cela est bien beau. Mais comment sera-t-il jamais possible d'intégrer de pareilles histoires à la culture québécoise ? La vieille culture cléricale, après tout, c'est elle qu'il s'agit de renouveler, puisqu'elle *est* le Québec. Il y a bien le passé préclérical, Papineau et le reste, qu'on est tenté de ressortir. Mais à quoi bon ? Révolutionnaires tant qu'on voudra, c'était le capitalisme bourgeois que ces gens-là voulaient faire naître. Et puis, je l'ai déjà dit, ce passé est si dépassé qu'il n'a plus de réalité dans la conscience de nos contemporains. Non, c'est notre passé récent qu'il faut trouver moyen d'assumer d'une façon ou d'une autre, et de transfigurer, pour trouver moyen d'y planter le laïcisme. Autrement nous serons peut-être laïques, mais pas québécois. Des Jean-Charles.

Qu'on me permette une analogie. Imaginons un jeune poète; il a publié un recueil de vers plutôt formalistes, intitulé . . . disons « Electrodes ». Je suppose qu'il pense plus souvent à Valéry ou à Eluard qu'aux gens de la rue Panet. Peut-être même prend-il des cours de diction. Or voilà que je ne sais trop pourquoi, sans doute une histoire de révolution, l'envie lui prend de s'identifier au Québec réel, en tant qu'écrivain, et dans son écriture même. Mais écrire, manoeuvrer la grammaire française, c'est rejeter la langue québécoise, en pleine dégénérescence qu'elle est. Son problème, à ce jeune homme, ressemble assez à celui du laïciste en face d'une culture sclérosée et dépassée. Alors, que peut-il faire ? Je ne vois guère autre chose : il est Jacques Renaud, et il écrit *Le Cassé*.

Qu'on ne se méprenne pas, je ne suis pas en train de prêcher un quelconque « aller vers le peuple ». Il y a sans doute bien peu de monde sur la rue Panet qui ait lu *Le Cassé*. Ni paternalisme, ni condescendance. Il s'agit d'assumer nos propres sources, de reprendre racine. La littérature jouale est un exemple de ce type de démarche, qui change d'ailleurs de sens selon les individus. Le joual de Renaud est amer, véhément, assumé comme une opprobe, mais transformé par une constante volonté esthétique. Celui de Godin est moqueur, sans façons, distancié par une sorte d'humour interne du langage. Dans un cas comme dans l'autre, la démarche est paradoxale : la langue déchue est assumée, mais transformée du même coup . . .

Cette même démarche, on peut la reproduire pour la culture toute entière. Ça s'appelle TI-POP (selon la graphie traditionnelle; les modernistes écrivent TI POP, sans trait d'union.) TI-POP est né un soir du printemps dernier, des esprits féconds de Pierre Théberge, devenu ipso facto le pape du TI-POP, et de votre serviteur, qui s'honore d'être officiellement King TI-POP. Qui veut s'y associer est bienvenu, et n'a qu'à décider d'être le président, le roi ou le chef du TI-POP. Car tout le monde est le premier des ti-pops, comme ce fut le cas pour Dada. Mais je ne devrais pas parler de Dada ici, ça peut donner une fausse impression . . .

Qu'est-ce donc que TI-POP ? Eh bien, le TI, c'est le Québec, comme dans « Chez Ti-Jean Snack Bar », « Ti-Lou Antiques », ou tout simplement comme dans « Allo, ti-cul ». Et le POP, c'est si on veut le Pop Art. Mais il ne s'agit pas spécialement d'art. C'est plutôt d'une culture qu'il s'agit, notre vieille culture, qui se

mérite bien le titre de Culture Ti-Pop. Le Ti-Pop, c'est une attitude; fondamentalement, elle consiste à donner valeur esthétique aux objets de la culture Ti-Pop. Vous y êtes ? Un Sacré-Coeur en carton tout sanglant, avec la mention « Pourquoi me blasphémez-vous », une affiche électorale du temps de Duplessis, le coeur du Frère André dans le formol, mais aussi les poupées du film de Godbout *Le monde va nous prendre pour des sauvages,* l'artisanat naïf, voilà autant d'objets à l'attitude Ti-Pop. A la fois nostalgie et sarcasme, ironie et bonheur, retrouvailles et rupture. Dans le cas des objets qui témoignent directement de la culture religieuse, sacré-coeurs, images pieuses, extrait d'annales (une concoction supposément miraculeuse d'une bonne dame qui faisait bouillir des exemplaires des Annales de Sainte-Anne et en frottait les malades), l'attitude Ti-Pop, qui transforme ces objets sacrés en objets de conscience esthétique, les rend profanes, est donc une attitude profanatrice. Dans d'autres cas — la façon dont j'aime la Bolduc ou le soldat Lebrun, ou alors l'attitude dont témoigne le drôle de sourire de l'auditoire à l'émission de T.V. « *Les Cailloux* », (où on présente, à cet auditoire habitué plutôt à Ferré ou Léveillé, des chanteurs comme Allan Mills ou Hélène Baillargeon), ce drôle de sourire de gens à la fois heureux de se retrouver en pays de connaissance, mais un peu gênés d'avouer leur plaisir, ou encore l'espèce de tendresse de Godbout nous présentant les drôles de poupées de son film . . . dans tous ces cas, l'attitude Ti-Pop consiste plutôt à simplement réchapper dans notre passé ce qui est réchappable.

De toutes façons, on ré-entendra parler de TI-POP. Les représentants actuels de la tipopauté vous promettent même une grande exposition « Le Ti-Pop des origines à nos jours », qui comprendra des spécimens du Ti-Pop pré-classique, comme du Ti-Pop délirant (peut-être des documents sur le grand Congrès Eucharistique) et jusqu'au Ti-Pop décadent (La vie passionnée du Candidat en blanc à la mairie). Et vous voudrez peut-être aussi participer à une grande journée Ti-Pop, avec par exemple pèlerinage à l'Oratoire et pique-nique le long de la route No 9 . . .

Ti-pop, c'est cette démarche paradoxale qui consiste à assumer un certain passé national, mais à l'assumer comme passé justement, c'est-à-dire à le poser du même coup comme dépassé. Il n'y a pas si longtemps, nous ne pouvions que nous révolter contre la vieille culture, la culture Ti-Pop.

Duplessis, tenace, lui donnait encore une présence envahissante. Mais peu à peu, Duplessis est en train de mourir. Et nous pouvons regarder ce passé avec sérénité, avec une presque-nostalgie. Après tout, c'était la belle époque, et elle a vu des hommes, des événements et des objets marrants comme on n'en fait plus.

*

Bon. J'ai fini mon numéro. Je ne prétendrai pas que tout laïciste se doit d'être tipopiste convaincu. Il y a d'autres façons. Mais entre le Canada français révolu et le Québec à inventer, il faut une démarche qui fasse le joint. Joual, Ti-Pop, ou ce qu'on voudra, l'histoire de cette métamorphose que doit être notre révolution culturelle passera par la période du cocon, ni chenille ni papillon, à la fois négation et affirmation, moment paradoxal d'une mise au monde qui est aussi une mise à mort. Ou bien nous réussirons cela, ou bien le problème du Québec se règlera tout seul : et nos petits enfants seront des américains. Ce n'est qu'en se transformant de fonds en combles que la culture québécoise ne sera pas tout à fait dévalorisée dans le monde des voyages interplanétaires. Et inversement, ce n'est qu'en assumant notre origine dans ce monde périmé que nous nous donnerons à nous-mêmes et à nos idées le poids de réalité nécessaire pour vaincre l'inertie qui maintient encore le Québec dans la culture d'un autre âge.

*

laïcisme et lutte des classes

Il me semble que, de ce qui précède, on peut sans difficulté inférer la façon dont je situe la lutte pour la laïcité dans la lutte des classes. Au niveau théorique, d'abord, on pourrait déceler deux niveaux dans l'idéologie laïciste. Le premier, c'est la théorie de la déclericalisation; c'est une pensée qui repose sur l'idée de tolérance et d'égalité des citoyens devant la loi. Son but est de prévenir la partialité et l'injustice en assurant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. La Déclaration des droits de l'homme pourrait être considérée comme la grande charte de cette pensée. J'appelle Etat *neutre* celui qui applique une telle philosophie. L'Etat français en est sans doute le meilleur exemple. Le second niveau théorique du laïcisme, c'est en somme la théorie de la désaliénation; c'est une pensée qui repose sur l'idée d'une humanité à faire, à dégager des limbes de l'irrationnel, et donc sur l'idée d'égalité réelle des citoyens. Son but est le dépassement de l'aliénation qu'implique la séparation de l'individu privé et du citoyen, de l'Etat et de la société. Et

j'appellerais Etat laïque (si on peut encore parler d'Etat) celui dont les structures soutiennent positivement l'épanouissement de la liberté de chacun dans celle de tous. Je ne crois pas qu'il existe encore un tel Etat. Peut-être me ferai-je mieux comprendre en disant que pour moi, le laïcisme, recherche d'une culture et d'une morale (d'un ordre de valeurs) nouvelles, faites pour l'homme et ne se référant qu'à lui, le laïcisme, dis-je, c'est l'humanisme de la révolution, et en dernière analyse, la pensée laïque se confond avec la théorie (marxiste) de la désaliénation.

Dans cette perspective, un certain nombre des impératifs stratégiques qui s'imposent au laïcisme apparaissent immédiatement.

D'abord, la laïcisme est fondamentalement du côté des forces révolutionnaires, et ce n'est qu'en se tronquant soi-même pour se réduire à l'idée de neutralité, de tolérance, qu'il peut s'embourgeoiser. Je pense donc que le MLF doit cesser d'être un groupe de pression purement et simplement, qu'il doit déborder les structures établies, et qu'il ne doit pas craindre de se lier aux forces de l'opposition au régime. Il ne doit pas se laisser dépendre de la bonne volonté du pouvoir, mais entreprendre la construction d'un pouvoir nouveau.

Qu'est-ce à dire ? Eh bien, d'une part, coordination de l'action laïque et de l'action du ou des partis politiques qui peuvent assumer l'idéal laïque; et de l'autre, création, dès que possible, de structures et institutions qui incarnent dès maintenant l'idéal et la culture laïques. Je pense par exemple à des ciné-clubs, à des auberges de la jeunesse, à des Maisons de la culture, à des scouts neutres, non-confessionnels et laïques. On peut penser à mille autres organismes du genre. La société laïque peut commencer à s'ériger au sein même de l'ancienne culture. Toutes ces institutions, regroupées en ce qui s'appelle en France la Fédération des oeuvres laïques, donnent à la pensée laïque un fondement, une base sociale essentielle. Elles sont à la fois le moyen d'insérer le laïcisme dans la vie et la culture nationales, et celui d'assurer son indépendance face aux institutions clérico-bourgeoises.

Et enfin j'en arrive à poser le problème essentiel, celui de l'insertion du laïcisme dans la situation politique actuelle du Québec. Si à long terme le laïcisme a partie liée avec les forces révolutionnaires, il n'en reste pas moins un choix à faire sur les échéances, les priorités et les moyens. La révolution tranquille en cours, c'est la révolution nationale-bourgeoi-

se-démocratique, et le passage à une certaine forme de néo-capitalisme. Les forces qui effectuent cette révolution — la bourgeoisie néo-capitaliste, ou mieux l'embryon d'une telle classe qui existe au Québec — sont engagées, veut, veut pas, dans le processus de la décléricalisation. Lesage a beau déclarer que « tant que je serai premier ministre, il n'y aura jamais de ministère de l'éducation en cette province », il ne peut éviter d'en créer un quelques mois plus tard. Il est dificile de prévoir jusqu'à quel point ce mouvement se réalisera, comme il est dificile de prévoir jusqu'où cette bourgeoisie ira dans ses velléité d'indépendance. Chose certaine, en tous cas, cette nouvelle classe véhicule sans trop le savoir l'exigence d'une idéologie nouvelle. La culture cléricale, d'esprit féodal, reposait sur une philosophie essentialiste, c'était une culture de l'*être*; c'était le droit divin qui y fixait les structures sociales. Le néo-capitalisme, lui, est une civilisation de l'avoir; c'est la possession des biens qui y donne le pouvoir réel; et tout y est orienté vers la consommation. Bien sûr, nous n'en sommes pas à la civilisation de l'homme, laïque et socialiste, qui serait une civilisation du *faire* et de la liberté, mais il n'en reste pas moins qu'il y a là un changement fondamental, qui remet en question notre vieux cléricalisme. Et ce d'autant plus que la technologie exige des hommes formés à la pensée moderne, et donc une profonde transformation de l'éducation et de l'instruction. Tout cela pousse la bourgeoisie néo-capitaliste québécoise vers la déconfessionnalisation, comme vers l'indépendance. Reste à voir dans quelle mesure elle accomplira ce qui est peut-être son rôle historique, ou si son entreprise avortera.

Depuis des mois, sinon des années, la gauche discute de l'attitude à adopter sur la « question nationale ». « Appui tactique à la bourgeoisie », ou bien laisser faire l'indépendance par la bourgeoisie et ne pas s'en mêler, ou bien assumer la lutte nationale pour la décolonisation, que faire ?

Et puis, comment les choses se passeront-elles ? Peut-être le Québec doit-il nécessairement passer par une période néo-capitaliste. Mais peut-être aussi le néo-capitalisme, embourbé dans ses contradictions (entre autres celles que révèlent les guerres impérialistes), se dirige-t-il vers une crise majeure ? Auquel cas nous pourrions peut-être faire l'économie de cette étape bourgeoise, et réaliser à la fois la libération nationale et la révolution prolétarienne ? Ces hésitations de la gauche, le laïcisme ne peut que les partager. Et je ne prétends pas y

apporter ici une réponse. J'ai tenté simplement d'indiquer les perspectives dans lesquelles la théorie laïciste peut s'élaborer et passer à l'action au Québec. Je tenterai, au cours des mois, de clarifier et d'approfondir ces positions dans une *chronique de la laïcité* que je tiendrai à *parti pris*. Je considère que ce travail de défrichement est essentiel à l'élaboration d'une théorie révolutionnaire valable au Québec.

pierre maheu

les bronches à l'air pur

jacques renaud

Cette liberté je la veux
comme les bronches l'air pur

demain mon amour
cloué dans la briquaille
demain, souvenirs à ton oeil rouge
demain je ne serai plus là
c'est l'écho de ta voix demain
qui geint déjà dans les milliers
de plaintes de la ville

Cette liberté chaque pore la cherche
cette liberté, quand elle se montre
me rend aussi fébrile que des lèvres
toute la vie passée remonte
du fond obscur de ma mienne de vie
c'est peut-être que j'ai vingt ans
peut-être à cause du vent dans les jambes des filles
j'ai ce goût de mort et de liberté
c'est peut-être à cause de la lune ou du vieillard sous la lune

que je ne quitte pas des yeux
mon crâne pivote vers son destin sans tombe
vieillard qui traîne sa trace de trimpe d'une ligne du trottoir à l'autre
mais faut-il dire vieillard, ou faut-il dire vieille loque
paquet de chair rouge face rongé par l'alcool
il n'y a plus de vieillards, il n'y a plus d'hommes
il n'y a que mépris et peur longue et sourde peur
au fond du coeur jusque dans les entrailles . . .

On la joue sur tous les fronts
cette liberté vieille comme le monde
disponible comme l'air
vieillard immortel que l'on retrouve dans nos actes
chaque fois que l'on ose
vieillard blanc, immense vieillard
liberté tu regardes la mort, tu la sens battre dans tes veines
et tu souris, et tout à coup tu rages
la mort tu en fais ton esclave
et tu fracasses les barreaux de la peur
cette liberté, mon cinglant outrage au néant
beau vieillard assis à l'indienne
cette liberté on la joue
sur quelques arpents de neige brûlante

Mon amour je reviens de si loin
mais je ne sais pas d'où
je suis peut-être né d'une bûche de la Saint-Jean
ou d'un éclat d'obus dans la jambe de mon père
étincelle ou longue flamme tordue dans l'air bleu
je suis né de mère comme on naît de la terre
investi de minéraux d'humus et de quatre saisons
je viens de nulle part j'ai pris racine dans trop de hasards

j'ai passé par mille rencontres mille morts mille plaisirs
j'ai parcouru les mêmes rues les mêmes amours par en avant
à reculons ivre sobre heureux calme ou déchaîné comme une bête
mais je sais aujourd'hui que la mort ne me traque pas
elle me laisse à mes pas ne me prend pas au sérieux

Je ne peux plus écrire comme on écrit
on n'écrit pas ce qui nous brûle
on brûle avec et l'on danse comme une torche
les mots se détachent trop du monde se donnent à eux-mêmes
les mots coûtent la vie ne pas vivre c'est se taire
je cherche les cervelles saines
celles qui engendrent un geste par pensée

Cette liberté c'est mes bronches grimpantes dans l'air pur
quelque part d'où je viens
d'un hasard qui dansait
au bruit dur des machines électriques dans les usines
ou sous le soleil brûlant qui luisait sur les tracteurs rouges
et sur les fronts bruns
quand je vois la lune je pense à vivre
mon père la regardait des heures durant
la rivière ne coulait plus
les arbres se figeaient l'été coulait dans ma peau
dans ma chair où je laissais s'ébattre la lune et le soleil
cette liberté c'est un chemin de nuit vers soi
qu'il faut savoir percer dans le mur du jour

On aura fait de la musique
le stéke grinçant des dents
sur la peau nue des porcelaines
on aura joué de la tendresse
en égorgeant des pissenlits

en arrachant les cheveux des marguerites
en labourant les femmes à pleines griffes
en versifiant l'amour dans un p'tit coin
on aura fait de la musique aussi avec ses poings
on aura tant aimé tous les enfants des autres
on aura tant hurlé d'une taverne à l'autre on aura fait de la musique
on aura somnolé sur le talus des parcs
on aura dormi debout sur le ciment des nuits
on aura connu le dur temps des chicanes
mais cette liberté toujours je la couraille
partout je secoue la poussière, je brise des chaînes
et je te cherche comme le saumon cherche une eau à sa guise
cette liberté mes bronches la tracent
à saisir tous les airs purs qui passent
si j'en reviens je reviendrai de loin

jacques renaud
mars 65

chroniques

Le Québec politique et syndical

l'initiative politique appartient de plus en plus aux syndicats

La succession des grèves au Québec depuis plusieurs mois me semble être l'épiphénomène d'une fermentation sociale plus importante encore. Sauf durant la campagne électorale, l'initiative politique au Québec a appartenu aux syndicats ; plus encore : souvent, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont mené la lutte par-dessus et quelquefois malgré les chefs syndicaux.

C'est là un signe évident de réveil des travailleurs. Finies les couchettes des dirigeants syndicaux avec le capital ; ils veulent maintenant leur part de la prospérité, leur morceau de la révolution "tranquille". il y a de quoi nous faire rêver au jour où les travailleurs monteront à l'assaut de l'injustice sociale, réclameront ou plutôt décideront l'auto-gestion des entreprises et des services. Pour cela, il faut aussi désembourgeoiser les cadres syndicaux qui, dans une bonne proportion encore, seraient aptes à suivre les traces de Jean Marchand.

La grève des employés de chemins de fer, qui débute à l'heure même où j'écris ces lignes, sera un nouveau test de la détermination des travailleurs à ne plus être les seuls à se serrer la ceinture. Je prévois que le parlement du pays d'à côté ordonnera le retour au travail et que les ouvriers le défieront, du moins au Québec. Peut-être que les ouvriers du Canada tiendront tête aussi car eux aussi commencent à en avoir assez de se serrer la ceinture pendant que les patrons "slaquent" la leur. Les ouvriers de Stelco à Hamilton sont un exemple qui démontre bien que l'exploitation ouvrière et les luttes syndicales contre le patronat n'ont pas de frontières.

De toute manière, il sera intéressant de voir jusqu'où le cynisme d'un gouvernement bourgeois peut aller, et jusqu'où les travailleurs sont prêts à aller pour établir un certain équilibre entre les financiers et les prolétaires. Ce n'est pas encore la révolution sociale, mais de tels événements aident à la rendre plus accessible et même plus nécessaire, parce qu'on comprendra mieux qu'on ne peut se fier à la bonne volonté des possédants. On n'est jamais mieux servis que par soi-même.

*
* *

Une autre bataille syndicale promet d'être extrêmement intéressante : les tentatives de la CSN de grouper en syndicat les employés de la Banque Canadienne Nationale. **Notre** plus grande institution bancaire nationale (sic) ne semble pas vouloir démentir son passé, ses traditions et l'esprit qui a toujours régné chez les bourgeois de "cheu nous" : la mesquinerie et la rapacité, au même titre que n'importe quel fourreur de peuple à travers le monde. Le syndicat s'attaque là au coeur même de l'empire de l'exploitation de l'homme par l'homme ; c'est pourquoi les banquiers se défendent en ne reculant devant rien : mises à pied, chantage, menaces, etc., tout comme n'importe lequel exploiteur de la Noranda Mines. Après il ne restera qu'à syndiquer les propriétaires et gros actionnaires en leur donnant le nom de "local 000 de l'Union des exploiteurs d'Amérique".

*
* *

Rien de plus édifiant que de voir avec quelle ferveur et quelle ténacité les éditorialistes de "La Presse" sont anti-ouvriers ; et ils se retiennent, c'est évident. On sent qu'ils aimeraient traiter les travailleurs de va-nu-pieds et d'empêcheurs-de-faire-de l'argent-en-rond. Le gastronome Shampoo bouffe du travailleur autant qu'il en peut et la folle à Lapointe les lui mastique. Felteau et Cormier les assaisonnent. On aimerait pouvoir leur dire des bêtises grosses comme le bras ou même les battre avec un madrier piqué de clous. Mais ça ne servirait de rien pour l'instant. Une bonne fois, ce seront les ouvriers eux-mêmes qui iront faire une visite à la Putain de la Rue St-Jacques (en s'en revenant de CJMS) et qui iront les faire digérer.

Au Devoir, Ryan aussi mange de l'ouvrier, mais chez lui, c'est plus subtil et plus pontifiant. Il est moins glouton, disons. Rien de plus drôle que le bloc-notes qu'il a écrit au sujet de la grève des employés de Ayers à Lachute. Après avoir manifesté, les jours précédents, son indignation devant l'irresponsabilité des employés d'hôpitaux et adressé des réprimandes aux chefs syndicaux pour leur inconscience, il a admis timidement ce jour-là qu'après tout, ça existait encore l'exploitation des ouvriers. Dieu tiendra compte de cette bonne pensée de son serviteur.

On pourrait parler longtemps de grèves et de revendications des ouvriers, mais il ne servirait à rien de les passer toutes. Ce qu'il faut retenir, c'est que la gauche perd toutes ses chances de faire avancer le socialisme politique à l'occasion des grèves, parce qu'elle n'est pas organisée, qu'elle n'a pas de militants, et surtout parce qu'elle ne sait pas quoi faire en de telles occasions. Nous n'avons pas encore les

hommes qui sauraient comment rejoindre les ouvriers et leur expliquer clairement comment ils se feront toujours fourrer en revendiquant à l'intérieur des cadres d'un système qui repose essentiellement sur l'exploitation d'une couche de la société par une autre. Evidemment, nous ne sommes plus en 1870 ni en 1930, et les formes d'exploitation se sont "civilisées", mais il reste que tout est relatif et que la pauvreté dans un pays riche est tout aussi abjecte et inacceptable que l'extrême misère dans un pays pauvre.

*
* *

Qu'arrive-t-il au gouvernement du Québec depuis le 5 juin ? On peut d'abord constater que les nouveaux ministres sont effectivement aussi idiots qu'on le pensait. Bellemare n'a pas réglé la grève du Textile malgré ses immenses talents de terroriste, Johnson n'a pas commencé sa nouvelle "job" de thaumaturge et Bertrand n'a encore rien fait, confirmant par là les prévisions les plus optimistes. Au moins il n'a pas fait d'erreur.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le nouveau cabinet n'a fait que préparer la prochaine campagne électorale : un jour d'octobre prochain, Johnson prendra probablement prétexte d'une crise avec Ottawa et du mauvais état des finances pour aller devant le peuple et récolter toutes les belles voies nationalistes. Après, il sera tranquille pour 4 belles années.

D'ici là, que devons-nous faire ? L'indépendance d'abord ou le socialisme, ou les deux en même temps ? Ça se discute actuellement au PSQ. Eh oui ! Le grand débat sur la question nationale a resurgi. Mais les discussions ont été sereines et il n'y a pas l'ombre d'une scission à l'horizon.

Chose certaine, les tenants d'un parti qui serait à la fois indépendantiste et socialiste sont nombreux et déterminés à ne pas laisser de côté la bataille pour la libération nationale. Mais ils ne veulent pas non plus laisser de côté le socialisme. Il reste donc à préparer la formation du parti qui seul serait véritablement révolutionnaire : Un parti socialiste et indépendantiste. Le mieux serait que le PSQ devienne indépendantiste. Ainsi la gauche du RIN pourrait s'y rallier. Mais s'ii était possible que le RIN devienne socialiste, le PSQ pourrait très bien s'y fusionner aussi. Après, il serait possible qu'un seul parti lutte avec toutes les forces de gauche pour les deux options qui peuvent assurer la libération des Québécois : L'Indépendance et le Socialisme.

Mais il faut se presser, car nous n'avons plus le temps de nous tromper. Les occasions passent et les situations changent.

gaétan tremblay

---

ce bordel de pays

Quand les frères Kirke, ces Huguenots à la pige qui faisaient l'article pour Londres avant d'y être autorisés par contrat (de sorte que leur conquête sera désavouée), eurent investi Québec, ils parlementèrent. Le Sieur de Champlain, fort au-dessus de toute considération de commerce ou de territoire, se braqua sur un point. Il fit porter la négociation sur lui, rien que sur lui. Tout le reste était foutaise. Qu'on lise ses relations; elles sont explicites. Un point de catéchisme, vous semblera-t-il d'abord : la conservation de la Foi, de l'Espérance et de la Charité. Vous serez édifié. Seulement par après vous le serez moins, vous étant rendu compte que ces items n'avaient rien d'abstrait et désignaient de jeunes sauvagesses. Champlain ne voulait pas s'en séparer. Hélas ! toute sa diplomatie fut inutile : il lui

fallut les rendre. Sa défaite était complète. Il ne s'en remit jamais. Ce fut là le grand malheur de la première prise de Québec.

J'ai déjà dit que la pointe de Gaspé, l'Anticosti, le Labrador, le New-Foundland et le Cap Breton formaient l'ensemble des Terres Neuves, vaste archipel livré à l'internationale des morutiers et commune dont il n'était pas question d'établir le cadastre ni de prendre possession. Découvertes bien avant l'Amérique et comme détachées de celle-ci, ces Terres Neuves restaient forcément dans le vague; on cherchait même à les dissimuler; leur connaissance se nommait secret. Trudel, nouveau compilateur, n'y a rien compris. C'est tout juste s'il ne fait pas de l'Atlantique une partie intégrante du Canada. Il réédite à prix fort toutes les conneries de ses prédécesseurs. Subventionné par le Conseil des Arts, passé pour des raisons assez obscures de Laval à Carleton, il se croit tenu à donner l'histoire en gage à ses bienfaiteurs. Il en met tant et plus sur un certain Cabot qui, en 1497, croisa au large du Cap Breton. Vous comprendrez le zèle de Trudel : ce touriste était appointé par l'Angleterre; sur sa pérégrination maritime se fonde le premier droit de celle-ci au Canada.

On fixe la découverte du Canada en 1534. Cette année-là Cartier naviguait dans le vieil archipel des morutiers. Il n'a pu découvrir le Canada à Gaspé pour la bonne raison que le Canada ne s'y rendait pas. Ce fameux pays se trouvait au-delà des Terres Neuves. Sa porte se situait exactement dans le passage qui sépare l'Anticosti de la falaise gaspésienne. Cette porte commandait un rituel d'entrée, soit le baptême burlesque des voyageurs du bateau qui n'y avaient pas encore pénétré. Ce fut en qualité de clerc que Frère Sagard, dont la gentille naïveté rend le témoignage précieux, put échapper à ce premier sacrement canadien. Voilà qui fixe une frontière.

Quand Champlain se pointa à son tour dans le Saint-Laurent, le Canada était sous la dépendance de toutes les viles portuaires de la Chrétienté. Il appartenait à tout le monde. La morue avait annexé le castor. Si de Cartier à Champlain le fleuve reste brumeux, c'est que le secret de Terre-Neuve s'était étendu sur lui. Champlain était de Saintonge, quelque peu huguenot, mais en-dessous des querelles religieuses à cause de sa bonne santé. Avant de s'attacher aux Sauvagesses, il aima sans doute charnellement cette terre d'Amérique. Il chasera la brume, il établira clairement le Canada et en deviendra le père à juste titre. Comment s'y prendra-t-il ? Par le seul moyen possible : le catholicisme et la conversion des pauvres sauvages.

Il n'était pas pour si peu missionnaire. Entendons-nous. Son seul but, d'ailleurs intéressé, était de mettre de l'ordre en amont de Québec. Pour y mettre de l'ordre il fallait établir une autorité, pour établir une autorité il fallait donner la traite à un monopole. Henri IV régnait. Il avait lui aussi préféré l'ici-bas à l'au-delà et sacrifié ses convictions religieuses au bonheur de la France. Il pouvait comprendre Champlain. Il falalit encore que celui-ci lui apportât une bonne raison au monopole pour qu'il pût faire face à la colère de tous les armateurs qui se trouveraient ainsi évincés. Cette raison, Champlain la trouva dans les missionnaires dont le monopole s'engageait à financer l'apostolat.

A un endroit où il se reserre et fait gorge, Québec sera mis sur le fleuve comme un verrou pour en fermer l'amont aux pelletiers qui, n'étant pas du Monopole, se présentaient en intrus, sinon en maraudeurs, qu'il fallait repousesr et garder loin de la traite. Sa fondation, en 1608, rendit l'ordonnance royal effective. La concurrence cessa au profit des armateurs privilégiés. Ceux-ci tenaient-ils vraiment à établir des misionnaires ? Qu'on me permette d'en douter : ils étaient vraiment qu'à leur intérêt qui tenait, lui,

au Monopole. Ce sera pour conserver celui-ci, avec ennui, à l'encontre même de leurs préjugés, qu'ils se décideront un peu tardivement, en 1615, et sans doute forcés par les progrès de la Contre-Réforme, à faire passer l'Atlantique à quelques bons Récollets. Dans ces conditions le catholicisme entrait au Canada sur un bien petit pied. Mais ce pied en tarda pas à s'élargir; il occupa bientôt toute la place. En 1632, après la reprise de la colonie par la France, les jésuites se substituèrent d'autorité aux Récollets et l'on vit le renversement des rôles : les premiers missionnaires avaient été à la merci des armateurs; les armateurs tombèrent à la merci des seconds. Durant trente ans les jésuites seront les maîtres absolus de la Nouvelle-France.

Champlain revint avec eux et mourut peu après. Sa perte fut si peu ressentie qui c'est son successeur, Monsieur de Montmagny, qui laisera le nom d'Ononthio par lequel désormais les Amérindiens désigneront le représentant du du roi de France. Comme souvent il arrive, après avoir beaucoup bourlingué, Champlain avait vu se rétrécir son champ d'action pour finir captif de lui-même, impotent et négligé. Dans cette extrémité la mort redonne liberté et équivaut à un regain de fortune. Mais, cette fois, il ne traitait plus avec un huguenot; c'était le dur jésuite qui se tenait à son chevet : il n'osera pas lui demander d'emmener avec lui au ciel la Foi, l'Espérance et la Charité.

jacques ferron

---

le colonialisme quotidien
portrait du colonisateur

Ce n'est pas un des moindres tours du colonialisme que de se dissimuler derrière la science (une enquête a prouvé que les Canadiens-français sont moins bons conducteurs que les Canadiens-anglais), derrière l'humour (s'ils ne savent pas conduire leur voiture, comment voulez-vous qu'ils dirigent un pays ?) pour assurer la perpétuation de l'injustice dont les colonisateurs tirent profit. Mais il y a plus subtil encore et le colonialisme se cache ici fort souvent derrière la critique dans son sens le plus large. Des critiques de cinéma tireront à boulets rouges, au nom du cinéma, sur des films qui menacent l'ordre qui les fait vivre. (Voir critiques du "Chat dans le sac" et du "Révolutionnaire"). La critique littéraire, elle, se camoufle en dilettante ou en moraliste, ou en humaniste ou en esthète, suivant les cas pour discréditer des oeuvres au contenu ou à la forme révolutionnaire. Les critiques d'ici, en un mot, ne font pas leur métier, tout simplement et iis sont les mercenaires du pouvoir, toujours sous couvert, répétons-le, d'exigences artistiques. La poésie engagée, par exemple, est la cible par excellence de leur hypocrisie, car ils savent bien la force de la poésie et son engagement dans l'histoire marquerait peut-être le commencement de leur fin. Il faut bien que chacun fasse sa part pour sauver le bateau, n'est-ce pas. Ils la font à leur façon, ne vous y trompez pas. La poésie, messieurs, ce n'est pas ce que vous pensez ! Et c'est probablement pour cette raison que les anthologies oficielles ne mentionnent même pas le nom de certains poètes engagés, et que leur poésie est écartée du revers de la main et qualifiée de "patriotique", et jugée comme étant mineure. Alors que c'est précisément dans cette poésie que s'exprime, loin des plagiats de Verlaine et des RFomantiques qu'on a réussi à imposer

comme étant la fine fleur de la poésie québécoise, les véritables poètes des anciens temps.

Adolphe Poisson, inconnu, à peine cité, méprisé, a par exemple écrit vers la fin du 19e siècle, un poème extraordinaire qu'il intitulait "Francophobie" et qu'on pourrait appeler "Portrait du colonisateur". On y retrouve cette notion propre au Québécois : l'ironie du colonisé. Le voici :

p. p.

Francophobie

(extraits)

Amis, entendez-vous ? Ainsi qu'une marée
Mugissant sous l'effort de ses flots révoltés
Sur nous se précipite cette race exécrée . . .
— Mais ces gens-là sont effrontés !

Comme une tache d'huile on les voit se répandre
Des bords de l'Acadie aux champs américains,
Et ce qu'on leur refuse ils savent bien le prendre . . .
— Mais ces gens-là sont des coquins !

Voyez ces porteurs d'eau ne rêvant que conquêtes
Nous dire sans façon : Messieurs, déguerpissez !
Il nous faut vos prés verts et vos villes coquettes . . .
— Mais ces gens-là sont bien pressés!

Qu'on leur jette l'insulte, et que pour les confondre
On les traite de gueux, de Chinois, d'étrangers,
Ils vont droit leur chemin sans même nous répondre . . .
— Mais ces gens-là sont enragés !
Et pour vous démontrer jusqu'où va leur audace,
En face des vainqueurs ils font les conquérants,
Et se croient tous issus d'une héroïque race . . .
— Mais ces gens-là sont ignorants !

Ils ont des écrivains qui se mêlent d'écrire;
Non contents de la prose, ils font même des vers !
En sauteux ? en français ? Je ne saurais vous dire . . .
— Mais ils ont donc tous les travers !

Ils sont prétentieux; même je les soupçonne,
Les naïfs ! de se croire en tous points nos égaux,
Nous qui représentons la race anglo-saxonne ! . . .
— Mais ces gens-là sont des nigauds !

Ils parlent une langue inconnue et barbare,
Trop vulgaire et trop rude aux gosiers écossais;
Voilà pourquoi chez nous la parler est si rare . . .
— Mais ces gens-là sont des Français !

actualité laïque

pierre maheu

J'avais prévu inaugurer cette chronique en exposant les perspectives dans lesquelles se situent pour moi l'action et la pensée laïques. Mais il m'a fallu un petit peu plus d'espace. L'article que je publie dans le présent numéro me servira donc de point de départ. Les deux questions que j'y pose : intégration du laïcisme à la conscience nationale, et place du laïcisme dans la lutte des classes et la construction du socialisme, me semblent fondamentales. Je n'y ajouterai cette fois que quelques remarques de détail.

Johnson au pouvoir.

Il paraît que la publication "prématurée" du Rapport Parent est une des raisons de la défaite des Libéraux. Ce qui voudrait dire que la laïcité est une question politique importante ? Pourtant, personne ne semble le prendre sur ce ton. Gérin-Lajoie indiquait qu'il ne s'agissait pas d'une "priorité". Maintenant, Masse et Bertrand se contredisent : l'un annonce des écoles neutres pour bientôt, l'autre affirme que rien ne presse. L'ambiguïté continuera. Les préjugés sont si forts et si répandus que le gouvernement qui peut passer pour partisan de "l'école sans Dieu" court à la défaite; et d'autre part la logique de la réforme de l'enseignement mène à la laïcisation. Le Rapport Parent, même si sa logique tournait court, ne pouvait pas éviter de proposer la laïcisation des commissions scolaires au moins, sinon celle des écoles. Mais la logique cèdera le pas aux préoccupations électorales; le Rapport Parent, déjà timoré, sera encore édulcoré jusqu'à l'insignifiance . . . Voici deux anecdotes, je les donne pour ce qu'elles valent. Si elles ne sont pas véridiques, elles sont au moins vraisemblables. Fin juin, au ministère de l'éducation, les hauts fonctionnaires rencontrent Masse et Bertrand. Ils font rapport sur leur étude du programme de L'UN, et, bien embêtés, y soulignent des contradictions. La réponse vient tout de suite : "C'est que vous n'avez pas compris : les passages en caractères gras constituent notre programme, le reste, c'était pour obtenir des votes". Et un peu plus tard, alors qu'on demande à Bertrand si c'est volontairement qu'il contredit certains points du Rapport Parent, il répond : "Le Rapport Parent, je ne l'ai pas lu". Quoi qu'il en soit, la laïcisation attendra, et les écoles neutres aussi, c'est certain. Et les laïcistes n'ont plus à se soucier de ménager un pouvoir qui entretient leurs espoirs : ils sont dans l'opposition, et pour de bon. Si un certain optimisme en est détruit, une combattivité plus réaliste en sortira peut-être.

Revision du code civil.

Dans les travaux déjà parus de la Commission de revision du code civil, deux points qui concernent la laïcité. D'abord, il n'est pas question de rapatrier à Québec le droit des divorces, ni de créer des tribunaux du divorce, ni d'y accepter d'autres causes légales que l'adultère. Deuxièmement, l'article le plus réactionnaire et cléricaliste de la loi sur l'adoption demeure : celui qui adopte un enfant doit être de la même religion que l'adopté, sauf si l'enfant n'a pas de religion, auquel cas n'importe qui peut l'adopter. Etant donné ce que sont les services qui s'occupent d'adoption, c'est empêcher un incroyant d'adopter des enfants. Voilà des points sur lesquels la protestation se doit d'être forte. Et il faudra surveiller aussi les lois sur le mariage et l'état civil. L'atmosphère présente est propice à la continuation de lois injustes et réactionnaires.

Je n'ajouterai pour le moment qu'une seule conclusion. La majorité des

hommes de gauche ont cru au cours des dernières années que la question laïque était d'importance secondaire, et que la déconfessionnalisation se faisait toute seule. Or c'est sur ce point que Johnson a été élu; ce fut du moins un des points importants. Et aussi longtemps que le Québec réel sera aussi en retard sur celui que nous rêvons, nous resterons des marginaux. La naissance d'une conscience nationale décolonisatrice et d'une conscience de classe révolutionnaire passe au Québec par la démystification des consciences. Nous en sommes encore loin, et c'est une tâche qui ne **se fera pas** toute seule. Notre première démarche doit être de transformer une conscience attardée, aliénée et mystifiée. Il faut d'abord voir les Québécois tels qu'ils sont, "catho-colonisés". Et pour faire cette damnée révolution qui s'éloigne à mesure que nous en parlons, il faudra d'abord que nous soyions **avec** eux, cessant de jouer les émancipés pour notre satisfaction personnelle. D'ici là, évolués tant qu'on voudra, les intellectuels de la belle province ne seront au mieux que des catho-émancipés.

pierre maheu

les essais

Le R.I.N., le néo-capitalisme et le (néo-)colonialisme au Québec

Cette année, dans cette chronique, il sera principalement question de commentaires en marge de certains essais — portant sur des problèmes économiques, politiques et culturels — publiés au Québec et ailleurs. Il ne faut toutefois pas s'attendre à un compte rendu, à un résumé commode qui dispenserait de la lecture des ouvrages traités. Plus qu'un substitut facile à la lecture, les brèves et incomplètes analyses publiées ici veulent être une incitation à lire. L'importance d'une lecture attentive d'ouvrages de caractère à la fois théorique et pratique, comme c'est le cas d'un essai, ne saurait être surestimée à une époque où la confusion et l'incohérence de pensée enlèvent de plus en plus aux mouvements socialistes tout sens de l'organisation, de la stratégie et de la tactique politiques véritables. L'incohérence théorique de la pensée socialiste d'aujourd'hui a de toute évidence

> "Je crois que le capitalisme disparaîtra; mais il s'agit de savoir au profit de quoi." (Pierre Vadeboncoeur, **L'autorité du peuple,** p. 9.)

des causes profondes dont il est urgent d'entreprendre l'analyse. Cela implique un travail de longue haleine dont les résultats permettront sans aucun doute de remédier au vide idéologique, fait de compromissions pratiques et de concepts fumeux, qui paralyse le socialisme dans les sociétés industrielles avancées du monde occidental. Un tel travail, qui se fait chaque jour plus pressant, ne saurait être entrepris sérieusement dans le seul cadre d'une revue. Nous pouvons tout au plus nous contenter de quelques remarques dont le caractère général et hâtif n'échappera à personne.

Pour bien comprendre l'inconsistance de pensée dans laquelle ont versé les mouvements socialistes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord à la suite de la deuxième guerre mondiale, il est indispensable de se souvenir du genre d'action politique que ces mouvements menaient à l'intérieur des sociétés concernés, et ensuite de dégager les implications d'une telle action au niveau théorique. Or on sait que cette action s'est toujours inscrite à l'inté-

rieur des cadres politiques de la société capitaliste : système de partis et régime parlementaire. On a cru pouvoir renverser ce système tout en y subordonnant l'activité politique des mouvements socialistes. Cette tendance réformiste, qui eut son équivalent dans le domaine syndical, a fait des partis socialistes et des syndicats les complices, au niveau politico-économique, de l'organisation capitaliste de la société. On a cru que cette organisation n'avait qu'à être réformée sur des points particuliers pour devenir acceptable, pour se transformer, sans heurt et sans révolution, en un régime socialiste. D'où une série de compromis et de démissions qui affaiblissent aujourd'hui considérablement la possibilité de réalisation effective du socialisme au sein des sociétés industrielles avancées.

Après la dernière guerre s'est constituée une économie néo-capitaliste, basée sur la propriété des moyens de production et le contrôle des centres de décisions politico-économique par des monopoles hautement centralisés, transformation interne du capitalisme qui a fortement contribué à rendre désuets les anciens modes d'action et de pensée du socialisme d'avant-guerre. Si le socialisme avait été moins pusillanime et plus cohérent pour ce qui est des moyens à prendre dans le but d'une abolition radicale de l'organisation capitaliste de la société, nous n'en serions peut-être pas aujourd'hui parvenu à un tel état de confusion et d'impuissance devant les risques d'un conflit nucléaire que pourraient facilement produire les lacunes du néo-capitalisme lui-même aux problèmes posés par les résultats du progrès technique : automation de plus en plus poussée dans le domaine de la production et de la distribution des biens et aussi des services, société de consommation, culture de masse et apparition d'une civilisation de l'abondance et des loisirs devant un Tiers-Monde affamé.

Mais il est inutile d'accuser le socialisme d'hier d'une confusion et d'une incertitude qui affligent encore le socialisme d'aujourd'hui. Il faut plutôt trouver les moyens pour parer à un enlisement plus désastreux encore dans l'incohérence théorique et l'oportunisme idéologique des mouvements socialistes, qui sont directement liées à une faiblesse d'organisation sur le plan politique, cette dernière étant ultimement due à une incompréhension véritable du fonctionnement réel des sociétés dans lesquelles s'insèrent les mouvements socialistes. Ainsi, afin d'échapper à l'inconsistance théorique et à la faiblesse organisationnelle qui furent sans doute les deux principales causes de l'échec relatif des mouvements socialistes dans les sociétés industrielles avancées, il faut que soit entreprise au plus tôt une analyse systématique du système néo-capitaliste régissant la vie tant culturelle qu'économique et politique de ces sociétés. Pour que des hommes comme Lénine puissent faire la révolution en Russie, il fallait au préalable que d'autres hommes comme Marx aient démontré les rouages du fonctionnement de l'économie libre-échangiste et concurrentielle de l'époque; pour que puisse être instauré un régime socialiste dans les sociétés industrielles d'aujourd'hui, il faut que soit faite au préalable une analyse théorique et critique de l'économie sous contrôle de monopoles qui caractérise le néo-capitalisme. Il est vain de croire qu'une action politique révolutionnaire cohérente, basée sur une organisation et une tactique efficaces, puisse découler d'une pensée théorique fumeuse, faite de concepts embrouillés ou, plus encore, réifiés. Cela ne veut évidemment pas dire que la pensée prime l'action ou que la conscience prime l'être, mais plutôt que la théorie et la pratique sont liées dialectiquement de façon indissoluble, et qu'il n'est pas plus possible de fonder une action efficace sur une pensée confuse que d'élaborer une théorie cohérente à partir d'une activité tâtonnante. L'homme est tout autant comportement et agir que con-

science et signification, on l'aliène dès que l'on hypostasie l'un de ces deux aspects de sa réalité.

Ceci dit, il est clair que, en désignant l'inconsistance théorique et le manque d'analyse lucide de la réalité socio-économique et culturelle comme étant la cause de l'échec relatif des mouvements socialistes dans les sociétés industrielles avancées depuis la fin de la dernière guerre, nous ne voulons pas laisser sous-entendre que la faiblesse du socialisme n'a été qu'idéologique. Bien au contraire, les lacunes idéologiques se sont historiquement accrues à mesure que, au niveau de l'organisation et de la stratégie politiques, les partis socialistes et les syndicats se sont faits les valets inconscients du régime capitaliste. Il ressort de cela que seule une activité politique radicale et intransigeante des groupes socialistes peut affermir la pensée théorique, et vice versa. L'analyse systématique des principaux niveaux de fonctionnement de la société néo-capitaliste est le pendant direct d'une action politique rénovée du mouvement socialiste au sein des sociétés industrielles aujourd'hui. La stratégie politique et la critique théorique s'élaborent de concert, et il serait absurde de croire qu'il est possible de se dispenser de l'une ou de l'autre.

Au Québec, en particulier, la formation d'un parti socialiste fortement organisé, unifié sur le plan de la tactique politique à élaborer et à suivre, est intimement liée à l'analyse de notre situation de colonisés en termes non seulement culturels mais aussi socio-économiques et historiques.

Lorsqu'il est question de colonialisme, on pense surtout à la soumission culturelle d'une nation à une autre. La culture, c'est-à-dire la pensée, la langue, les coutumes et les traditions, la psychologie et les oeuvres de la nation dominée, est avilie et comme stérilisée par la nation dominante. Ces primades constantes, cette humiliation et cette dégradation, poussent à un nationalisme exacerbé et inefficace une partie de la nation dominée. Puis, graduellement, cette fraction du peuple colonisé, fraction qui coïncide souvent avec une élite sur les plans culturel et économique, finit par se rendre compte que l'outil majeur de la domination culturelle est la domination économique, le contrôle politico-économique de la vie de la nation colonisée par la nation colonisatrice. Cette élite se sert alors du nationalisme, phénomène idéologique relevant des superstructures, pour trouver l'appui de la population dans le sens d'une reconquête économique dont elle bénéficierait plus, en tant que classe dirigeante, que ne le lui permet son actuel rôle de valet des intérêts économiques de la nation dominante. Utilisant l'ancien nationalisme à des fins politiques, elle le transforme profondément et lui donne un contenu progressiste, contrastant avec son ancienne teinte réactionnaire, contenu qui peut même devenir révolutionnaire au cas où, toujours sous la conduite de la minorité dont nous avons parlé, la nation dominée doit recourir à l'action politique plus ou moins violente pour se libérer de la tutelle socio-économique de la nation colonisatrice.

Cette brève analyse permet de se rendre compte de deux choses importantes pour ce qui a trait à la compréhension de la situation du Québec : (1) le nationalisme, progressiste ou réactionnaire, est un phénomène culturel tendant à évoluer vers l'idéologie politique; (2) la décolonisation, c'est-à-dire la prise de l'autonomie culturelle et socio-économique, par l'action politique, d'un peuple anciennement dominé, est une lutte pouvant être menée aussi bien par un groupe socialiste s'appuyant sur les travailleurs et les paysans que par un groupe capitaliste autochtone s'appuyant sur la petite bourgeoisie et les collets blancs. Ces deux groupes intéressés à la libération nationale se serviront du nationalisme et de la théorie de la décolo-

nisation comme instrument idéologique efficace de l'action politique.

Si la libération nationale se fait sous la direction des intérêts capitalistes québecois, il tendra à se former au Québec une société néo-capitaliste, avec forte intervention de l'Etat et concentrations des décisions politico-économiques aux mains de monopoles. Si la prise d'indépendance est dirigée par un parti socialiste, il tendra plutôt à se constituer une société basée sur l'auto-gestion avec, pour l'Etat, un rôle de coordination des activités socio-économiques et culturelles.

*
* *

Si maintenant, à l'aide de ces remarques préliminaires, on examine l'ouvrage d'André d'Allemagne sur **Le colonialisme au Québec***, il nous sera possible de discerner dans quel sens l'idéologie du RIN s'oriente, en tant qu'idéologie d'un parti politique organisé sur le plan de la stratégie électorale : socialisme ou néo-capitalisme au Québec par la voie de l'indépendance politique.

Tout d'abord, disons que nous ne prenons pas l'ouvrage de d'Allemagne comme étant représentatif de toute l'idéologie du RIN. Pour connaitre cette dernière, sa fluidité et ses tendances plus ou moins divergentes, il faut évidemment tenir compte du programme du parti, des discours et déclarations de certains de ses membres les plus représentatifs (Chaput, Guité, Bourgault, Pouliot, etc.). Cependant, nous ne croyons pas que les conclusions tirées de la lecture du livre de d'Allemagne puissent être sérieusement contredites ou infirmées par des positions incluses dans le programme du RIN ou dans les déclarations et discours de ses membres. Ce qui revient d'ailleurs tout simplement à constater que, malgré son ambiguïté, l'idéologie du parti présente tout de même une certaine cohérence et n'est pas contradictoire avec elle-même.

L'ambiguïté dont nous venons de parler, qui est très révélatrice de l'idéologie du RIN, se retrouve d'ailleurs tout au long du livre de d'Allemagne. Et cela sur deux points essentiels : (1) le néo-nationalisme n'y est pas situé par rapport à l'ancien nationalisme clérico-bourgeois; (2) l'analyse de la colonisation, ce "génocide qui n'en finit plus", ne débouche pas sur une stratégie politique précise, impliquant la mise en relief des forces en présence et le dégagement de celles sur lesquelles le RIN entend se fonder pour faire l'indépendance. Cette séparation qui existe entre l'analyse nationaliste de la colonisation d'une part, la critique de l'ancien nationalisme et la stratégie à élaborer pour faire l'indépendance d'autre part (la première étant seule représentée au détriment des deux autres), est la principale caractéristique du nationalisme décolonisateur — par opposition au socialisme décolonisateur, qui se doit d'insister sur sa différence par rapport au nationalisme bourgeois et sur les groupes, ouvriers et paysans principalement, à partir desquels ils compte élaborer sa stratégie dans le but de faire l'indépendance politique, elle-même moyen de réalisation d'une société socialiste fondée sur l'autogestion.

Reprenons maintenant point par point les divers sujets dont traite l'ouvrage de d'Allemagne : (a) l'essence du colonialisme, le colonisé et le colonialiste ("Introduction", pp. 9-14, "Le colonisé", pp. 91-124, "Colonisateurs et colonialistes", pp. 125-146); (b) l'histoire du colonialisme au Québec et la Confédération ("Historique du colonialisme au Québec", pp. 15-28); (c) l'analyse nationaliste de la colonisation ("Le colonialisme politique", pp. 29-40, 'Le colonialisme économique", pp. 41-60, "Le colonialisme social", pp. 61-76, "Le colonialisme culturel", pp. 77-90); (d) la

---

* André d'Allemagne, **Le colonialisme au Québec**, Renaud-Bray, Montréal, 1966.

stratégie de la lutte politique pour l'indépendance ("La lutte pour la décolonisation", pp. 147-172, "Perspectives", pp. 173-190).

(a) Lorsqu'il est amené à dégager ce qu'est le colonialisme et à faire les portraits-types du colonisateur et du colonisé, l'auteur reste dans le domaine de l'abstrait et du général, reprenant presque intégralement les principales idées de Memmi, Berque et Fanon sur le sujet. Il échoue ainsi à montrer le caractère spécifique du colonialisme au Québec : société industrielle relativement développée mais dominée par une autre société industrielle —tandis que le cas typique de colonisation a trait à la domination et à l'exploitation d'une société non-industrielle ou en voie d'industrialisation (Tiers-Monde) par une société industrielle pleinement développée (Occident). Ce qui fait du nationalisme une réaction à la fois culturelle et idéologique à la colonisation économique et culturelle, phénomène qui relèverait de l'analyse des superstructures et de leur dépendance par rapport aux niveaux techno-démographique et socio-économique de la société, lui échappe également. De cette façon, le colonialisme apparaît comme une abstraction privée de ses fondements réels, comme un concept réifié de la décolonisation. On sait que les théories privées de leur lien avec la base réelle qui leur a donné naissance sont le propre de la pensée bourgeoise.

(b) On retrouve le même genre de lacune lorsque l'auteur entreprend de faire l'historique du colonialisme au Québec. Se limitant au plan juridique et institutionnel, son analyse ne lui permet que de montrer comment la Confédération fut un outil politique ayant servi, et servant encore, à assurer aux canadians une domination politico-économique au Québec, et d'y conserver l'hégémonie que la Conquête leur a donnée depuis longtemps. Cela, nous le savons, et il est un peu facile de se borner à le répéter. Ce que nous savons moins, c'est comment l'ancien nationalisme, de par son attitude face à la Confédération, son interprétation de notre histoire depuis la Conquête et sa politique soi-disant autonomiste, nous a colonisé au moins tout autant qu'Ottawa en faisant prendre à notre économie la même pente que l'économie canadian : l'asservissement au capitalisme américain. Une analyse du rôle du clergé comme producteur de l'idéologie traditionnelle ancienne manière, certains détails sur l'alliance entre nos curés et la bourgeoisie professionnelle et cléricale au Québec, cela aurait pu nous éclairer sur les antécédents du néo-nationalisme cher au RIN. Mais, bien entendu, il n'a jamais été dans la politique d'un groupe bourgeois ou petit-bourgeois de heurter l'Eglise de front (l'appui de cette dernière étant indispensable à un tel groupe, vu le contrôle qu'elle exerce encore par la voie de l'éducation), ni de s'opposer ouvertement à des intérêts internationaux plus puissants que les siens (le capitalisme nord-américain).

(c) Cette attitude idéologique ressort encore plus clairement lorsqu'on prête attention à l'examen que fait d'Allemagne de l'état actuel du colonialisme au Québec. Les pages consacrées à ce sujet, qui constituent sans doute la meilleure partie de l'ouvrage, démontrent approximativement ce qui suit. Le colonialisme joue à tous les niveaux de la vie d'une société : économique, politique, socio-culturel. La libération socio-culturelle est donc solidaire de la libération économique, cette dernière n'étant elle-même possible que par la voie de l'indépendance politique. Jusqu'ici, tout va bien. Sauf que l'on oublie un point capital : on analyse l'asservissement économique et on propose une solution qui l'abolirait, sans toutefois dire au profit de quoi : de la société québecoise toute entière ou seulement d'un groupe privilégié à l'intérieur de cette société ? En prêtant attention à la façon dont l'auteur entrevoit

la libération du Québec, on verra apparaître clairement les raisons de cette omission. (d) D'Allemagne parle de la décolonisation du Québec en invoquant des valeurs humanistes très vagues : dignité, liberté d'autodétermination, etc. . . Il n'analyse pas du tout par quels moyens on doit tenter d'arriver à l'indépendance. Toutefois, on sait par ailleurs que le RIN a choisi à cette fin l'action électorale à l'intérieur du système de partis et dans les cadres de la démocratie parlementaire existant actuellement au Québec. Cela suffirait déjà à mettre en évidence l'aspect réformiste et social-démocrate du RIN.

Mais, en plus, d'autres indices peuvent nous révéler le ou les groupes sur lesquels le RIN compte s'appuyer afin de prendre le pouvoir dans les cadres actuels de la société québécoise. S'il veut prendre le pouvoir, un nouveau parti doit s'appuyer sur une classe dont les partis déjà existant ne représentent pas ou plus adéquatement les intérêts : classe descendante (le parti est alors d'extrême-droite), classe défavorisée (certains secteurs de la classe paysanne, par exemple), ou enfin classe montante. Or, au Québec, à la suite de l'industrialisation et de l'essor économique d'après-guerre, deux classes ont pris une nouvelle importance : la classe ouvrière (particulièrement les ouvriers spécialisés et un rudiment de "nouvelle classe ouvrière"), la petite bourgeoisie (fonctionnaires, technocrates, administrateurs, gérants d'entreprise, enseignants, employés dans le domaine des services relevant plus ou moins directement de l'Etat). L'essor du syndicalisme ouvrier et du syndicalisme des cadres témoigne assez bien de cette évolution.

On peut alors se demander sur lequel de ces groupes le RIN fonde le plus ses espoirs dans le cas d'une éventuelle prise de pouvoir par voie électorale. L'idéologie que nous avons vu se dégager de l'oeuvre de d'Allemagne (représentant pourtant la gauche du RIN), comme de l'ensemble des discours et déclarations venant des membres du parti, nous porte à croire que le RIN se fera de plus en plus le défenseur des intérêts de la petite bourgeoisie québécoise sur les plans tant politique qu'économique et culturel. Cette petite bourgeoisie tend de plus en plus à remplacer notre bourgeoisie traditionnelle (professionnels plus ou moins parasites du colonisateur anglo-saxon), à s'appuyer sur un clergé plus "progressiste" (genre "Maintenant"), et c'est en quoi son nationalisme s'oppose implicitement à celui de l'ancienne bourgeoisie tout en prenant la relève sur le plan idéologique. L'Indépendance du Québec, réalisée dans cette voie, instaurera graduellement ici un régime néo-capitaliste plus ou moins analogue, et asservi, au néo-capitalisme américain.

Si notre hypothèse s'avère conforme à la réalité, dans ses lignes générales, il serait alors illusoire, de la part des socialistes québécois, de croire qu'un parti comme le RIN puisse contribuer directement à la réalisation du socialisme au Québec. Il nous reste donc à travailler à l'organisation d'un parti qui, en s'appuyant sur les syndicats ouvriers et les travailleurs laissés pour compte par les tendances de plus en plus marquées du néo-capitalisme à l'automation, en s'appuyant ausi sur la classe paysanne et sur la nécessité de l'intégrer de façon planifiée à l'économie du Québec, en cherchant enfin l'appui d'une partie de la classe moyenne (employés des services relevant de l'Etat), tendrait à réaliser au Québec un régime d'économie socialiste par autogestion et fonction coordinatrice de l'Etat. Ce parti, pouvant éventuellement émerger de l'actuel PSQ ou le remplacer, élaborerait une stratégie politique définie et cohérente, et utiliserait comme moyens d'action tant l'éducation populaire et la représentation électorale (avec appui tactique au RIN, ou lutte électorale) que l'activité clandestine et proprement révolutionnaire, selon les nécessités du moment et l'état de la situation internationale.

Jusqu'à maintenant, les chances d'un tel parti par rapport à celles du RIN semblent bien minces. Cependant, compte tenu de la crise que commencent à traverser les sociétés néo-capitalistes occidentales, la situation pourrait se renverser plus rapidement qu'on a l'habitude tendance à le prévoir. Le capitalisme libre-échangiste n'a pas survécu à la première guerre mondiale, pas plus que le capitalisme des trusts et des cartels n'a traversé indemne la seconde guerre mondiale : il se peut bien que le capitalisme de monopoles ne survive pas à la crise actuelle.

La question demeure toutefois de savoir par quoi il sera remplacé : par un nouveau type d'une économie aberrante et depuis longtemps inadaptée aux besoins tant des sociétés industrielles avancées que des sociétés en voie de développement, ou par une économie plus adéquate aux besoins sociaux et simplement humains, une économie à base de planification et d'autogestion de la société ? Le travail a aliéné l'homme, le travail et le loisir l'aliènent plus encore aujourd'hui. Viendra un jour prochain où le travail et le loisir ne seront plus aliénation mais création. Mais pour que cela soit, il faut d'abord le vouloir. Il faut que les groupes socialistes, au Québec et ailleurs, le veuillent véritablement. Aucune compromission avec le néo-capitalisme ne fera autre chose que disperser plus encore des efforts qu'il est plus urgent que jamais auparavant d'unifier dans le but d'abolir définitivement un type d'économie et de conception des rapports humains qui est radicalement périmé, sous quelque forme qu'il se présente.

luc racine

littérature québécoise

1. attitude critique.

Dès lors, toute écriture digne de ce nom révolutionne un monde culturel donné. Révolution d'ailleurs polyvalente : anthropologique, politique, esthétique, éthique. Révolution par et dans le style. Par et dans la pensée. Par l'enracinement de l'un et de l'autre dans une situation historique vitale et contingente. Par l'englobement et le dépassement de la banale et sublime existence quotidienne.

Ainsi conçue, toute écriture est un geste, un faire (poien), un acte qui fomente ET une réflexion, une action intérieure, ET une application médiate ou immédiate de cette réflexion, une action extérieure, physique. Réflexion et action correspondant OU à une accolade OU à un combat avec les hommes, les choses, Dieu. Ce qui ne mérite ni le baiser, ni la gifle est néant. Toute écriture est diction et par là témoigne de la positivité de l'homme et de son monde, de l'acquiescement à la réalité actuelle de l'amour de la vie ou contradiction, et par là, dévoile la négativité des idéologies et comportements humains, le malheur de l'homme et ses aberrations multiples, L'acte d'écrire devient une action lorsqu'il projette l'homme dans la plus haute dimension créatrice de son être par le moyen d'une **réflexion critique visant à instaurer de nouvelles valeurs,** visant à approfondir et à renouveler le sens de la vie. L'action d'écrire suppose un risque total fondé sur une nécessité vitale, spirituelle, viscérale. Risque qui est engagement implicite ou explicite. Une oeuvre à l'intérieur de laquelle il est impossible de déceler un engagement, une philosophie de l'homme, n'a point à exister. On écrit pour et contre. Simultané-

ment. Pour la vérité d'abord. Une beauté qui ne renvoie pas à une vérité est une extorsion de conscience. Pour la liberté, pour la dignité, pour la vie. Une vérité, une beauté qui ne s'ouvrent point à ces valeurs ne peuvent que rendre l'homme narcissique, donc aliéné. L'important, c'est de passer dans et par l'écriture, le plus haut degré de conscience humaine.

Le degré de profondeur de la critique et de la création est directement proportionnel à l'acuité de la conscience perceptive d'un monde donné. On sait que l'oeuvre critique introduite dans l'oeuvre artistique naît du sentiment d'insatisfaction éprouvé face à un réel qui n'est pas à la mesure du désir. Toute oeuvre comporte une certaine dose de réquisitions. Est mort qui ne réclame point l'évolution multidimensionnelle et plurivalente de l'humanité. Qui ne désire rien, n'est rien. Puisque le premier projet intérieur de l'homme est l'assomption de son être dans CETTE existence. Dans le visible et le pondérable. Le désir et la critique vont donc de pair. A la fois création et destruction. DESTRUCTION CREATRICE. La seule qui soit valable. Quelle oeuvre authentique ne comporte pas alors, au moins dans ses structures sous-jacentes, un degré certain de destruction créatrice par le biais de la critique radicale et prochaine ou tout au moins lointaine, d'une société ou mieux, d'une culture. "Car il est des îles aurifères et l'on ne voit point l'or luire sur toutes les molaires".

C'est donc, en dernier ressort, d'une attitude critique, qui sied beaucoup plus à l'artiste lui-même qu'au chroniqueur, que peut jaillir la création des valeurs nouvelles coïncidant avec les réalités nouvelles. Car la critique propulse la création en l'intensifiant et réinvente l'homme dans son monde. Bien sûr, la tradition est salutaire mais en autant qu'elle sert de tremplin vers l'avenir et qu'elle récèle la sédimentation des divers degrés de la conscience historique. Elle peut être nécesaire en tant que retour aux sources. Elle peut être aléatoire en tant que pure archéologie historique. C'est une piste d'envol, non l'envol lui-même. De toute façon, il faut en sortir. Le point capital, c'est d'écrire ici et maintenant pour un ici et un demain qui peuvent et doivent devenir internationaux. Un authentique écrivain québécois doit pouvoir supporter toute comparaison qualitative avec les meilleurs écrivains de tous les autres pays. S'il n'en est pas ainsi, la littérature canadienne française accuse un retard. Normal, vous me direz. La tradition est maigre et sur le plan de la quantité et sur le plan de la qualité. Mais il est inutile de pleurer trois océans de larmes sur l'invisible et l'inaudible. Il faut créer des oeuvres notoires. Ou subir l'éclipse. Le génie vient quand on lui donne des coups de pied au cul. C'est pourquoi toute écriture critique et créatrice doit se doubler d'une auto-critique. La règle primordiale: transmuer la forme en réflexion, transformer la réflexion en formes. Et exigence formelle ET exigence réflexive. Sans jamais quitter le projet de réinventer la vie. C'est la seule façon de reculer l'absurde existentiel : l'habitude aliénante.

Critiquer une oeuvre, c'est donc (sommairement ceci n'est pas un essai) rechercher les axes et pivots de ses convergences esthétiques et idéologiques. C'est tenter d'en dégager les structures thématiques et leurs incidences directes ou indirectes dans le monde culturel contemporain. C'est tenter de savoir (car tout n'est que tentative dans la prospection et la compréhension d'un individu, comment un auteur écrit et pourquoi il écrit de telle ou telle manière. C'est tenter de savoir comment un homme qui écrit au QUEBEC (car c'est de l'écriture québécoise qu'il sera question ici) comment un écrivain d'ici peut être **nécessaire ici** à partir du dévoilement de sa pro-

pre nécessité d'écrire. Dès lors, peu importent son caractère, son physique, ses excentricités sociales, ses indocilités et indolences, ses croyances et incroyances. L'objectif, c'est l'oeuvre écrite. Je ne dis pas qu'il est inutile de connaître la vie de l'homme pour mieux approfondir celle de son oeuvre. Mais le risque est grand alors de tomber dans la critique subjective, psychologique ou critique d'humeur. Laissons cela aux journalistes. L'essentiel, c'est l'oeuvre, le reste est biographie, utile mais secondaire. Il faut donc que l'écriture d'un auteur lui appartienne en propre et qu'elle contienne une continuité même dans la variété, une cohérence même sous l'apparence d'un désordre, bref, une **unité qui la rende efficace** ET dans la réinvention du langage poétique ou romanesque ou autre ET dans la réinvention du QUEBEC et du monde entier. L'oeuvre doit donc être efficace i.e. critique et créatrice autant dans la pensée qu'elle propose que dans le style, dans la rythmique, dans l'imagerie qu'elle invente pour situer son auteur dans CE monde, pour ou contre lui. Mais au fond, toujours pour une vie meilleure. Sinon, l'oeuvre n'existe pas.

D'autre part, l'oeuvre doit être critiquée et eu égard à sa propre évolution ET eu égard à l'évolution de son genre.

Ce qui précède n'est encore qu'un bref aperçu des intentions et tendances qui motivent l'écriture de cette chronique littéraire. En résumé : toute oeuvre qui ne dégage pas un éventail de significations utiles à la conscience québécoise, toute poéticaillerie fantaisiste (on n'écrit pas pour s'amuser) romantique, sentimentaliste, orthodoxe et statique i.e. en dehors de la présentation d'une nouvelle vie pour le corps et pour l'esprit, en dehors de l'élucidation des mythes, en dehors du renouvellement des formes scripturales, se verra l'objet d'une destruction ou par la parole ou par le silence. Et qu'on ne vienne pas nous dire que tout a été inventé. Tout a été ébauché peut-être, mais tout n'a pas été mené à son point ultime d'évolution. Car l'équilibre se situe dans la confrontation des extrêmes. Il faut aller au bout de soi. Crever en chemin s'il le faut. Pour être digne de s'appeler écrivain. Un seul livre ne motive pas ce titre et si oui, rarement. On est écrivain comme on est plombier. Toute sa vie. Ou alors on n'est ni écrivain ni plombier. Si l'on change de métier, c'est qu'on n'avait rien à foutre dans le premier. En ces temps-ci, il nous faut une littérature de cascadeurs. Mais signifiante. Il faut opposer l'extrême aliénation du passé à l'extrême libération de l'avenir pour qu'aujourd'hui ait un sens qui nous appartienne. Et il est fort possible que la véritable révolution ici se fasse par les poètes. TOUS les poètes. Les artistes.

2. les éditions esterel

Il y a un renouvellement, une relève des éditions de poésie à Montréal : les éditions ESTEREL. Fondées en mars 65, les éditions ESTEREL témoignent d'une vitalité et d'une productivité encore trop inconnues ici. Liste des parutions depuis la fondation: Michel BEAULIEU (le nerf de cette compagnie) : **L'apatride** et **Le pain quotidien;** Luc RACINE : **Les dormeurs** ; Nicole BROSSARD : **Mordre en sa chair ;** Gérard ETIENNE : **Lettre à Montréal ;** Gilbert LANGEVIN : **Un peu plus d'ombre au dos de la falaise ;** Raoul DUGUAY : **Ruts.** Liste des parutions prévues : (deuxième semestre 66) Jean SIMARD : réédition de son roman **Félix ;** Serge LEGAGNEUR : **Textes interdits ;** Louis-Philippe HEBERT: **Les épisodes de l'oeil;** Gilbert LANGEVIN: **Noctuaire** et **Pour une aube ;** (premier semestre 67) Luc RACINE : **Les dormeurs II ;** Michel BEAULIEU : **Erosions ;** Raoul DUGUAY : **or le cycle du sang dure donc.** Bilan : 9 auteurs, 14 recueils de poèmes, un roman. Voilà qui prouve trois choses: L'ESTEREL édite des poètes étrangers devenus québécois (ETIENNE et LEGA-

GNEUR); un poète maudit, oublié trop longtemps : LANGEVIN (quatre oeuvres); l'ESTEREL mène à la fois une action quantitative (15 livres en un an, c'est assez révolutionnaire) et qualitative dans les éditions de poésie québécoise (il n'y a pas de pures pertes dans les auteurs cités, donc une certaine rigueur préside dans la sélection des oeuvres). Ce qu'il y a de remarquable, c'est que l'ESTEREL édite des jeunes et représente une accélération nécessaire dans les éditions québécoises. Conclusion morale : c'est en éditant des oeuvres en grande quantité que nous produirons des auteurs en quantité et un jour ou l'autre, de très grande qualité. Et ce jour n'est pas loin.

GILBERT LANGEVIN

3. poète maudit

Né à Rivière-aux-Dorés, Haut Saguenay en 1938 , Gilbert Langevin, alias Régis Auger, Carmen Avril, Daniel Derame, Alexandre Jarrault, Carl Steinberg, Zéro Legel, Gyl Bergevin, a publié à ce jour cinq recueils de poèmes (ou plaquettes): **A la gueule du jour,** (1959), **Le vertige de sourire** (1960), **Poèmes-effigies** (1960) **Symptômes** (1963) et **Un peu plus d'ombre au dos de la falaise** (1966). Les quatre premiers aux éditions ATYS dont il est le directeur-fondateur et le dernier à l'Esterel. Il a écrit en plus dans Passe-Partout et dans les Cahiers Fraternalistes (Silex). Il a dirigé des récitals de poésie au Bar des Arts et au Perchoir d'Haïti (Batèche-Batouke). Somme toute, voici un poète actif et efficace dont on a sous-estimé la nécessité.

L'une des plus grandes constantes de sa poésie tridimensionnelle (historique, mystique et socio-politique) est la contingence de l'existence. Chose curieuse, il a assumé des influences beaucoup plus philosophiques que poétiques : Gabriel Marcel, Emmanuel Mounier, Jaspers, Nédoncelle, Berdiaev, Kierkegaard, Sartre, Max Stirner. On reconnait dans sa poésie un côté médiéval dû sans doute à ses liaisons avec Duns Scot, Saint-Augustin ; et parmi les littéraires qui lui ont ouvert des portes sur une nouvelle compréhension de la poésie et du monde, retenons Raphael Alberti, George Trakl, Huisman, Zola et Valéry. On distingue dans l'influence de ces penseurs, des attitudes fraternaliste, personnaliste, spiritualiste, existentialiste et naturaliste. Cette philosophie se retrouve dans l'ensemble des oeuvres de Langevin pour qui l'écriture est "le miroir de l'existence", pour qui tout est deux, pour qui "la diversité sauve de l'absurde" parce que "le monde n'a pas UN sens, mais MILLE. Voilà pour ce qui resort de l'interview.

Mais je vais tenter ici une brève rétrospective de la poésie de Langevin. Il va de soi que cette chronique ne peut prétendre à l'exhaustif. Tout au plus pouvons-nous rechercher la continuité de ses écrits à travers la découverte des transitions et le dévoilement des thèmes et de la symbolique. Mais avant de passer à une telle analyse, il est nécessaire, je pense, de s'arrêter un peu sur le vocabulaire de Langevin.

L'invention d'un vocabulaire personnel chez lui, coïncide assez avec une certaine difficulté de dire. Ainsi, les termes "poéscope, poérifique, poégrammes, poégraphie, poèse, poétude, poéglise" montrent à quel point l'auteur conçoit la poésie comme activité polysignifiante tantôt lui accordant une valeur panoramique, une manière de représenter l'imagerie cosmique, tantôt la concevant comme un stimulant, une vitamine, une drogue, tantôt encore la voyant cristallisée par la graphie et enfin la reconnaissant comme salvatrice et mystique, comme une nouvelle religion au-dessus de celles qui existent ainsi que le montre bien ces deux vers écrits dans **A la gueule du jour** dans le poème "Captivité" :

Si jaillissait au moins de ma tête
en campanile
Le premier angélus
de quelque délivrance.

Ailleurs il inventera des adjectifs, des substantifs, des verbes pour intensifier la signification : québécaillerie, hors-la-joie, novembresque, ténébrume, siphoniaque, golgotown, silencier, cendrifier. Ces néologismes sont de bon aloi et mettent du piquant dans sa poésie, car il n'en abuse pas. Lorsqu'un poète invente des mots nouveaux, c'est qu'il refuse, du moins en partie, la finitude des mots connus et partant, tout un vocabulaire imposé.

Ici, le néologisme traduit le réel en le **composant** de poésie. Il marque un besoin de signaler la présence d'un être unique irréductible à l'impersonnel de l'accoutumance langagière quotidienne. L'invention amplifie l'appartenance à un monde verbal donné et en critique la standardisation. Lorsqu'un homme crée un mot par lequel d'autres peuvent le reconnaître, il lui semble voir une adéquation entre son langage personnel et sa présence dans la mémoire des hommes. Il lui semble qu'il peut demeurer par sa parole et qu'ainsi reconnu par ce qu'il a d'unique en lui, il peut reconnaître le monde.

Si l'on tente de caractériser la poésie de Langevin, on y verra sans doute le dualisme de la nature et de la culture, coïncidant avec les extrêmes de la vie et de la mort, de la grâce et du blasphème, de la beauté et de la laideur, du passé et de l'avenir. Les thèmes se recoupent sans cesse dans son évolution sur les bases d'un lyrisme naturaliste où peuvent germer la fraternité entre les personnes et la spiritualité de leurs rencontres. Tout ce qui freine la marche de la fraternité, de l'appartenance à une même existence, s'appelle culture fonctionnalisée, technocrate, nauséabonde. Entre ici la dimension critique de la société et de la politique (polis : ville), avec cette exigence du retour aux sources vives. Cette poésie recherche la paix sans jamais être pacifique. Elle est essentiellement critique et sans doute plus existentielle que formelle, plus virulente et angoissée, plus nerveuse et viscérale que contemplative et confortable. Une pauvreté de l'être est dénigrée dans l'oeuvre entière. Un manque. Un vide. Poésie de bohème, poésie prolétarienne où la laideur et le rêve avorté asphyxient l'âme et sabotent les chances de vivre vrai :

Comme une sale pipe aux lèvres
d'un bohème
A la gueule du jour
pend mon rêve souillé
Aux confins de toute cette misère, la tentation du suicide qui serait une délivrance; un regard froid et souriant sur la mort :
Sur les petits journaux les baisers oculaires
Que je donne aux avis de décès
(in A la gueule du jour)
Quand regagnerai-je mon royaume initial
Celui de n'être rien qu'un peu de limon
(in Symptômes)
Tout se passe comme dans un arbre mort
où l'espoir se dessèche inexorablement
(in Un peu plus d'ombre . . .)
le vertige de sourire face au vide
(in Le vertige de sourire)

Poésie agonisante parfois mais résurrectrice aussi. Jamais la mort ne monte jusqu'au coeur. On croirait toujours que tout va finir, puis soudain, dans le tournant d'une page, l'espoir qui tout à l'heure "poussait comme une mauvaise herbe" comme une ilusion, redevient positif et le volte-face s'accomplit :

Encore une fois laisse-toi prendre
Au jeu du sauvetage
....
j'allais frapper aux portes du suicide
quand soudain
sous mon palais revint
même ce goût de vivre
(in A la gueule du jour)

je désamorce mon suicide
(in Un peu plus d'ombre . .)

Poésie ambivalente. Poésie qui donne la lumière et la reprend, qui dit alternativement oui et non à la vie. Mais lorsqu'elle reprend vie, c'est pour dénoncer la souffrance, l'ennui, la haine et la ville tentaculaire, dénaturalisée :

ouest est nord sud barricades d'ennui
baraques de haine sans fleurs ni rires
détresse immense comme l'idée d'une
tombe
couverte de boue et d'excréments
(in Le vertige de sourire)

Et à nouveau "l'ombre colle à ses semelles". Poésie sans cesse inquiète, mais qui ne veut pas quitter le combat. Poésie lucide et parfois satirique, acerbe devant l'humiliation imposée par les magnats politiques. Ainsi cet éloge à l'envers à feu Duplessis, sous forme litanique :

rouche à richesses
terreur des pauvres
épouvantail à gogos
(in Silex 5)

Et toujours cet "exil volontaire" qui signifie "survivance". Survivance rendue possible grâce à un retour à la nature. La nature est un mode de compensation au rejet de la société "où règnent taupes et caméléons". Les animaux deviennent les frères du poète. Là enfin il trouve la fraternité impossible chez les hommes.

Mais c'est dans **Un peu plus d'ombre au dos de la falaise** que Langevin atteint au meilleur de lui-même et de la poésie. Recueil de beaucoup supérieur aux autres parce que le plus unifié et le plus évolué et au point de vue formel et au point de vue de l'expression du monde actuel. Recueil-synthèse de tous les autres où le thème de la pourriture (égouts, bouse, ordure, cloaque, fiente, excréments, déchets, fange, crasse, gouache, cendre) s'insère dans le refus du "ciel irrespirable" de la ville. Une nausée devant ce "monde infect" où "la journée se passe de commentaire ailé" où le "rêve bute sur l'asphalte", à l'aube, le matin, le midi, le soir. Une nostalgie du paradis perdu : "Saguenay fougeux de notre enfance flambante'. Le vent et la nuit traversent l'homme de la ville jusque dans ses os : "vent de glace, vent de sépulture". Bref, la première partie parle du désertique intérieur, du travail difficile des hommes de la rue aux épaules blessées par tant de poids à supporter. Une sorte de nocturne hivernal où le "sourire est un outil rouillé dans l'espace inoxydable" où "trop de désirs pâtissent au fond de l'obscurité". Partie noire et douloureuse mais qui se termine par l'une des plus belles pages du recueil, ce poème où il est dit que "toute beauté prend racine dans une blessure" poème d'espoir, poème prophétique, qui semble assumer toute la négativité aliénante de l'homme mais aussi sa possibilité de vivre mieux.

La deuxième partie est beaucoup plus incisive, beaucoup plus descriptive, mais dans la même veine désertique que la première, c'est-à-dire, collée au quotidien, à la neutralité du quotidien. La troisième partie diffère des deux autres par sa cérébralité, un certain hermétisme, mais on pourrait y voir la création d'un monde tout à fait personnel en opposition avec la réalité quotidienne. Poésie statique dans le sens d'un recul vis-à-vis du monde réel. La partie la plus riche me semble la quatrième qui contredit la troisième et reprend au niveau socio-politique, les deux premières mais avec plus d'ampleur et plus de fureur. Tandis que la troisième partie semblait en quelque sorte silencieuse, averbale devant le monde, la quatrième reprend parole et le poète le dit dès le début :

jadis je logeais au motel de l'azur
j'étais curieux comme une fenêtre
quand subite la parole éclate dans la vitre
déchirant les draperies de mes rêveries
j'ai croupi longtemps sur la plage
averbale

On y voit le poète tentant de se dégager de la mémoire du vide, effectuant un retour à la ville (les oracles de néons au fronton de la ville) en désertant les autels; bref, passer de l'hier au demain, rejaillir dans l'espoir, sortir "des hommes aux mains tachées de ciel" pour retomber sur la terre, rejeter l'alliance oedipienne, bousculer les vieillards qui crient : gare au gouffre, quitter le "village de son enfance", dénoncer la haine, la guerre, la violence, la frigidité de la patrie, réclamer :

L'amour contre fléaux s'est révélé
rempart
pourquoi donc ériger d'autres murailles

et enfin, retrouver son "étoile salvatrice", la femme, faire éclater les "oasis d'ignorance sous la poussée de l'air neuf" et conclure par un bilan qui fait désespérer de tout ce qui précède où tout se néantise et devient déception :

au préau de l'aurore
l'amour tombe à l'eau
.....

l'étoile-déception fornique à l'est

Ainsi, cette poésie est désespérante et maladroite et séquestrée mais demeure tentative d'espoir. Langevin a ceci de particulier, qu'il fait des bilans où il récapitule le passé pour se mieux situer dans le présent et s'essayer à un nouveau départ. Ainsi, **Le vertige de sourire** commence par une tentative de sortir "du labyrinthe du passé" et finit par l'exil volontaire, mais exil pour lui positif et salutaire car retour à la nature fraternaliste. **A la gueule du jour** commence par "Le **vent** dit sa prière / à l'**aube**", donc, continuité naturaliste et se termine par "Face à demain" un certain bilan qui propose une sortie du passé : mais le dernier poème marque l'ambivalence entre la parole et le silence. **Symptômes** commence au passé, entre dans le présent par un autre bilan, marche vers la joie recueillie chez la femme, vient "à deux cheveux d'avouer l'échec total" puis l'"espoir se rallume" et l'"exil vaut dêtre vécu" car "l'amour enchaîne l'**ombre** / à l'isthme de l'**exil** notre survivance". Enfin, **Un peu plus d'ombre au dos de la falaise,** renoue dès les premiers vers avec la fraternité des bêtes (cf. Le vertige de sourire) commence par une "**Moisson** de neige amère" et finit de la même façon : "l'hiver demeure encan de **manne** stérile. Mais comme d'habitude, les deux dernier vers rachètent tout; et promettent une nouvelle ambivalence entre **Noctuaire** et **Pour une aube,** deux recueils à venir. Ainsi s'entrechoquent dans un même poème la lumière et la nuit, le feu et la neige, l'espoir et le désespoir :

.....
qu'on détrône les écueils
fleuve sera forêt de flammes

Il est clair que la symbolique de Langevin est dualiste et repose sur une cosmogéographie dont les pôles (universels) sont les quatre grands éléments qui s'appellent et se repoussent : l'eau (la neige) et le feu, l'air et la terre. Dans chacun de ses recueils de poèmes nous retrouvons ces éléments et cette continuelle ambivalence entre le jour et la nuit, ce perpétuel combat entre ce qui se lève et ce qui tombe.

L'écriture formelle de Langevin s'est grandement améliorée depuis **A la gueule du jour.** Elle a gagné en densité. Lhomogénéité du style y accentue une recherche du repos. L'inversion, rappel de l'écriture médiévale, permet avec assez de pertinence de varier les rythmes, et l'ellipse, utilisée en général dans les simples nominations, et qui, dans les vers substantifs, permet à la fois une économie de langage et une épuration du vers, mais ce procédé bloque parfois le rythme. Enfin, pour donner plus d'intensité et plus de vivacité à sa rythmique, Langevin a recours à la répétition et à l'énumération. A remarquer : dans la troisième partie de son dernier recueil, il y a adéquation entre le silence qui y règne en même temps que la solitude et la brièveté des groupes de vers tandis que dans la quatrième partie, où il revient dans

la réalité mondaine, la parole qui s'y veut critique et miroir de la société coïncide avec un vers généralement plus généreux. D'autre part, la deuxième partie, a comme constante des poèmes de cinq vers (moyenne) marquant encore ici, l'aspect désertique de cette partie. Il serait intéressant de regarder de la première partie où les groupes de vers font des crescendos et des décrescendos, ce qui pourrait être l'amorce d'une nouvelle rythmique qui se situerait non à l'intérieur du vers mais dans les enjambements de groupes de vers.

Gilbert Langevin est l'un des poètes les plus importants du Québec. Ses oeuvres prochaines le prouveront. C'est un humaniste nécessaire.

4. mon petit monde à trois pattes de Robert Lorrain

Curieux de monde que ce monde à trois pattes. On y trouve une certaine dénonciation de la servitude aveugle, de la "singétude" humaine, de l'asphyxie métropolitaine, de l'inconscience et du confort, de la "bétitude ignorante" de la guerre et de la faiblesse. Un refus total des règles dans un délire verbal heureux de ne pas savoir où il va pour préconiser une révolution qui n'est qu'anarchie inutile. Manque total de cohérence. Profusion de néologismes impertinents et soufflés. Mais quelques idiomes typiquement québécois de belle venue. Rythme orgiaque et fureur de vivre. Fleur qui se veut unique mais qui flétrit vite dans cet empilement de mots, de pléonasmes et de fautes de toutes sortes. Le début semblait enfin nouveau et coriace; après une déclaration qui donne comme meilleure preuve de son existence, sa fonction excrétoire l'écrivailleur a donné la mesure de son génie.

Cette poétique "de la spirale", "loi qui nous ramène toujours au début" fait que la première page suffit et que l'imagination infantile qui progresse ou plutôt régresse jusqu'à la fin, est inutile et sotte. Bref, Lorain a de bonnes idées peut-être, mais il ne sait pas comment les passer. Cette débauche verbale qui prétend inventer un nouveau rythme nous laisse croire que Lorain fut incarcéré durant 20 ans au cloître et qu'il eut mieux valu pour lui d'y rester. Question d'apprendre à écrire.

raoul duguay

24 août 1966

---

2. —

au Québec : le parti unique

A chaque élection provinciale, au Québec, les gros canons du commentaire politique se mettent à saliver. Mais, entre Jean Pellerin qui prédit une victoire facile des Libéraux avant le cinq juin et qui attribue ensuite leur défaite à la pègre qui a travaillé pour Johnson parce qu'elle avait peur de Wagner ; Claude Ryan qui met la défaite libérale sur le compte de l'arrogance tranquille de Jean Lesage ; le R.P. Brouillé selon lequel le peuple a voulu mettre "un cran d'arrêt à cet élan un peu fou qui semblait s'épuiser de lui-même faute d'objectifs réalistes", et Aujourd'hui-Québec pour qui le peuple veut "le progrès, mais le progrès dans l'ordre", la différence n'est pas grande. C'est tout simplement celle

qui sépare la bêtise pure de l'observation superficielle des faits et c'est, dans tous les cas, une critique des apparences.

Jean-Marie Nadeau écrivait dans ses "Carnets politiques" que ceux qu'on appelle les "grands argentiers" des vieux partis faisaient antichambre côte à côte dans les bureaux des compagnies-mères qui ont des succursales au Québec, quand venait le temps de recueillir des fonds pour la caisse électorale.

Sous les apparences, c'est cela qu'il faut déceler et analyser. C'est de là qu'il faut partir. Tout ce qui distingue un gouvernement québécois d'un autre gouvernement québécois, c'est la façon dont il distribue les miettes qui restent à la province après que les grosses exploitations minières, forestières ou autres se soient servies.

Les grandes entreprises à capitaux américains ou anglo-saxons ont trop d'intérêts ici pour courir le risque qu'ils soient mis en balance par le passage au gouvernement d'un parti ou d'un autre. D'un gouvernement à l'autre, c'est toujours elles qui sont au pouvoir, en fin de compte. Depuis cinquante ans, c'est-à-dire de Taschereau à Johnson en passant par Duplessis, Sauvé Barrette et Lesage, on ne peut pas trouver une scintille d'un quart d'un centième de législation qui aurait remis en question l'empire des grands monopoles qui contrôlent l'économie du Québec.

C'est d'ailleurs sans surprise que l'on a appris, lors de la fameuse affaire des lettres de Kierans au Ministère américain du commerce, que les succursales des compagnies américaines au Québec ne sont même pas tenues de soumettre au gouvernement du Québec leurs états financiers et leurs projets d'investissements.

A ce niveau, les gouvernements qui se succèdent sont court-circuités, neutralisés, inexistants.

La véritable lutte d'influence se fait au niveau immédiatement en dessous, c'est-à-dire à l'échelle du principal capitaliste national : l'Eglise. Seule l'Eglise, au Québec, représente une force aussi grande que les partis traditionnels. Le capitalisme anglo-saxon et américain est trop puissant pour notre gouvernement et celui-ci lui fout la paix. Ce n'est pas un hasard si le Supérieur d'au moins un collège classique du Québec a enjoint ses finissants et ses professeurs religieux à voter pour un changement de gouvernement de manière à assurer le maintien de la confessionnalité dans l'enseignement et si, un mois après les élections, l'Union Nationale décidait de consacrer $800,000 de plus à la pratique du culte et de la pastorale dans les écoles régionales.

En d'autres termes, au Québec, nous vivons dans un régime de parti unique. Ce qu'on appelle le progrès accompli depuis 1960 et qu'on porte à l'actif du gouvernement Lesage, c'est tout simplement la queue de l'incroyable boom de l'économie américaine qui a effleuré l'économie du Québec. En dehors de ça, d'un parti à l'autre, d'une période libérale à une période unioniste, le seul signe extérieur d'un changement de gouvernement, c'est que les syndicats soient plus ou moins satisfaits, que la Chambre de Commerce soit un peu plus ou un peu moins écoutée, que l'assurance-santé viendra un peu plus tôt ou un peu plus tard, que la révolution (quelle inflation !) sera un peu plus ou un peu moins tranquille, que les fiefs du clergé sera un peu plus ou peu moins tranqui-qui-le et que les fiefs du clergé seront un peu plus ou un peu moins protégés.

Quant à ce qui est vraiment sérieux, les empires économiques : compagnies minières, industries des pâtes à papier, marché intérieur des produits agricoles, expropriation des établissements terre-neuviens dans le Labrador québécois, etc . . . tout ça, ça s'appelle "touchez-y pas !"

Corrolairement à cet état de faits, nos hommes politiques sont passés maîtres dans le verbal, dans le slogan nationalistes : "Québec n'aceptera jamais de directives d'Ottawa", "Le Canada français avant la

Confédération", "Québec d'abord", "Maitres chez nous" et quoi encore. On se donne l'illusion d'avoir un mot à dire dans la politique du Québec, on se joue la comédie parlementaire, on se fait des guilis-guilis de bords en bord de la Chambre à tour de rôle et on recommence.

Et il se trouve des gens sérieux pour dire : vous savez, le parti libéral a été battu parce qu'il était trop à gauche. Ou encore : l'Union nationale a été élue parce qu'elle incarne les besoins immédiats du peuple, etc . . .

Un autre côté drôle des dernières élections, par ailleurs, c'est que le parti libéral ait obtenu la majorité des voix, que le RIN se tienne pour le véritable vainqueur des dernières élections" et que le PSQ affirme que c'est lui qui, avec le RIN a fait battre le régime Lesage. Alors si on comprend bien, le seul parti qui ait vraiment perdu les élections, ce serait celui qui est vraiment au pouvoir . . .

Ce qu'il faut dire et répéter, c'est que le Québec est téléguidé. Il ne peut aller où il veut aller. Il ne peut aller que là où Domtar, Consolidated Paper, Dosco, Power Corporation, Iron Ore, Noranda Mines, Dominion Textiles et bien d'autres, veulent qu'il aille.

Le mécanisme est très simple. Il vient un moment où sous la pression des syndicats, ou de spécialistes ou tout simplement du peuple, le Québec décide de se comporter comme un état digne de ce nom et, par exemple, d'inventorier ses richesses minières et d'exploiter au profit de sa population celles qui ne le sont pas encore. Le projet est déjà lancé en grandes pompes. Il y a des gros titres dans les journaux. Tout le monde est content. Puis tout retombe dans le silence. Un peu plus tard, on reconvoque les journalistes et on leur dit que vu l'état délabré des finances du Québec et vu certaines priorités à respecter, la province est forcée pour l'instant de reporter ce projet aux calendes grecques, mais que les études se poursuivront. Que s'est-il passé entre-temps ? Les grosses compagnies se sont rendus compte que le dit projet menaçait leur hégémonie, leurs marchés et leurs ressources en matière première et alors le jeu des pressions a commencé : "vous allez faire fuir le capital étranger", "c'est du socialisme et le socialisme c'est dangereux", "vous allez faire peur aux touristes", et le tour est joué.

Le projet Sidbec a subi le même sort. Plus de six millions de dollars serviront ou ont servi à étudier le projet. Québec deviendra bientôt la capitale mondiale des études de rentabilité. Qu'on ne se demande pas pourquoi. Le gros capital ne permettra pas au Québec d'aller dans ses plates-bandes, tant que durera la situation actuele.

Le résultat le plus patent de l'état actuel des choses, c'est que l'économie québécoise est dans un cercle vicieux : pas d'investissements étrangers sans anarchie; pas de progrès réels sans planification. Au 17 juillet dernier, le Québec encore 42% des chômeurs du Canada. Et si par hasard, le Québec voulait, par exemple, protéger le marché intérieur des produit agricoles contre les importations américaines, le gouvernement fédéral lui tomberait dessus au nom de la loi sur les pratiques restrictives du Commerce. Ainsi, au carcan d'une économie téléguidée de l'étranger, s'ajoute le carcan confédéral. Et il se trouve encore des minables pour dire du fédéralisme : essayons-le vraiment; épuisons-en tous les recours avant de nous séparer; allons chercher à Ottawa ce qui nous revient de droit avant de parler d'indépendance; tentons l'expérience jusqu'au bout, et quoi encore.

Le Québec est entré dans une ronde infernale : gros investissements de l'étranger, impossibilité de plus en plus grande de toute planification, chômage structurel grandissant. Ce n'est pas l'indépendance du Québec, c'est sa dépendance actuelle qui le met dans un état de dépression éco-

nomique, c'est sa dépendance actuelle qui lui coûte cher. Car c'est le Québec qui écope de l'anarchie de l'économie. C'est le Québec qui paie la note pour rétablir un équilibre artificiel et assurer un semblant d'harmonie au développement de son économie. Les grèves coûteuses vont se multiplier pour l'alignement des salaires sur les plus élevés et des conditions de travail les plus favorables. Le chaos va s'accentuer et, à plus ou moins longue échéance, la dépendance du Québec va le paralyser complètement. Et il y aura des gens pour dire : l'indépendance du Québec n'est pas rentable, mais ils ne diront jamais pour qui.

Entre-temps, tout ce qu'il reste à la gauche à faire, c'est de lutter pour obtenir la représentation proportionnelle en chambre et de diffuser le plus possible une description véridique de la situation au Québec.

éphémérides bleues

16 juin

"Si Québec construit Sidbec, il y aura une aciérie de trop. Notre usine de Contrecoeur peut alimenter tout le marché québécois", **M. C.M. Drury**, président de Dosco Steel Limited.

28 juin

"Au niveau des principes, le nouveau gouvernement du Québec se montrera intransigeant dans ses demandes à Ottawa au sujet des problèmes constitutionnels. Cependant, dans ses discussions et ses négociations, il adoptera une attitude qui sera probablement conciliante". **Daniel Johnson.**

3 juillet

"Le projet d'assurance-santé est remis à plus tard". **M. Jean-Paul Cloutier,** ministre québécois de la Santé.

10 juillet

"Félicitations, Monsieur Johnson, pour votre décision de procéder avec prudence dans l'établissement d'un plan d'assurance-maladie". **La Chambre de Commerce du Québec.**

18 juillet

"Québec peut obtenir ce qu'il veut dans les cadres de la Confédération". **Daniel Johnson.**

29 août

"Le Québec passera avant le Canada". **Jean-Noël Tremblay** lisant un texte de Daniel Johnson.

début septembre

"Il n'y a aucun lien entre la signature du contrat Hydro-Brinco et le problème des frontières du Labrador". **Daniel Johnson.**

6 septembre

"Québec ne contrôle pas les leviers de son économie". **Paul Dozois,** ministre des Finances du Québec.

p. p.

en un combat même plus douteux

"Le plus pur interprète du genre des films de comédie, la mascotte des esthètes petits-bourgeois d'aujourd'hui, c'est Jean-Luc Godard." "Ce que ce film montre avec une brutale clarté, c'est l'absence totale de toute intégrité créatrice dans l'Oeuvre de Godard ainsi que son incapacité d'entretenir des pensées profondes. LA FEMME MARIEE, caractéristique du genre bande dessinée, est un irritant pastiches de rien du tout, absolument rien. Une masturbation cinématographique." "VIVA MARIA n'est pas aussi détestable . . . "

Lit-on d'aussi infantiles déguculasseries dans "La veillée des chaumières",, "Candide" ou "Aujourd'hui Québec" ? Que non : dans "Combat" (août 66), dans l'ignoble revue des films de N.E. Story. Que l'inclinaison d'une caméra à 90° ou l'alternance négatif-positif, voulues par Godard pour des raisons que tout spectateur comprend, soient pour N.E. Story "simples baguenaudages", voilà qui prouve simplement une impuissance absolue à voir des films en tant que tels. Ecrire qu'on n'a pas vu encore au Canada PETIT SOLDAT et CARABINIERS (l'un et l'autre plusieurs semaines à l'Elysée), c'est faire du journalisme sans l'information la plus élémentaire ou mentir sciemment. Même la crapuleuse presse bourgeoise ne va pas jusque là dans la dénaturation.

Que des penseurs et militants sérieux s'interrogent sur l'échec relatif des partis communistes européens de l'Ouest ne semble pas indiquer au P.C.Q. que l'heure n'est plus à un sous-stalinisme culturel, pour mieux embrigader les ouvriers dans un totalitarisme les coupant irrémédiablement de la réalité à vivre, au seul profit d'une minorité bureaucratique qui n'a jamais pu concevoir son marxisme-léninisme qu'aliénée à la pire méthodologie de la pire petite bourgeoisie.

Apothéose de l'inconscience ou de la plus abjecte théologie ? Peu importe, puisque dans les deux cas il y a contradiction radicale avec la pensée marxiste-léniniste. (Sur la façon de propager "des idées bourgeoises et réactionnaires sous les apparences de **culture prolétarienne**", on peut toujours lire "Matérialisme et empiriocriticisme".)

"Combat" ne s'adresse sans doute qu'à un groupuscule, mais sans doute l'un de ceux qu'il faudrait le plus préserver de la propagande à la Goebbels dans la complexité contemporaine.

Jamais n'a été mieux prouvé combien l'impuissance "à gauche" fait facilement aboutir à un néo-fascisme extrêmement nuisible.

Je trouve opportun d'envoyer la chronique absurde et infecte de N.E. Story au camarade Aragon, du Comité Central du Parti Communiste français.

p. s.

---

littérature mystificatrice.

Le Chanoine Groulx rides again . . . Avec la grrrande Dame, le petit chanoine fait une autre tentative plutôt mystificatrice que mystique. Et comme si ce n'était pas assez, il publie dans

"Le Devoir" du 9 septembre un communiqué dans lequel il dispense ses conseils à la nation à la veille des Etats généraux du Canada-français : Il faut établir "au faîte de nos esprits l'idée nationale" . . . Et elle nous dira cette idée, entre autres, "qu'il nous faut un ordre social fondé sur la justice et la charité" et "que tout doit s'accomplir sous la loi souveraine de justice et d'amour de Dieu, qui fut la loi de nos pères." Il était temps que quelqu'un fasse cette mise au point. Un peu plus et on oubliait que la foi, l'espérance et la charité sont les trois pierres d'assise qui ont permis à la nation canadienne-française de subir avec résignation et fierté la domination coloniale et de survivre misérablement mais en paix avec le prochain.

g. t.

---

c'est cayrol qui a écrit l'aquarium de godbout ?

En son temps, je m'étais indigné de ce que le chroniqueur littéraire d'un quotidien montréalais tente de faire circuler la rumeur qu'il était facile à Godbout de publier au Seuil puisque c'était Jean Cayrol qui avait récrit "L'aquarium".

Mais voilà-t-il pas que dernièrement, durant une soirée pour se congratuler les uns les autres de leurs dernières "oeuvres" (de YUL 871 à "Solange" — il y a de quoi !), les membres de la fameuse troïka de l'intelligentzia montréalaise, André Belleau, Jacques Godbout et Jean-Guy Pilon, ironisaient sur l'opération : quel écrivain connu pouvait bien se cacher sous le pseudonyme de Réjean Ducharme pour pouvoir publier chez Gallimard "L'avalée des avalés" ?

Suis-je vraiment très loin de la vérité quand je parle de l'artificialité et la corruption sur quoi s'appuie l'impérialisme inflationnaire des intellectuels d'aujourd'hui, déjà ici aussi ?

p. s.

les citations néo-vulgaires

Murray Ballantyne, au Congrès de l'ACELF :

"C'est la praovidence qui a voulu que le Canada soit biculturel".

— Avec l'aide du général Wolfe.

"Si le Québec se sépare, les droits des minorités françaises ne seront plus respectés".

— Les Canadiens-français du Manitoba et du Nouveau-Brunswick vont perdre leurs écoles françaises.

— O —

Claude Ryan, à Vancouver, au Congrès canadien du Bien-être social :

"Le monde a besoin d'un Canada uni pour au moins une autre génération afin d'assurer l'équilibre des forces en présence dans le monde".

Qualifié par la Canadian Presse de "one of the most articulate spokesmen for Quebec "Quiet Revolution", Mister Ryan continue à voir l'Histoire comme un autel où la minorité française d'Amérique doit être immolée pour permettre à Mister Pearson de continuer de se dissocier de la politique américaine.

— O —

Jean-Charles Bonenfant, à Québec :

"Le séparatisme et les relations fédérales-provinciales sont de bien petits problèmes au regard de ceux du reste du monde".

Le Nord-Viêtnam étant en guerre contre les USA, les Canadiens-français devraient tous se mettre à parler anglais et ils devraient laisser le capitalisme anglophone faire une piastre tranquille dans ce petit pays sans importance qu'est le Québec.

Renaude Lapointe, quelques jours après, dans La P . . .

"M. Bonenfant a parlé le langage de la raison. Que nos têtes chaudes voyagent un peu de par le monde et ils vont cesser de vouloir se refermer sur leurs petits problèmes".

Que nos têtes chaudes aillent en Alabama et ils vont voir des gens lutter pour la justice. Qu'ils aillent au Viêtnam et ils vont voir des gens lutter pour l'indépendance de leur pays. Qu'ils aillent dans tous les pays d'Amérique du Sud et ils vont voir des gens lutter pour se défaire du capitalisme américain maintenu par des "juntes" corrompues. Que nos têtes chaudes voyagent un peu de par le monde et ils vont revenir terroristes.

— O —

parallèle :

"Les manifestations dans les rues sont le fait d'un petit groupe de jeunes écervelés qui ne représentant pas l'opinion de la majorité". **Le chef de police de Chicago,** lors des scènes de violence survenues dans le quartier noir.

"Dans quelle mesure les vociférations séparatistes de la jeunesse sont-elles l'expression de la majorité des jeunes ? Ces vociférations ne seraient-elles pas le fait d'une infime minorité qui va se réjouir de voir qu'elle a un pouvoir aussi considérable ?"

M. Richard Joly, secrétaire général de l'Université de Sherbrooke, appuyant un voeu condamnant le séparatisme, au Congrès de l'ACELF, vendredi le 19 août 1966.

p. p.

---

les idées et les $$$$$

Dernièrement paraissait dans le numéro spécial de LIBERTE sur le cinéma, un **article de Patrick** Straram : HATARI. Un texte CLE sur la situation de la critique de cinéma au Québec et par là même sur la situation du cinéma québécois lui-même. Par ailleurs, une analyse, un témoignage inoubliable sur la vie, l'amour, l'authenticité, la lucidité, les RAPPORTS HUMAINS; un EXEMPLE de ce que peut être l'écriture, une vie vécue à "hauteur d'homme". Un appel, le plus bouleversant des appels, à la communication.

Or, en demandant cet article à Straram, on lui avait affirmé que les collaborateurs de Liberté recevait $4.50 la page.

Hatari, 23 pages : $103.50.

Et bien, figurez-vous qu'après des semaines de réclamation, Straram reçut le montant de . . . $25. Ceci accompagné d'une très, très . . trop . . . brève lettre de Jean-Guy Pilon . . . "expliquant" qu'on ne pouvait . . . voulait . . . pas lui donner plus pour son texte. Quant on connaît la situation de Straram et la valeur du texte, on ne peut dire qu'une chose : IGNOBLE.

Et que dire maintenant de la façon "malhonnête" dont on a volontairement "descendu" **Hatari.** J'ai vu tant et tant d'attaques contre Straram et si peu, aucun en fait, de textes "pour" lui que j'en suis ECOEURE. Je ne comprend pas, ou plutôt je COMPRENDS trop que cela est SYMPTOMATIQUE d'une société capitaliste et colonisée. D'une société dans laquelle ceux qui se sont placé les pieds à la suite de mesquineries répétées (ce ne peut pas être autre chose malgré toute la "rhétorique" justificatrice dont ils s'entourent . . . ou mieux justement à cause de) acquièrent sans cesse de nouveaux titres, de nouvelles fonctions, gagnent en influence néfaste . . . en viennent à contrôler, DIRIGER l'information. Dans laquelle, les autres, les créateurs, donc les parias conscients, sont de plus en plus rejetés, écartés sciemment vp le continuel danger qu'ils représentent pour les premiers et le système qui les maintient en place. C'est la loi du cumul des postes et fonctions, des titres "honorifiques".

A l'heure actuelle, la majorité des artistes, des "véritables" artistes ne sont pas payés suffisamment. Ceci pour les maintenir, sans doute, dans un état de constante "tension", car on sait trop bien l'influence qu'ont ou que pourrait avoir leurs oeuvres. Ce sont là les règles de la COMPTABILITE CAPITALISTE. Elles témoignent de ce que sont les hommes-capitalistes et leurs valets, les intégrés, les modérés et encore plus ceux qui en cumulant les ebaux postes se "SERVENT" du "vocabulaire" socialiste. Les "managers" de la Culture. D'un côt- les Pilon, Godbout, Billard . . . de l'autre les Straram, Miron, Chamberland. Il faut choisir. Pour ou contre la "VRAIE" liberté d'expression.

yvon husereau

---

clairvoyance vs globalisme

Claude Ryan est revenu de ses vacances plus clairvoyant que jamais. Aussitôt revenu, il a su déceler avec un instinct digne d'un aborigène "les pièges de la critique globaliste". Il a bien frotté les oreilles à Ti-Poil Lévesque et à Gérin-Lajoie pour leur étourderie et il a dispensé quelqu'encouragement à Kierans pour sa dignité et son sens de l'honneur. Ce n'est pas Renaude La Pure ni Roger Champoux (le castronome) qui auraient pu prévenir nos chefs de file et toute la nation contre les dangers du "globalisme". Dommage que M. Ryan n'ait pas été là pour régler la grève des cheminots avec lucidité et en dehors de toute passion. Il aurait fait la part des choses, grondé un peu le gouvernement, un peu les employés et aurait proposé un moyen sûr de tout régler : l'entente autour d'une table. Ça n'aurait peut-être rien donné à personne, mais ça aurait grossi son stock d'indulgences.

G.T.

"Détour", une des chansons que j'aime le plus, que chante Dean Martin, parce qu'elle n'a de sens possible qu'à deux degrés qui s'inter-déterminent, et jusqu'à ce qu'alors un troisième degré soit signifié . . .

Je pense à Henri Lefebvre écrivant des objets et idées des sociétés lointaines : " . . . il ne s'agissait pas d'art extérieur à la quotidiennеté et supérieur (prétendûment) ou essayant en vain d'y entrer, mais de STYLE DE VIE." . . .

Gaétan Fraser s'est noyé le 27 juillet dernier, à Saint-Thècle. C'était un jeune comédien, et plus encore un metteur en scène dans l'âme (à entendre ici au sens de projet), plus spécifiquement un **animateur** qui rêvait (le projet "fait" irréalisable par ceux qui régissent les entreprises du spectacle au Québec) d'un centre du théâtre expérimental où il élaborerait des structures épiques rendant compte de l'homme canadien français dans ses conflits. Il aurait voulu définir un mode de représentation "rendant justice" à l'homme de la **terre Québec,** qu'il prévoyait combinant Artaud et Brecht réadaptés à "l'ici".

Pour avoir été avec lui constamment ces derniers mois, aux multiples sens que cela implique, je sais qu'il ne vivait plus déjà que dans un désespoir étouffant jour après jour, victime des frustrations et des hallucinations qui sont le lot de quiconque veut trop se donner, s'exposer et par là rejoindre, **déclencher** autrui. Folie pure (qu'on mesure les mots) dans un monde où toute création artistique, pour avoir quelque chance de pénétrer sur un marché, doit se conformer à une offre généralisée de tous les produits indistinctement et sans jamais le moindre souci de la moindre demande au moment de la conception. On

comprendra un jour (d'autres que nous, sans doute) à quel point le commun dénominateur de tous les arts du 20e siècle à l'Occident, c'est dire aussi bien sûr que nous aurons connu, vécu quelques exceptions remarquables (mais c'est aussi dire qu'il faudrait analyser en profondeur la relation création — travail de laboratoire), à quel point ce commun dénominateur n'est que le conformisme le plus servile, l'apparence d'originalité n'étant possible qu'en autant qu'elle est fondée sur une dénaturation absolue d'homme et son réel, l'oeuvre se refusant d'être remise en question fondamentale et à hauteur d'homme, par ce refus se niant de devoir aboutir à la définition et la pratique d'un style de vie. L'oeuvre d'art ne se peut exécuter que comme exercice de style superfétatoire, ou négation d'un style de vie. L'entreprise menée à bien selon des codifications qui obligent effectivement à artificialité, la plus tapageuse ou la plus "humanisthyfiante" (du gadget le plus élémentaire au super-produit le plus grandiose), et corruption (achat du droit de créer, n'entrant pas qui veut dans un univers de l'inflation caractéristique des sociétés en voie de décomposition et qui s'aveuglent dans un ultime "impérialisme", le plus terroriste).

Encore une fois je ne peux que dire que le nombre des vivants qui m'intéressent diminue considérablement. (Je ne veux parler que de Gaétan : mais dans le sillage de la sienne s'inscrivent les morts assez atroces du pianiste magistral Bud Powell simultanément que j'ai d'abord pris contact avec le jazz, les toutes premières fois, vers 47-48, avant même d'y découvrir Charlie Parker et Thelonious Monk à la même époque presque — et de cet homme du cabaret si superbement réfractaire si incisif que fut Lennie Bruce . . . Ah ! oui, bien sûr, la drogue, n'est-ce pas ? !) Et j'en sais de ceux qui demeurent "en vie" dans la peau desquels je ne voudrais pas être, "ceci dit" **compte tenu** de leurs interventions ou non-interventions auprès de Gaétan, qui me disait sa stupeur, son mal, durant les dernières semaines. Pour quelques-uns, c'est lui qui demeure vivant, Gaétan Fraser, que je disais dans **parti pris** (vol. 2, no 10-11) sorte de Queneau d'ici, Satrape local aux mutismes et sommeils qui en disent long". Pas étonnant qu'à la fin il ait été la proie d'une insomnie infernale et qu'il ait tant parlé ! Il me reste ces photos minuscules prises durant une dérive monumentale sur la "Main", lui, mon cactus-ookpik et moi — et dîtes, dîtes : fétichisme ! je sais bien, moi, de quelles traces il s'agit, comme des cicatrices qui me font tel que je suis, comme je sais que des marques sont au cours d'une vie quotidienne des amorces, dont la présence contient déjà en soi une direction, signifie un projet, déjà en cours, qui n'avortera pas, qui ne se niera pas en son rêve, celui-là, de projet . . .

Il reste, dramatiquement, je veux dire essentiellement et au niveau d'intensité signifiante qui importe, cette jeune chanteuse qu'il forgea, avec opiniâtreté, férocité (celle d'une passion démesurée : désespérée), excès même, pour laquelle il n'eut de cesse qu'elle possède un répertoire précis et engagé, mobiles et désirs clairs dans le langage élu, pour laquelle il n'eut de cesse qu'elle sache quelle "situation" elle se voulait dans ce monde de la chanson ("En avant la zizique", de Boris Vian, ça vous dit quelque chose ?), et il sombra, mais elle chante, et ce sera toujours un peu lui aussi qu'elle chantera, à l'envers, à l'encontre de tous les slogans, tous les "accommodements", tous les "agencements de publicité", toutes les conventions (les autres et les collectives), elle chante, elle chantera jusqu'à ce que tous l'entendent, elle va chanter demain et longtemps et les moins pourris "entendront", les autres alors pourront toujours essayer de mettre la main dessus, elle chante, dans "le sens voulu", ma

camarade pour ce que nous avons vécu et y compris fondamentalement cette mort, Louise Forestier.

(Je sais encore ceci : à la limite, je profite encore d'une mort pour faire mon petit "one-man-show", je me sers d'un mort à des fins de petits règlements de compte abusivement. Comme dirait un petit Poisson qui sait déjà comment devenir grand : "C'est du délire. Purement et simplement." Et il faudrait "laisser aux autres les choses sérieuses". Seulement, justement, tout dépend du **sérieux** pour lequel on opte dans une vie. Et dans la mienne la mort de Gaétan Fraser constitue un sérieux dont je ne veux absolument pas parler sans bien évoquer tous les facteurs qui le font éclater. C'est tout. Et encore, je me trouve plutôt très gentil.)

Comme j'ai présenté Louise un soir, en te citant, une dernière fois Gaétan c'est à toi et bien du côté à la fois de Boris Vian et de Dean Martin que j'avale une rasade de rhum au **Blues clair.** Tu en parlais assez : on boit avec certains, pas avec d'autres ! C'est comme vivre, ou en mourir.

l'homme qui est un oiseau

Il faut lire absolument dans le **Cahier du cinéma** 179 (juin 66) "Jean-Luc Godard et l'enfance de l'art", de Michel Delahaye avec lequel j'ai fait connaissance durant deux semaines assez fascinantes pendant et après le dernier Festival International du Film de Montréal. Ces deux pages de Delahaye à propos de J.-L. G. s'avèrent l'un des textes importants pour une compréhension vivante et vivable de la praxis révolutionnaire totale, au sens où l'entend Henri Lefebvre, parti de Marx : "Changer le monde au lieu de l'interpréter, ce n'est pas seulement changer le monde extérieur, c'est surtout changer la quotidienneté. Cette praxis totale est possible dès que conçue et parce que conçue." Ce que dans J.-L. G. découvre, aussi éloigné du marxisme qu'il est possible de l'être au niveau des intentions, ce serait plutôt une volonté d'apolitisme exclusive qui le caractériserait, Delahaye : ". . . c'est la course à la vie : on s'y abandonne, on l'abandonne : à la mort. "Godard se contente de voir, et il voit ce qui s'annonce. Il est vrai que rien n'annonce jamais rien à ceux qui n'ont pas "la faculté divine de l'attention", pour reprendre chez Bernanos ce mot qu'il devait à Poe. L'attention : tout recevoir du monde, et tout prendre : l'attachement." (Jean-Marie Straub : "Ils ne veulent pas voir la réalité. C'est en grande partie de là que sont venues les réactions de ceux qui refusaient NICHT VERSOHNT. Ce qui aurait pu faire passer le film, c'est justement la parodie, la pornographie, seule chose qui les intéresse. Mais la réalité nue, ils la refusent. **Il est vrai qu'ils nient que ce qu'on leur montre soit la réalité."** C'est moi qui souligne, pensant à petit Poisson en train de devenir grand et à ce degré zéro de la pornographie cinématographique qu'est UN HOMME ET UNE FEMME : Straub — il ne parle pas du film de Lelouch, mais moi je ne fais pas le montage pour rien : " . . . l'art, justement. Ce que j'appelais tout à l'heure la pornographie. Traduisons cela bêtement : les effets de photographie et le reste, tout ce qui fait que le cinéma se parodie lui-même.")

C'est Henri Michaux qui écrivait à peu près, dans "Passages" je crois : "Quiconque n'aide pas à mon perfectionnement" (ou accomplissement, ou dépassement)" : zéro." Nul depuis Piotte et Miron, en si peu de jours, ne m'a comme Delahaye tant indiqué, tant fait percevoir, tant incité à des remises en questions pour accroître une réflexion d'élaborer sa critique sans cesse, que s'opère réellement le processus dialectique aliénation — désaliénation — nouvelle aliénation, le troisième niveau seul certifiant, authentifiant un acquis, et le besoin d'une nouvelle critique ainsi reconnu. Ici rejoint très précisément dans son travail Delahaye, ce qu'il produit, qu'il m'appartient à moi d'utiliser dans le



sens de ma propre appropriation de la quotidienneté et ma condition.

Aussi, une tendresse, un néo-romantisme et cette sorte d'humour noir souverain que j'aime, qui ne se décèlent qu'au deuxième ou troisième regard (c'est l'intéressant et la garantie de l'aventure), le font homme de cette qualité que peu désormais se soucient de se mériter (trop aliénés à d'autres échelles de valeurs auxquelles ils consacrent des énergies plutôt inflationnaires, et sans songer qu'alors ils n'interviennent plus à même la quotidienneté, qu'ils faussent donc d'autant une praxis révolutionnaire totale), homme profondément d'accord avec **un style de vie** (et quelles que soient angoisses ou amertumes s'y greffant dialectiquement). Et nous en revoici à Henri Lefebvre, aux deux niveaux évoqués plus haut et maintenant conciliés, comme tout autant qu'à Delahaye à Piotte et Miron. Aussi bien : à Gaétan Fraser. La camaraderie assez admirable "découverte" en deux semaines début août, entre Delahaye et moi, constitue un facteur insistant, accentuant ma vie juste après que l'ait mutilée la mort de Gaétan (non sans aussi la préciser, la stimuler, ceci dit pour ceux qui sur-vivent). Et j'aime qu'il y ait à un point aussi aigu ce rapport, à plusieurs dimensions qui s'inter-agissent, Gaétan Fraser — MASCULIN FEMININ (J.-L. G.) — Michel Delahaye (Piotte, Miron).

Ainsi expliquées une nature et une nécessité sans lesquelles ne seraient pas ce qu'elles sont des **interprétations de la vie quotidienne** (ou une tentative d'appropriation de la matière vécue, pour mieux orienter et faire plus efficace une praxis révolutionnaire totale). Autre "explication" : "Jean-Luc Godard et l'enfance de l'art" (cf. **marginales**) de Michel Delahaye, lequel je relis naturellement plus intégralement de connaître l'homme, mon cher Homme qui est un oiseau . . .

affaires culturelles

J'ai écrit toute une soirée et une partie de la nuit après avoir lu le compte rendu sur le Québec et son cinéma de Michel Cournot dans "le nouvel observateur" du 17 août dernier. Je croyais devoir dévoiler en quoi cet article est faux, tant au niveau d'une globalité que risque de mal servir une "propagande" erronée qu'au niveau plus particulier d'un cinéma et de cinéastes canadiens français que la "manoeuvre" pourrait reporter à une situation pré-O.N.F. encore plus "oppressive" que l'actuelle (l'imposture ayant ceci de supérieurement ambigu de la "thèse" est proposée en la centrant sur deux cinéastes, l'un essentiel, Jean-Pierre Lefebvre, l'autre dans l'actualité cinématographique canadienne française réactionnaire de par intentions, procédés et produits, Claude Fournier — ce que Cournot lui-même proclamait sans le vouloir dans un "Echos-vedettes" : Lefebvre c'est Godard, Fournier c'est Lelouch !"). Je me suis demandé le lendemain matin si je n'allais pas encore ulcérer ceux-là même que la démonstration n'avait pour but que de revaloriser, en rétablissant faits et conséquences dans une réalité et historique et idéologique — et pratique, mais quand ? Et si ceux-là même préféraient profiter de la manoeuvre qui à l'origine les dénature ? Certaine expérience **Hatari** récente, à propos du "tout dire", m'a fait assez mal, qui m'a révélé une incompréhension absolue, qu'elle soit fondée sur mauvaise foi, sur incompatibilité d'"intérêts" ou sur bêtise pure et simple. J'ai relu Henri Lefebvre évoquant Merton et ses "Eléments de méthode sociologique" (traduction Henri Mendras, Plon) : "Merton découvre beaucoup de "fonctions" au "boss" électoral dans les villes américaines y compris celles de s'occuper des intérêts précis — ceux des quartiers —, de se pencher sur le sort des pauvres et des déclassés : ces malheureux n'ont d'autre ressource que de s'adresser au "boss" local pour exercer

leurs droits de citoyens et obtenir quelques faveurs. En somme, par ses "dys-fonctions" elles-mêmes, la machine politique et bureaucratique de la démocratie américaine ressaisit ce qui lui échapperait : la vie quotidienne." "Même le pot-de-vin a une fonction dans le chaos de la concurrence. Le "racket" et le "gang" facilitent la mobilité sociale, etc." Si certains se sentaient obligés de composer avec un état de fait semblable ? (Si je suis convaincu que ce ne peut être qu'une erreur irréparable à long terme, on peut me rétorquer que pour pouvoir acquérir immédiatement un minimum d'efficacité nécessaire . . . Encore que toutes les combinaisons tentées, étant donné les grèves actuelles, les intérêts réels et les contingences d'un gouvernement U.N. au Québec, la perspective d'une crise après l'Expo 67 . . . Moi, je doute fort que rayon "affaires culturelles", et à plus forte raison en ce qui concerne plus exclusivement le cinéma . . . Mais, encore là, j'entends bien qu'on me dise que ce n'est pas **mon** "affaire" !) Je ne conserve aucune des pages écrites. J'observe le déroulement des Affaires. Je tiens seulement à mentionner ceci, qui indique une façon de procéder : Cournot prétend dont la revue **parti pris** — j'adresse au avoir ignoré quinze jours plus tôt l'existence de différentes personnes et choses, "Nouvel observateur" à Michel Cournot **parti pris** depuis des mois.

un bilan

C'est un très remarquable Festival International du Film de Montréal qui s'est déroulé du 31 juillet au 4 ouût 66 au "Loew's".

Il y a encore trop de projections et de conférences de presse. Il n'y a pas encore en vue de grande rétrospective Dovjenko ou Mizoguchi ou Hawks ou Lang qui serait parallèle au F.I.F.M. même. Il est dommage qu'aient été mentionnés au palmarès du 4e Festival du Cinéma Canadien des films comme ON SAIT OU ENTRER TONY, MAIS C'EST LES NOTES et 3 HOMMES AU MILLE CARRE, exemples d'un cinéma ne renvoyant qu'au cinéma (celui fait avec les recettes les plus fabriquées, les plus à l'épate, et celui, ici, dont le prétendu "brio" suffirait à la bonne conscience des uns tandis qu'il autoriserait les autres à interdire encore plus un cinéma dans la réalité et à hauteur d'homme), dommage aussi, l'occasion était unique vu le caractère spécial du film autant qu'en considérant l'oeuvre de l'homme, que le Prix Spécial du Jury n'ait pas été décerné à Claude Jutra, pour l'ensemble de sa carrière comme pour l'important et très beau COMMENT SAVOIR.

Mais le jury a pris des décisions excellentes, qu'il fallait avoir le courage de prendre et qui créent un précédent indispensable : ne pas attribuer de Grand Prix dans les sections courts et longs métrages; partager le Grand Prix section moyens métrages entre l'irremplaçable et très bien fait BUSTER KEATON RIDES AGAIN de John Spotton et l'exceptionnel NOTES FOR A FILM ABOUT DONNA AND GAIL d'un Don Owen qui a été vraiment le cinéaste de l'année ici.

De UN HOMME ET UNE FEMME Jean-Louis Comolli a dit tout ce qu'il fallait dire dans le **Cahier du cinéma** 180 (cf. **marginales**). Deux, trois concessions . . .

Mais il y avait cette année — cas unique et qu'on ne pourrait trop souligner — bien plus de films **à voir** que d'autres, certains de toute première qualité comme d'un intérêt sociologique saisissant, une proportion considérable de films très représentatifs des nouveaux cinémas dans le monde étant offerte au public. Espérant qu'on verra en 67 les derniers films de Delvaux, Eustache ou Moullet, par exemple, plutôt que de gros bateaux pour Expo, résumons sommairement ce passionnant F.I.F.M. 7 en un trop bref bilan : 1) MASCULIN FEMININ (Jean-Luc Go-

dard), 2) NICHT VERSOHNT (Jean-Marie Straub) et L'HOMME N'EST PAS UN OISEAU (Dusan Makavejev), 4) DES OISEAUX PETITS ET GROS (Pier Paolo Pasolini), 5) SIMON AU DESERT (Luis Bunuel), 6) NOTES FOR A FILM ABOUT DONNA AND GAIL (Don Owen), 7) LADIES & GENTLEMEN : MR. LEONARD COHEN (Donald Brittain et Don Owen), 8) A FALECIDA (Leon Hirzman) et THE SHOOTING (Monte Hellman), 10) COMMENT SAVOIR (Claude Jutra) et BUSTER KEATON RIDES AGAIN (John Spotton), 12) LES CHEVAUX DE FEU (Serguei Paradjanov). Je ne dis rien d'un court-métrage unique que je n'ai pas vu entièrement, MACHORKA-MUFF (Jean-Marie Straub), de Larry Kent, qui finira bien par faire le film important, généreux et neuf qu'il a en lui, de cet étrange échec qu'est LES SAISONS DE NOTRE AMOUR (Florestano VANCINI) : un scénario capital et admirable, mais pas de film . . .

Je reparlerai naturellement de NICHT VERSOHNT et L'HOMME N'EST PAS UN OISEAU. Il faut d'abord les revoir. Cinémathèque canadienne, ciné-clubs, syndicats, organisateurs de galas spéciaux puissent-ils nous les proposer, bientôt, et souvent ! A moins qu'un exploitant n'ait le courage ? . . . !

L'essentiel, dans un contexte québécois actuel : un F.I.F.M. 7 d'une qualité manifeste, contemporain, adulte. Puisse-t-il désormais ne jamais plus s'inscrire dans une autre dimension que celle-ci, la plus influentielle et avec le plus d'éléments majeurs pour l'évolution canadienne française en cours des points de vue de l'information, la culture, le cinéma, la conscience.

points de repère

Dans "Le nouvel observateur" on ne lit pas que Cournot (auquel j'ai "cru" l'un des premiers, avant de deviner le "système" et jusqu'à ce qu'il ose écrire de l'admirable RED LINE 7000 qu'il aboutissait à l'escalade sur Hanoï); on y citait dernièrement Pavese : "Une chose nous sauve de l'horreur et c'est l'ouverture de l'homme vers l'homme." Peut-être n'ai-je rien essayé de dire d'autre au cours de ces **faits-divers** . . . Dans un monde de la corruption, la superfétation, la résurgence de fascismes multiples et qui se camouflent volontiers "à gauche", je tiens pour primordial qu'on se puisse référer à l'existence d'un Pavese (d'un Piotte, d'un Miron, d'un Delahaye, d'un Godard — d'un Straub, d'un Makavejev — d'un Hussereau, etc.). Je l'entends comme préalable à toute critique, laquelle je ne saurais concevoir qu'en ce sens d'une ouverture de l'homme vers l'homme, et surtout peut-être en ce Québec 66.

C'est à dessein que je titre **faits-divers** aussi bien la mort de Gaétan Fraser que ma découverte de Delahaye, l'"affaire"-Cournot qu'un trop bref bilan F.I.F.M. 7 — je voulais exprès indiquer à quel point ce ne sont pas des "événements" qu'il importe de déchiffrer mais les incidences d'aspect le moins extra-ordinaire si elles s'éveillent en l'individu un écho particulier, lui fournissent une motivation nécessaire et suffisante dans l'axe-projet d'une éthique. Ainsi établie cette relation quotidienneté-personnalisme, relation de laquelle on devrait pouvoir attendre qu'elle facilite une attitude critique à l'abri des deux pièges : celui de l'individualisme (propriété et vie privée), celui du formalisme dogmatique (abstraction du "dit" au nom de principes ou d'une stratégie, conduisant à la dénaturation du "à dire", dénaturation contradictoire avec l'idée de socialisme que nous défendons, et qui au niveau de l'idée d'indépendance met en pleine lumière le danger d'un indépendantisme de droite, peut-être jamais plus actuel qu'en ce Québec 66 — pouvoir Johnson, l'ouverture R.N. au R.I.N., etc.).

C'est dans cette perspective que doit se comprendre le recours plusieurs fois à

Henri Lefebvre ("Critique de la vie quotidienne, 2 : fondements d'une sociologie de la quotidienneté", L'Arche). J'ai repris ce livre d'abord pour éclairer de deux citations scientifiques une opposition radicale entre Godard et Lelouch que je voulais dire. En parcourant ensuite ce livre j'y ai retrouvé des éléments qui coïncidaient trop étroitement aux "faits-divers" à rapporter et à cette relation quotidienneté-personnalisme pour ne pas les utiliser. "Le vécu, c'est le présent, et le vivre la présence." Michèle Favreau insistant encore sur une "complémentarité" Godard-Lelouch, il est évident que j'élaborerai le texte prévu sur l'opposition.

Une chose nous sauve de l'horreur et c'est l'ouverture de l'homme vers l'homme . . .

Au "Dauphin" : PIERROT LE FOU (J.-L. G.) Les chroniques que je signerai durant cette 4e saison **parti pris ne** seront jamais que de très parcellaires clichés d'une globalité entièrement contenue dans la plus magistrale **critique de la vie quotidienne** (l'anti-thèse : UN HOMME ET UNE FEMME) jamais donnée à voir (la face du Miroir à la première personne, au singulier, MASCULIN FEMININ la face document, actualités, autrui l'essentiel), à vivre, littéralement, intégralement : PIERROT LE FOU.

"Et le cinéma, en faisant rendre gorge à la réalité, nous rappelle qu'il faut tenter de vivre."

patrick straram

4 septembre 66

---

l'amour au drug

Extraits de "Lelouch, ou la bonne conscience retrouvée", un article de Jean-Louis Comolli, dans le **Cahier du cinéma** 180 (juillet 66) :

"C'est là-dessus qu'il faut s'expliquer : UN HOMME ET UNE FEMME ne saurait être envisagé indépendamment de l'accueil aux allures de triomphe que lui font critiques et spectateurs : l'oeuvrette passe pour chef-d'oeuvre, et il y a autant de leçons (les mêmes sans doute) à tirer du film quant aux goûts et besoins d'un certain public qu'il y en a à tirer de la satisfaction de ce public quant à la valeur du film. Tout film prend plus ou moins le sens de son succès, et plus que d'autres celui-ci, qui est fait pour."

"Cette vie que Lelouch préfère à l'art n'est rien d'autre qu'un prétexte à art. Vie et art sortent affadis de ce chassé-croisé hypocrite et qui se refuse pour ce qu'il est. La grande faiblesse de Lelouch vient de ce qu'il croit ce qu'il n'est pas : un primitif du cinéma, plongé au coeur de la vie; et de ce qu'il ne s'assume pas comme il est : un esthète irréfléchi préférant toujours une belle image à un geste juste, un zoom à un regard, un coloriage à la vérité, bref la caméra au cinéma, le truquage à la vie."

"Ce n'est donc pas la vérité sans caution de l'improvisation qui est obtenue, mais les signes seuls de l'improvisation, les tics de la vérité (redites, reprises, etc.) : les clichés du naturel qui sont donnés pour ce naturel même."

"L'incohérence, le désordre ne sont pas ici effets de l'art. Ils sont le signe clinique d'une impuissance pathologique à choisir, à éliminer, à vouloir, c'est-à-dire à mettre en scène. Renoir, Hawks, Rossellini, Bresson, Skolimowski, Straub, Sternberg disent que mettre en scène, c'est supprimer, écarter, ôter : viser l'essentiel. A ce compte, le cinéma de Lelouch, prolifération d'images, est la maladie du cinéma, son cancer. C'est pourquoi, sans doute, il connaît les faveurs de la mode. Certes, le joli a toujours été à la mode, et le gratuit. L'esbrouffe a par définition des clients. Mais je vois la raison profonde de ce succès de mode dans le fait qu'UN HOMME ET UNE FEMME donne bonne conscience aux Champs-Elysées. (. . .) Soulagement : voilà de "l'audace" à la volée, du brisé, de

l'improvisation, du délire, et le film reste compréhensible à tous, accessible à chacun. C'est qu'il n'y a rien à comprendre. C'est du libre service. Lelouch a permis aux Champs-Elysées de récupérer sans risque les tics d'expression du cinéma moderne, les oripeaux d'une modernité dont l'âme est laissée de côté."

Ce magazine illustré d'un amour au drug-store n'aura pas redonné bonne conscience qu'aux Champs-Elysées. Il n'est qu'à voir l'accueil qu'on lui réserve, à Montréal, rue Saint-Jacques et rue de la Montagne . . .

p.s.

culture de droite

Extraits de "Jean-Luc Godard et l'enfance de l'art", un article de Michel Delahaye, dans le **Cahier du cinéma** 179 (juin 66) :

"Ainsi, ce que Godard a fait, c'est un peu de la conscience-fiction . . ."

"Ce n'est pas que Godard se flatte de prédire. Il veut seulement voir juste et dire juste. C'est déjà beaucoup. C'est même tout car le reste s'ensuit. La forme à venir d'un monde, d'un être — destin, si l'on veut — est déjà inscrite tout au fond de lui. Seulement il faut voir profond, tout est là."

"Ici je pense à un homme dont on disait souvent (pour le flatter ou le gronder) qu'il parlait en prophète : Bernanos. A quoi Bernanos répondait, justement, qu'il se contentait de bien voir les choses, et que c'est peut-être pour cela qu'il se trouvait voir un peu plus loin que les choses : où elles mènent. Que l'on appelle cela prophétisme ou lucidité ne fait rien à l'affaire, toujours est-il que cela Godard l'a."

"On nomme aussi aliénation l'état de ceux qui sont plus victimes qu'auteurs de l'obscurcissement de leur conscience — simple résultat de simples faits sociaux. Nous revoici aux CARABINIERS, où l'engrenage de la guerre est subi et relancé par des êtres qu'a déjà réduit celui de la misère. Autre croisement : nos soldats y massacrent des concierges : on s'entretue entre aliénés . . . La misère. Voici le métro de BANDE A PART (et MASCULIN FEMININ), et sa chanson (et, juke-box, café : celles d'UNE FEMME EST UNE FEMME et VIVRE SA VIE), et, à travers désespoir, déréliction, amertume, tendresse, en grands raccourcis qui condensent des beautés ailleurs réparties, quelque chose s'épanouit vers la joie (une autre pensée pour Bernanos, une pour Dreyer, une pour Bergman)."

"Pour aller ainsi, du même pas, de la dureté à la tendresse, les vivre et les montrer, dedans, dehors, prendre, refuser — et échapper aux pièges de la complaisance (ils sont plusieurs, et l'amour aussi, on peut s'y perdre), pour vivre ces tiraillements, il faut beaucoup de force. Je veux dire par là — s'il faut y insister — qu'on ne saurait ranger Godard du côté des optimistes ou des pessimistes. Ceux qu'on désigne ainsi sont les faibles, qui n'ont pas su résister aux tiraillements. Ils ont fini par pencher vers le côté où ça tirait le plus. Sont restés ainsi. Ankylosés. Spécialisés. Bernanos disait de l'optimiste et du pessimiste que l'un est un imbécile gai, l'autre un imbécile triste."

"Mais le plus beau, c'est que le public, le grand, se prête admirablement à Godard. Il est touché. Le grand public est simple, et il est sensible, chez Godard, à la simplicité. Il est capable de voir les choses, tout uniment, comme elles sont (comme les enfants, souples, ouverts, disponibles, toujours prêts à voyager — ce sont les adultes ankylosés qui refusent les V.O., les films à surprises et les montagnes russes), d'autre part, comme il a vécu, il reconnaît chez Godard la vie. Sa vie. Les petites choses, les grandes : tout lui est familier, il s'y accroche, il se laisse emmener, et ainsi se trouve accéder également à d'autres lieux qui lui étaient peut-

être moins familiers mais que maintenant, il a reconnus. Et Godard se justifierait — s'il restait à le faire — par ce seul critère : sa fécondité. Car, quoi qu'il aborde, il provoque les gens à repenser la chose, et le cinéma avec. Et il est aussi remarquable que toute une jeunesse ait trouvé en lui l'équivalent de ce que traditionnellement elle trouvait dans la littérature : un maître à vivre."

C'est la nième fois que je relis ces pages. C'est avec la même intensité, me cinglant en un même état d'alerte en profondeur, que ces mots, ces sentiments, ces idées, éprouvés, discutés avec un autre ou latents seulement jusqu'alors, me brûlent, qui font lumineux, vitaux, une compréhension et un accord.

Je tiens ce texte pour un modèle d'explication, rationnelle-et-passionnelle, scientifique-et-morale. Je défie un seul homme un peu averti de la dialectique marxiste-léniniste d'en pouvoir retrancher ou infirmer un seul élément.

Il en est qui préféreront la bave de l'ankylosé de service à "Combat" (P.C.Q.) ou les approximations qu'elles soient "de gauche" ou libérales à condition qu'on n'y cite par Bernanos.

Pour ceux qui seraient **intéressés : Les Cahiers du cinéma,** 5 rue Clément-Marot, Paris 8e (France).

p.s.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PARTI PRIS

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ☐ un an, à **PARTI PRIS,** à partir du numéro de ..... **196** .

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat-poste, au montant de .....

TARIF : Abonnement ordinaire — de soutien — outre-mer (avion)

$ 6.00 **$ 12.00** **$ 10.00**

un an (5 nos)

....., **le** ..... **196**..

(Signature)

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Profession .....

ÉDITIONS PARTI PRIS — C. P. 149 — STATION N — MONTRÉAL, P. Q.

A chaque nouvel abonné, en cadeau, un livre offert

☐ *Carnets politiques*, de Jean-Marie Nadeau

☐ *Le monde sont drôles*, de Clémence Desrochers

☐ *Sonnets archaïques pour ceux qui verront l'indépendance*, de Jean-Robert Rémillard

(cochez le titre désiré)

vient de paraître

aux éditions parti pris

le premier livre

de

clémence des rochers

le monde sont drôles

(nouvelles)

suivies de

la ville depuis . . .

(lettres d'amour)

en vente dans toutes les librairies $1.50